

CONSEIL DE LA NATION

**Salah Goudjil plébiscité au poste de président**

P. 3

ARMÉE-SÉMINAIRE

**M. Chanegriha appelle à la consolidation de l'unité nationale pour faire face à toutes les menaces**

P. 24

COMMUNICATION

**Belhimer : "urgence de faire face à la cybercriminalité par la production d'un contenu national qualitatif"**

P. 3

50<sup>ème</sup> ANNIVERSAIRE DE LA NATIONALISATION DES HYDROCARBURES

## Un acquis à préserver

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a appelé, hier, l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) à "adhérer" aux efforts visant le renforcement et l'immunisation du front social contre les tentatives d'exploitation insidieuse de la situation économique difficile. De son côté, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a affirmé, hier, à Hassi R'mel (Laghouat), que l'Algérie a fait de la politique énergétique "une priorité majeure", d'où l'importance de la transition énergétique en tant que facteur clé soutenant l'ensemble de ses politiques de développement. La nationalisation des hydrocarbures, consacrant la souveraineté nationale sur les ressources naturelles, est un acquis à préserver, en faisant de la Sonatrach un puissant acteur énergétique national et international, afin d'assurer l'indépendance énergétique du pays à long terme, a indiqué l'expert pétrolier Mourad Preure.

P.p 6-24 DKnews-APS



**JOURNÉE NATIONALE DE LA CASBAH**

**80% du patrimoine bâti de la Casbah d'Alger classé "rouge"**

P. 4

COVID-19-ENTREPRISES EN DIFFICULTÉS

**La bonification du taux d'intérêt prorogée au 31 mars**

P. 4

SÉISME À RASFA (SÉTIF)

**Pas de dégâts matériels ou humains**

P. 8

**SANTÉ**

STRESS

**Les signes d'alerte qui doivent vous pousser à consulter**

P.p 12-13

**FOOTBALL**

LIGUE DES CHAMPIONS D'AFRIQUE MCA-EST (1-1)

**Les Algérois ratent le coche**

P. 21



CYBERATTAQUE AUX ETATS-UNIS

**Des pirates "disciplinés et concentrés", selon les experts**

P. 17

**MDN**

ARMÉE

**Plusieurs opérations menées en une semaine**

P. 24

## MÉTÉO

## Des vents forts sur plusieurs wilayas du sud du pays (BMS)



Des vents forts souffleront mercredi et jeudi sur plusieurs wilayas du sud du pays, parfois en rafales avec des soulèvements de sable locaux réduisant la visibilité, indique un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par le Centre national des prévisions météorologiques.

Les wilayas concernées par ce BMS, de niveau de vigilance orange, sont El Oued, Ouargla, Touggourt, Ghardaïa, Sud de Laghouat, Sud d'El Bayadh, El Golea, Timimoune, Adrar, In Salah et Illizi.

Les vents de direction Est à Nord-Est souffleront à une vitesse entre 60 et 70 km/h avec rafales atteignant ou dépassant parfois 80 km/h, durant la validité du BMS qui court de mercredi à 10h00 à jeudi à 12h00.

## SÉTIF

## Secousse tellurique de magnitude 4,8

Une secousse tellurique de magnitude 4,8 sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée mercredi à 02H51 (heure locale) dans la wilaya de Sétif, a indiqué le Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (CRAAG).

L'épicentre de la secousse a été localisé à 09km au Sud-ouest de Rasfa, a précisé la même source.

## QUALITÉ DE L'EAU

## Coupure préventive de l'alimentation en eau potable à Larbaà (ADE)



L'unité de Blida de l'Algérienne des eaux (ADE) a procédé mardi à une coupure de l'alimentation en eau potable au niveau de la cité "Zerrouk Hocine" de la commune de Larbaà (Est de la wilaya), en raison de doutes sur la qualité de l'eau distribuée, a-t-on appris auprès de cette entreprise.

"Suite à des doutes sur la qualité de l'eau distribuée au niveau de la cité "Zerrouk Hocine" de la commune de Larbaà, une équipe de l'ADE, à sa tête le chef du centre de Larbaà, a été immédiatement dépêchée sur les lieux, où il a été procédé à une coupure préventive de l'alimentation en eau", précise-t-on de même source.

Des échantillons de cette eau ont été prélevés, pour être analysés et parer à tout dysfonctionnement pouvant nuire à la santé du consommateur, a-t-on ajouté.

Dans l'attente des résultats des analyses, un programme provisoire d'approvisionnement en eau potable des habitants de ce quartier par des camions-citernes, a été mis en place, selon la même source.

## TIPASA

## Perturbation dans la distribution d'eau potable à Cherchell et Sidi Ghilès



Une perturbation de la distribution d'eau potable interviendra, demain mercredi, au niveau des communes de Cherchell et de Sidi Ghilès, à l'ouest de Tipasa, en raison de la réalisation de travaux au niveau de l'une des conduites de distribution, a indiqué, mardi dans un communiqué, la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAAL).

Selon le même document diffusé sur la page officielle de la SEAAAL sur les réseaux sociaux, des travaux de réparation seront entrepris, demain mercredi, au niveau de la conduite principale de diamètre de 500 mm de la ville de Cherchell. Ces travaux, qui s'étaleront de 8h00 jusqu'à 20h00 de la journée de mercredi, vont causer une "perturbation dans la distribution d'eau potable au niveau des communes de Cherchell et de Sidi Ghilès", est-il précisé dans le même communiqué assurant que l'alimentation en eau potable "reprenra progressivement dès l'achèvement de ces travaux".

## MASCARA

## Réouverture du théâtre régional au public

Le théâtre régional de Mascara a été rouvert, mardi, au public avec une représentation théâtrale destinée aux enfants intitulée "La forêt des rêves", après une fermeture qui a duré plusieurs mois en raison de la situation sanitaire marquée par la pandémie de la Covid-19.

Le directeur de l'établissement culturel, Abdallah El-Hamel a fait part, à cette occasion, d'efforts de la direction du théâtre régional de Mascara pour transformer cet établissement en espace culturel plus large, à travers l'ouverture de ses structures aux intellectuels et artistes pour des rencontres et l'organisation de cercles de discussions, de dialogues et de créativité, en plus de fournir aux talents les moyens pour exprimer leurs capacités et leur savoir-faire.

La pièce "La forêt des rêves", mise en scène par l'artiste Kada Chalabi, a séduit les spectateurs, en particulier les enfants.

## JJJEL

## 7 membres d'une famille blessés dans l'explosion d'une bouteille de gaz à Chohna

Sept (7) membres d'une famille ont été blessés dans l'explosion d'une bouteille de gaz butane à leur domicile dans la localité Zouitna, commune de Chohna (à 50km au Sud-est de Jijel), a-t-on appris mercredi auprès de la direction locale de la Protection civile.

Quatre unités opérationnelles de la protection civile de Jijel sont intervenues mardi soir sur le lieu du sinistre pour prodiguer les premiers soins aux victimes souffrant de brûlures et fractures avant leur évacuation vers l'hôpital Medjdoub Saïd de la commune Taher, a déclaré, à l'APS, la chargée de communication, la capitaine Ahlam Boumla.

Sept (7) autres personnes étaient dans un état de choc, selon la même source, qui a précisé que l'âge des victimes oscille entre 5ans et 66 ans.

Trente (30) éléments de la Protection civile, tous grades confondus, ont été mobilisés dans le cadre de cette intervention, qui a duré près de 4 heures, a ajouté la capitaine Boumla.

L'explosion a eu lieu au premier étage d'une maison individuelle de 3 niveaux, selon les précisions fournies par la même source, qui a indiqué que les murs du premier étage se sont effondrés et ceux du deuxième étage présentent des fissures.

## ORAN

## Démantèlement d'un réseau de trafic international de drogue et saisie de plus de 108 kg de résine de cannabis



Les policiers à Oran ont réussi à démanteler un réseau de trafic international de drogue composé de sept membres et saisi une quantité de 108,8 kg de résine de cannabis, a-t-on appris mercredi de la cellule de communication et des relations publiques de la wilaya.

Sur la base d'informations, les éléments de la brigade de recherche et d'investigation (BRI) ont suivi les mouvements des membres du réseau âgés entre 25 et 46 ans et une perquisition sur ordre du procureur de la République dans un domicile des mis en cause a permis l'arrestation de quatre membres du réseau et la saisie de 61,3 kg de kif traité et d'un véhicule garé dans le garage, a-t-on indiqué.

La fouille du véhicule a permis de découvrir une autre quantité de 47,5 kg de kif traité minutieusement dissimulée et la poursuite de l'enquête a conduit à l'arrestation de trois autres membres du réseau et la saisie d'une somme de 145.000 DA et de cinq véhicules utilisés dans le transport de la drogue, a-t-on ajouté.

Une procédure judiciaire a été engagée contre les sept mis en cause qui sont poursuivies pour trafic de drogue et d'atteinte à l'économie nationale, a-t-on fait savoir.

## COUR D'ALGER

## Report du procès dans l'affaire de l'attentat contre le Palais du Gouvernement à la prochaine session pénale



Le tribunal criminel près la Cour d'Alger a décidé, mercredi, le report du procès des accusés dans l'affaire des attentats ayant ciblé en 2017, le Palais du Gouvernement et le siège de la Police à Bab Ez-zouar (Alger), à la prochaine session pénale, en raison de l'absence de la défense des accusés.

Pour rappel, six (06) accusés arrêtés sur 16, ayant été condamnés à la peine capitale, sont poursuivis dans cette affaire dont le pourvoi en cassation des jugements prononcés à leur encontre a été accepté par la Cour suprême.

Les inculpés sont poursuivis pour "appartenance à un groupe terroriste dont le but est de semer l'effroi au sein de la population et de créer un climat d'insécurité et homicide volontaire avec préméditation et usage d'explosifs".

## CONSEIL DE LA NATION

## Salah Goudjil plébiscité au poste de président du Conseil de la nation

M. Salah Goudjil a été plébiscité mercredi à la majorité absolue en qualité de Président du Conseil de la nation, lors d'une séance plénière. M. Goudjil a été plébiscité à main levée lors d'une séance plénière présidée par Abdelmadjid Mahi Bahi, en présence de deux tiers des membres du Conseil.

Les deux autres candidats à ce poste, à savoir: Kissari Mahmoud et Djeghdali Mustapha se sont retirés avant le début de la séance de vote. M. Goudjil occupait le poste de président par intérim du Conseil de la nation.



## COMMUNICATION

## Urgence de faire face à la cybercriminalité par la production d'un contenu national qualitatif (Belhimer)

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer, a souligné mardi l'urgence de faire face à la cybercriminalité en se focalisant sur la garantie de la souveraineté cybernétique basée sur la production d'un contenu national "qualitatif" sur les sites électroniques et les plateformes universitaires.

"Vu que 70% des Algériens consultent la presse électronique, il est devenu urgent de faire face à la cybercriminalité, en se focalisant sur la garantie de la souveraineté cybernétique, basée sur la production d'un contenu national qualitatif et les plateformes universitaires et la sécurisation du réseau en vue de consacrer la souveraineté de l'Etat", a indiqué M. Belhimer dans un entretien accordé au quotidien national Cresus.

En ce sens, le ministre a exigé la domiciliation dans le domaine.dz des sites électroniques régis par le décret exécutif relatif aux modalités d'exercice de l'activité d'information en ligne et de diffusion de mise au point ou rectification sur le site électronique. Pour M. Belhimer, la sécurisation des plateformes web et sites électroniques est un enjeu fondamental, citant à cet effet un audit des sites web institutionnels réalisé par l'Observatoire du groupe algérien des acteurs du numérique. Il a ainsi relevé que "le certificat SSL

constitue une des protections les plus indispensables à déployer sur un site web", faisant remarquer que "85% des sites web audités ne disposent pas de ce certificat et ce, en dépit des assurances réitérées par le ministère".

M. Belhimer a expliqué que "depuis l'arrivée en masse des réseaux sociaux, je dis bien sociaux et je préfère cette expression à celle en vigueur, la Constitution algérienne déclare inviolables et protégés par la loi, la vie privée et l'honneur du citoyen", ajoutant qu'elle "garantit le secret de la correspondance et de la communication privée".

Le ministre a ajouté que ces "grandes catégories de droit" sont énoncées dans la nouvelle Constitution, adoptée en novembre 2020, précisant à cet égard "qu'en droit, la vie privée est circonscrite à trois éléments de la personnalité: le respect des comportements, de l'anonymat et de la vie relationnelle". M. Belhimer s'est ainsi dit "favorable à un renforcement de leur protection par l'édiction des peines les plus lourdes, quel que soit le mobile ou le statut social de l'agresseur", estimant que "c'est d'autant plus nécessaire que le phénomène n'épargne personne et prend des proportions alarmantes".

A une question sur les Fonds d'aide à la presse, gelés depuis 2014, il a indiqué qu'il est envisagé de les

"réactiver pour notamment, accompagner la transition du papier au numérique, soutenir les efforts de formation et de perfectionnement", soulignant que "la Loi de finance complémentaire est, au plan procédural, le moment idéal pour le faire". S'agissant de l'Autorité de régulation de la presse écrite prévue par la loi de 2014, M. Belhimer l'a qualifiée "d'obsolette au regard de l'absence de référence internationale en la matière et à l'avènement du nouveau cadre constitutionnel". Il a indiqué avoir envisagé en lieu et place de cette Autorité, un "Conseil national de la presse écrite ayant en charge la délivrance de la carte de presse, les arbitrages en cas de manquements aux règles éthiques et déontologiques et la +médiatrie+ que commande une équitable répartition de la manne publicitaire selon une formule qui assure que le champs médiatique reste ouvert, à l'abri de tout monopole, tout en récompensant le mérite".

Enchaînant sur les grands chantiers de la réforme initiés par son département, le ministre a précisé que ces chantiers tiennent de deux grandes préoccupations, à savoir le raffermissement de l'exercice démocratique et l'encadrement juridique des activités de communication. Il a expliqué qu'au titre de la première préoccupation, avoir retenu "le

renforcement du cadre référentiel (au titre de la vision constitutionnelle), la préservation du cadre pluriel et concurrentiel de l'activité de communication (loin des abus de positions dominantes et des concentrations), le développement de la communication institutionnelle, le développement de la communication de proximité. Au titre de l'encadrement juridique des activités de communication, il a cité "la codification de l'activité de presse électronique multimédias (écrite, web radio et web télé), une loi sur la publicité, l'encadrement de l'activité de sondage d'opinion, une assise juridique pour les agences de communication, l'autorégulation de la presse écrite: Conseil national de la presse écrite (CNPE), le rapatriement juridique et technologique des chaînes de télévision privées. Des dix chantiers, initiés il y a un peu plus d'un an, c'est celui de la réhabilitation du professionnalisme et de l'éthique et de la déontologie -les trois vont ensemble- qui me tient le plus à cœur", a précisé le ministre, avant de conclure: "J'ai initié cette réhabilitation sur la base d'une démarche inclusive et résiliente pour concilier deux grandes catégories juridiques qui me paraissent commander un exercice apaisé de ce noble métier: la liberté et la responsabilité. L'une ne va pas sans l'autre dans une société démocratique".

NOUVEAU DÉCOUPAGE ADMINISTRATIF  
Un caractère stratégique assurant la "fixité" des populations (expert)

La récente promotion des dix circonscriptions administratives du sud en wilaya à part entière, est un découpage qui revêt un caractère "stratégique" permettant, notamment, d'assurer la "fixité" des populations locales, a estimé mercredi, Azzedine Belkacem Nacer, expert en prospective.

"La décision de promouvoir ces dix circonscriptions administratives du sud en wilayas à part entière, est une nécessité impérieuse, sur le plan à la fois politique, organisationnel, économique et social", a indiqué ce Professeur des universités sur les ondes de la radio nationale. Pour cet expert, ce nouveau découpage qui a concerné Timimoune, Bordj Badji Mokhtar, Béni Abbès, Ouled Djellal, In Salah, In Guezzam, Touggourt, Djanet, El M'Ghair, El Menia, revêt un "caractère stratégique, car permettant de fixer les populations notamment celles des localités frontalières".

"Ce découpage territorial a pour vocation à réduire sensiblement l'écart de densité et assurer une meilleure fixité des populations puisqu'ils disposeront, désormais, des infrastructures administratives", a-t-il relevé, citant les nouvelles

wilayas du sud en l'occurrence "Ouled Djellal qui est une localité à vocation rurale et agricole et Bord Badji Mokhtar qui dépendait de la wilaya d'Adrar distante de 900 km". Il a ajouté, que ce découpage "vise à porter l'action de l'Etat au niveau des localités concernées et gagner en efficacité et efficacité par une meilleure mutualisation de la solidarité intercommunale". Selon Azzedine Belkacem Nacer, il s'inscrit "pleinement" dans une démarche de gouvernance territoriale qui implique des arbitrages entre efficacité sur le court terme, moyen et long termes.

"Cela passe donc par une décentralisation qui permet aux collectivités locales et élus locaux à disposer d'une personnalité morale en termes de gestion et de management et d'une certaine autonomie financière", a-t-il soutenu. Sur le plan organisationnel, l'intervenant a estimé qu'"il y aura, probablement, un processus, qui sera assez long, de désignation et de renouvellement des Assemblées communales et de wilayas élues", ajoutant que c'est le wali et le secrétaire général de wilaya, déjà désignés, qui vont "assurer cette transition" par la préparation du budget pour 2022, à travers une analyse profonde, pour la prise en charge des particularités de leurs localités. Il a souligné, dans le même contexte, l'importance de la ressource humaine dans la gestion de ces nouvelles wilayas, essentiellement dans la prise en charge des budgets locaux qui "doivent être pris en charge par des équipes compétentes et qualifiantes".

## EDUCATION

## Concours national de mathématiques : 750 participants passent l'épreuve finale

Un total de 750 élèves des trois cycles d'enseignement ont passé, mardi, l'épreuve finale du Concours national de mathématiques lancé, le 9 février courant, par le ministère de l'Éducation nationale dans le cadre de la Journée internationale des mathématiques célébrée le 14 mars de chaque année.

Placé sur le slogan "Mathématiques, pour un monde meilleur", ce concours concerne les élèves devant passer les examens nationaux (fin de cycle primaire, BEM et baccalauréat) ayant obtenu, en 2020, une moyenne de 10/10 en mathématiques pour le cycle primaire, une moyenne égale ou supérieure à 18/20 pour le cycle moyen et une moyenne égale ou supérieure à 16/20 pour les candidats de la filière des sciences expérimentales.

La sélection des meilleurs élèves en

mathématiques a été lancée à travers les 50 directions de l'éducation réparties sur l'ensemble du territoire national avec une moyenne de 5 élèves dans chaque cycle d'enseignement, soit 15 élèves de chaque wilaya, à l'exception de la wilaya d'Alger qui est représentée par 45 élèves, car regroupant trois directions de l'éducation, à fait savoir le Directeur des activités culturelles, sportives et de l'action sociale au ministère de l'Éducation nationale, Abdoulouahab Khoulalene.

Pour les élèves du cycle primaire, le concours est prévu en deux étapes (épreuves écrites et en ligne pour une durée d'une heure et demie). Pour les cycles moyen et secondaire seule l'épreuve écrite est prévue pour une durée de deux heures, a déclaré à l'APS M. Khoulalene. Les sujets des examens ont été élaborés par une Com-

mission nationale ad-hoc, a-t-il précisé. Les trois lauréats (un de chacun des paliers d'enseignement) seront récompensés le 14 mars, décrété par l'Unesco Journée internationale des mathématiques (JIM), a-t-il expliqué, évoquant l'éventualité pour ces lauréats de représenter l'Algérie dans la prochaine Olympiade internationale de mathématiques (IMO en anglais).

A ce sujet, M. Khoulalene a fait part de la volonté du ministre de l'Éducation nationale de constituer une commission nationale chargée de la préparation et l'organisation de l'Olympiade des Maths.

## Une forte participation des filles relevée

En chiffres, le responsable des activités culturelles et sportives au ministère de l'Éducation nationale a indiqué que le taux

de participation des filles avait dépassé 53%, précisant que ce chiffre avait atteint 56,8% dans le cycle seconaire, et 62% dans le palier moyen.

Cependant, dans l'enseignement primaire, la participation des garçons a enregistré un taux de 59%. Au sujet du taux élevé relevé par les filles dans l'apprentissage des maths, le président de la société de mathématiques d'Algérie (SMA), Rachid Bebbouchi a estimé que ce fait "s'impose de lui-même à présent en Algérie", indiquant que ce pourcentage "régressera au fur et à mesure du parcours professionnel dans l'enseignement supérieur". Certains participants ont saisi cette occasion pour exprimer leur "joie et fierté" de passer cet examen qui leur offre "plus de perspectives pour apprendre davantage la discipline de mathématiques", ont-ils dit.

## JOURNÉE NATIONALE DE LA CASBAH 80% du patrimoine bâti de la Casbah d'Alger classé "rouge"

Les récentes études d'expertise technique réalisées par l'Organisme national de contrôle technique de la construction (CTC) montrent que "80% du patrimoine bâti de la Casbah d'Alger est classé "rouge" (bâtisses menaçant ruine), a révélé mardi le président de l'Assemblée populaire communale (P/APC) de la Casbah (Alger), Amar Zetili.

"Les récentes études d'expertise technique réalisées par l'Organisme national de contrôle technique de la construction montrent que "80% du patrimoine bâti de la Casbah d'Alger est classé +rouge+ (bâtisses menaçant ruine)", a déclaré M. Zetili à l'APS à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la Casbah (23 février), précisant que les résultats de l'expertise avaient été soumis aux services de la wilaya d'Alger.

L'expertise du CTC, réalisée entre juin et septembre 2020, a ainsi permis de dresser un état des lieux du vieux bâti de la Casbah après l'effondrement et la détérioration de certaines bâtisses, a-t-il dit, rappelant que 1.060 familles de la Casbah avaient été relogées depuis 2018. Mettant en avant les efforts de l'Etat pour la prise en charge du dossier de la Casbah, le responsable a rappelé le récent Conseil interministériel, présidé par le Premier ministre, Abdelaziz Djerdj, et consacré à l'examen du dossier de sauvegarde, de réhabilitation et de préservation de la Casbah d'Alger et les engagements pris pour la protection de ce site historique.

A ce propos, le même intervenant a fait savoir que le Plan permanent de sauvegarde et de mise en valeur des secteurs sauvegardés



(P/PSMVSS) "limitait les prérogatives de la commune et ne lui permettait pas d'intervenir en matière de restauration", appelant à la nécessité de revoir cette loi.

Or, poursuit le président de l'APC, le rôle de la commune consiste uniquement à signaler au ministère de la Culture les éventuels cas d'effondrement.

Le même responsable a indiqué que la dégradation de l'état des "dourates"

de la Casbah est dû au fait que leurs propriétaires ne les avaient pas entretenues périodiquement comme il aurait fallu le faire, bien que la loi 98-04 relative à la protection du patrimoine culturel, interdit la modification, sans autorisation de l'expertise technique, de bâtisses classées patrimoine

mondial de l'UNESCO depuis 1992, appelant à l'impératif de récupérer ces dourates par l'Etat pour les restaurer.

Au sujet de la précarité des anciennes bâtisses de la Casbah, le P/APC a soutenu que le secteur sauvegardé "nécessite une véritable étude, une révision des lois sur la propriété et la mise en place d'un cahier des charges pour l'exploitation des immeubles", ajoutant que les héritiers, n'ayant pas quitté les lieux, ont continué à les exploiter durant de longues années jusqu'à effondrement quasi-total des bâtisses.

Classée dans la liste du patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO en 1992, la Casbah d'Alger "requiert une décision politique pour la sauver", a-t-il estimé.

## COVID-19-ENTREPRISES EN DIFFICULTÉS La bonification du taux d'intérêt des crédits prorogée au 31 mars

Les dispositions de bonification, à titre exceptionnel, par le Trésor public, du taux d'intérêt des crédits accordés par les banques et établissements financiers en faveur des entreprises et particuliers en difficultés à cause de la pandémie du Covid-19 ont été prorogées au 31 mars 2021 en vertu d'un nouveau décret exécutif paru au dernier journal officiel n 13.

Il s'agit du décret exécutif n 21-76 du 8 Rajab 1442 correspondant au 20 février 2021 modifiant le décret exécutif n 20-239 du 12 Moharram 1442 correspondant au 31 août 2020 fixant les modalités de maintien, à titre exceptionnel, par le Trésor public, de la bonification du taux d'intérêt des crédits accordés par les banques et établissements financiers en faveur des entreprises et particuliers en difficultés à cause de la pandémie du Coronavirus (COVID-19).

Ainsi, les dispositions de l'article 5 du décret exécutif n 20-239 du 12 Moharram 1442 correspondant au 31 août 2020 susvisé, sont modifiées comme suit : "Les dispositions du décret exécutif n 20-239 du 12 Moharram 1442 correspondant au 31 août 2020 susvisé, sont prorogées jusqu'au 31 mars 2021".

Cette mesure s'inscrit dans le cadre des dispositions prises par les pouvoirs publics pour alléger les répercussions de la pandémie sur les opérateurs économiques et les particuliers à travers la mise en place des conditions nécessaires à la poursuite de l'activité économique ainsi que l'accompagnement et le soutien des détenteurs de crédits octroyés par les banques et établissements financiers.

## ENERGIE ÉLECTRIQUE Des équipes de Sonelgaz sollicitées en Libye et en Irak pour intervenir sur des centrales électriques



Des équipes de techniciens et d'ingénieurs de la Société algérienne de production d'électricité (SPE), filiale du groupe Sonelgaz ont été sollicitées en Libye et en Irak pour effectuer des opérations de maintenance et de diagnostic au niveau d'installations électriques, a indiqué le PDG de la SPE, Sabri Lezhari.

Lors d'un entretien accordé à l'APS, le PDG de la SPE a fait savoir qu'une équipe de techniciens et d'ingénieurs de cette filiale de Sonelgaz se trouve depuis une semaine en Libye, sollicitée par la compagnie d'électricité libyenne afin de préparer le pic de consommation estival du pays. Une autre équipe doit se rendre en avril prochain en Irak à la demande de l'entreprise General Electric (GE).

D'autres équipes sont actuellement en Libye, sollicitées par la société d'électricité libyenne. "Les collaborations internationales nous ont permis en 2020 de générer entre 150.000 à 200.000 dollars grâce aux cadres nationaux de SPE. En 2021 nous ambitionnons d'atteindre plusieurs millions de dollars", a-t-il affirmé.

En outre, questionné à propos du niveau d'exportation d'électricité par le pays, M. Lezhari a indiqué que les interconnexions avec les pays voisins a permis d'exporter en 2020 entre 300 à 350 MW. Cependant, a-t-il estimé, "il est nécessaire de renforcer les interconnexions entre pays pour hisser les capacités de l'Algérie à exporter, même si ce sont des projets onéreux".

s'est développée en une relation commerciale", a souligné M. Lezhari, précisant que cette fois, la société d'électricité libyenne a sollicité la SPE pour envoyer une équipe afin de réaliser des diagnostics au niveau de trois stations : Khoms, Zouaia et Tripoli afin de préparer le pic de consommation estival.

Selon lui, les collaborations internationales ont permis à SPE de générer en 2020 entre 150.000 et 200.000 dollars grâce à ses cadres nationaux. En 2021 la filiale de Sonelgaz ambitionne d'atteindre "plusieurs millions de dollars" à travers les collaborations internationales permises par les capacités de ses techniciens et ingénieurs, répondant aux normes internationales. Les compétences de la SPE ayant atteint un niveau international, la société publique envisage de développer son offre de service à l'étranger tout en évitant de perdre ses cadres au profit d'entreprises étrangères. "Ces compétences étaient auparavant sollicitées pour aller travailler à l'étranger. Désormais, nous avons une stratégie de formation et d'ouverture de ces compétences sur le marché international pour pouvoir les retenir", a expliqué le PDG de la SPE, ajoutant que les prestations à l'étranger permettent de rémunérer les cadres en conséquence.

APS

## ELECTRICITÉ Le pic de consommation devrait atteindre 16.500 MW durant l'été prochain

Le pic de consommation électrique au niveau national devrait atteindre 16.500 MW durant l'été de l'année en cours alors que les capacités de production nationale avoisinent les 22.000 MW, a indiqué le PDG de la Société algérienne de production d'électricité (SPE), Sabri Lezhari.

Lors d'un entretien accordé à l'APS, M. Lezhari a fait savoir que la SPE, filiale de Sonelgaz, détient déjà 16.000 MW parmi les 22.000 MW existant sur le parc électrique algérien, soit la plus grande capacité de production au niveau national.

En outre, cette société chargée de produire de l'électricité au niveau du réseau interconnecté Nord et au niveau de la boucle Adrar-Ain Salah-Timmimoun, est en phase de réalisation de 8.000 MW de capacité de production supplémentaire prévue pour être livrée totalement d'ici 2025. Par ailleurs, en terme d'évolution des moyens de production et de technologies utilisées, M. Lezhari a indiqué que la SPE a acquis des centrales de production électrique à cycle combiné et envisage de réceptionner prochainement de nouvelles cen-



trales de ce type.

"Le caractère spécifique résidente dans l'association de turbines à gaz à des turbines à vapeur permettant d'atteindre un taux de rendement élevé de près de 60 %. De plus, ces centrales permettent d'économiser 50 % de consommation de gaz", a souligné le PDG.

Les centrales à cycle combiné en activité se trouvent au niveau de Ain Arnat (wilaya de Sétif) et de Cap Djenet (wilaya de Boumerdes). D'autres sont en cours de mise en service dans la wilaya de Naama et à Belara (wilaya de Jijel), alors que l'entrée en service des centrales d'Oumache (wilaya de Biskra) et de Kais (wilaya de Khenchela) est prévue pour l'été prochain. De plus, des centrales à cycle combiné sont en cours de réalisation dans les

wilayas de Mostaganem et de Djelfa.

### La croissance de la consommation divisée par deux en 2020

S'agissant de l'évolution de la consommation électrique nationale, le PDG de la SPE a rappelé qu'une période de "boom" avait été enregistrée entre 2005 et 2014 lorsque la croissance annuelle de consommation était de 7 à 8 %. Par la suite, la période 2015-2019 a vu ce taux d'évolution fléchir à 5-6 % annuellement, "même si ce chiffre reste très important, ce qui est un signe de développement économique et social".

Cependant, durant l'année 2020 marquée par la crise sanitaire, la croissance de la consommation a atteint 3 %, soit

une réduction de moitié du taux annuel habituellement enregistré, a souligné le même responsable.

A propos des collaborations, notamment à l'international, M. Lezhari a indiqué que la SPE prévoit d'envoyer des équipes en Irak à partir du mois d'avril prochain à la demande de son partenaire General Electric (GE).

D'autres équipes sont actuellement en Libye, sollicitées par la société d'électricité libyenne. "Les collaborations internationales nous ont permis en 2020 de générer entre 150.000 à 200.000 dollars grâce aux cadres nationaux de SPE. En 2021 nous ambitionnons d'atteindre plusieurs millions de dollars", a-t-il affirmé.

En outre, questionné à propos du niveau d'exportation d'électricité par le pays, M. Lezhari a indiqué que les interconnexions avec les pays voisins a permis d'exporter en 2020 entre 300 à 350 MW. Cependant, a-t-il estimé, "il est nécessaire de renforcer les interconnexions entre pays pour hisser les capacités de l'Algérie à exporter, même si ce sont des projets onéreux".

## BISKRA Visite guidée pour des journalistes au centre de formation des troupes spéciales

Le centre de formation des troupes spéciales "Chahid Mohamed-Saïd Benchayeb" de Biskra, relevant de la quatrième région militaire, a organisé mardi une visite guidée de présentation des missions de cette structure à des représentants de médias nationaux.

Dans son allocution au début de la visite, le commandant du centre, le colonel Saïd Benkherara, a inscrit l'initiative dans le cadre de la stratégie de communication de l'Armée nationale populaire et de consolidation du rapport Armée/Nation et vise à présenter cette institution militaire et la nature et méthodes de formation au sein des troupes spéciales et à souligner l'intérêt accordé par l'état-major à la formation.

Des cadres du centre ont présenté, à l'occasion aux représentants de la presse écrite et audiovisuelle les structures de cette institution notamment pédagogiques, les installations de formation et les moyens techniques développés utilisés dans les interventions de terrain des commandos des troupes spéciales.

Un documentaire a exposé aux invités l'historique des troupes spéciales en Algérie, l'évolution de la formation au sein du centre et la préparation théorique, phy-



sique et militaire des éléments constituant ces troupes ainsi que leurs entraînements sous diverses conditions en vue de leur faire acquérir de hautes performances dans l'utilisation des armes et moyens dont ils ont besoin sur le terrain.

Les journalistes ont pu également découvrir une partie de la vie quotidienne du stagiaire de ce centre au niveau des structures

pédagogiques, sportives et de loisirs mises à leur disposition durant la formation outre la formation aux opérations d'intervention assurée notamment par des simulateurs notamment de tir et de parachutage. Les unités du centre ont exécuté à l'occasion des exhibitions d'arts martiaux et d'accrochage ainsi qu'une manœuvre simulante une riposte à une offensive ennemie.

## BOUMERDES Signature de trois conventions de coopération entre l'Université et des partenaires économiques

L'Université "M'hamed Bougara" de Boumerdes a signé mardi trois conventions de coopération, de partenariat et de formation avec des partenaires actifs dans les domaines économique et de la formation, dans le cadre de la célébration du double anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et de la nationalisation des hydrocarbures.

La première convention, signée par le recteur de l'Université de Boumerdes, Yahi Mustapha et la directrice générale de l'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et du développement technologique (ANVREDET), Nedjoua Demmouche Mounsi, engage cette agence à travers son ex-

pertise dans la valorisation, l'incubation et la promotion de l'innovation, à assurer un accompagnement multiforme aux étudiants diplômés de l'université et aux promoteurs de start-up. L'accord non limité dans le temps vise également l'accompagnement technique des porteurs de projets innovants et des projets de recherches réalisés au niveau de l'incubateur de l'université de Boumerdes.

La deuxième convention signée entre l'Université de Boumerdes, l'ANVREDET et le partenaire économique représenté par la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR), engage cette dernière à assurer le financement nécessaire à la mise en œuvre et à la concrétisation des projets de re-

cherches innovants au niveau de l'université.

La troisième convention paraphée par l'université de Boumerdes et l'Institut algérien du pétrole vise quant à elle à assurer un accompagnement et une formation spéciale aux promoteurs de projets de start-up et autres porteurs d'idées innovantes, ainsi que des étudiants diplômés de l'université.

La signature des trois conventions s'inscrit, selon M. Yahi, dans le cadre de "l'ouverture de l'université sur son environnement immédiat, en vue de fournir des projets de recherches de qualité et des produits compétitifs, tout en mettant son expertise à contribution dans l'accompagnement effectif des étudiants diplômés".

Cette double célébra-

tion, abritée par la Faculté des hydrocarbures et de la chimie de Boumerdes, a été marquée par la projection d'un film documentaire sur l'histoire de l'université de Boumerdes et du célèbre discours du défunt président Houari Boumediène, lors de la nationalisation des hydrocarbures, suivis par une conférence sur l'histoire des hydrocarbures en Algérie. Aussi, un film documentaire sur l'incubateur de l'université de Boumerdes et les étapes de sélection des projets innovants bénéficiaires de ses prestations, a été diffusé lors de la manifestation à laquelle ont pris part des représentants de nombreuses organisations syndicales étudiantes et administratives, des autorités locales et la société civile.

## ADRAR Cheikh Hadj Abdelkader Sidi Amar inhumé au cimetière de Ksar Mehdiya

Cheikh Hadj Abdelkader Sidi Amar, cheikh de la zaouïa et école coranique "Imam El-Boukhari" a été inhumé lundi soir au cimetière de son village natal Ksar Mehdiya, dans la commune de Timi wilaya d'Adrar, en présence des autorités locales, des Chouyoukh, d'Imams et d'une foule nombreuse de citoyens venus d'Adrar et d'autres régions du pays. Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a, en cette douloureuse circonstance, adressé un message de condoléances à la famille du défunt Cheikh Hadj Abdelkader Sidi Amar, mettant en valeur les valeurs sublimes et grands efforts scientifiques menés par le défunt. Eminente per-

sonnalité religieuse de la wilaya d'Adrar, le défunt, décédé à Alger à l'âge de 65 ans suite à une longue maladie, faisait partie des disciples du défunt Cheikh Sidi Mohamed Belkebir et de grands savants de l'Islam. Il voua sa vie à la quête du Savoir et à la propagation des Sciences de l'Islam dans son école coranique Imam El-Boukhari de Ksar Mehdiya à Adrar, qui constitue durant de longues décennies une destination d'apprentissage et d'enseignement pour de nombreux apprenants et disciples du saint coran issus de différentes régions du pays, leur inculquant la méthode de la modération et le juste milieu et la réforme de la société.

## TISSEMSILT Convention pour la promotion des PME dans le secteur du tourisme et de l'artisanat

Une convention de partenariat a été signée mardi entre l'antenne de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) de Tissemsilt et la Direction du tourisme et de l'artisanat visant la promotion des petites et moyennes entreprises (PME) dans ce secteur, a-t-on appris auprès de la section locale de l'agence. La convention permet la création de PME dans le domaine du tourisme et de l'artisanat, notamment dans les zones d'ombre de la wilaya, et aux artisans de bénéficier de programmes de formation assurés par des cadres de l'antenne de l'ANADE, ce qui leur permettra d'avoir des certificats d'aptitude et de qualification ouvrant droit au financement de leurs projets, a-t-on indiqué. Le partenariat permet également aux porteurs de projets de bénéficier de diverses techniques en lien avec les professions de tourisme et les activités artisanales, a-t-on relevé de même source, soulignant que cette opération vise la sensibilisation et l'orientation pour créer des activités liées à la promotion des activités dans le domaine du tourisme et de l'artisanat, notamment au niveau des zones d'ombre et la commercialisation des produits, en plus d'assurer l'accompagnement des artisans et des détenteurs de petites entreprises, dans le cadre de l'extension de leurs activités. Elle permet également d'orienter les projets dans le domaine de l'artisanat et de les inscrire au registre de la Chambre de l'artisanat et des métiers de la wilaya, suivant la nature de l'activité, de même que faire participer les détenteurs d'entreprises artisanales et touristiques aux expositions et rencontres visant la promotion des activités en la matière. Cette convention permet aussi aux porteurs de projets en lien avec le tourisme et l'artisanat de bénéficier des avantages octroyés dans le cadre du dispositif de l'agence d'appui et de développement de l'entrepreneuriat, a-t-on indiqué.

## M'SILA 390 millions de dinars pour la concrétisation de 71 projets de développement

Une enveloppe financière de 390 millions de dinars a été mobilisée pour le financement de 71 projets de développement du secteur de l'énergie dans la wilaya de M'sila au titre de l'exercice 2021, a-t-on appris mercredi auprès de la direction locale de l'Énergie. Cette somme sera consacrée notamment aux projets d'alimentation en gaz propane et gaz de ville, l'éclairage public et l'extension du réseau de l'électricité, a indiqué la même source. Une trentaine de projets destinés à l'amélioration des conditions de vies des citoyens, notamment dans les zones d'ombres, ont été lancés dans l'immédiat, a-t-on ajouté. Une des priorités des autorités locales est la prévention des populations contre l'envasement scorpionique, puisque cet insecte prolifère dans des zones sombres et évite les zones éclairées, a-t-on noté de même source. En 2020, la wilaya de M'sila a mis en service un total de 34 projets de développement du secteur de l'énergie mobilisant une enveloppe financière de 192 millions de dinars, ont conclu les services de la direction locale de l'Énergie.

## ORAN

### Succès de l'expérience de culture de la pomme de terre "bio" dans la région de Boutlelis

L'expérience de culture de la pomme de terre "bio" destinée à la consommation, menée au niveau d'une exploitation agricole dans la région de Boutlelis (ouest d'Oran) a eu un rendement conséquent estimé à 190 quintaux à l'hectare, a-t-on appris mardi du chef de la circonscription agricole de Boutlelis. L'expérience de la culture de la pomme de terre hors saison sans utilisation d'engrais a donné des résultats probants. Cette opération, menée sur une superficie d'un hectare au niveau de l'exploitation agricole relevant de l'ex ferme pilote "Cheikh Benkhelifa", a été remarquée par la multiplication de la production de ce légume, ajouté à la liste

des légumes bio produits au niveau de la circonscription, a indiqué Maarouf Kharif à l'APS. L'initiateur de cette expérience s'est basé, dans son parcours technique, sur l'engrais naturel avec l'utilisation de moyens manuels traditionnels dans l'enlèvement des mauvaises herbes sans avoir recours aux médicaments ou aux insecticides, selon M. Kharif, notant que cette initiative est la première du genre au niveau de la circonscription agricole de la daïra de Boutlelis. Grâce à l'effort de l'agriculteur, au suivi et à la sensibilisation sur la prévention contre les maladies et parasites avec les changements climatiques, il a réussi à réaliser une récolte

qui a dépassé les prévisions, à savoir 190 quintaux à l'hectare, selon le même responsable. L'opération de plantation de ce tubercule a été réalisée au mois d'août et la récolte a été à la fin du mois de décembre et au début janvier derniers. L'agriculteur a utilisé des semences issues de la récolte saisonnière, plantées en janvier 2020 et récoltées en mai dernier. A la première opération de plantation, il a utilisé des semences du varié "Spounta" importées, a expliqué le même responsable. Cette expérience a permis de réduire les coûts des engrais chimiques et de varier dans la filière pomme de terre, selon le chef de la circonscription agricole

de la daïra de Boutlelis, qui a relevé que de nombreux agriculteurs se dirigent vers la production de légumes bio pour satisfaire les besoins des consommateurs oranais, qui ne cessent d'affluer sur les champs des communes de Boutlelis et de Cap Blanc (Aïn El Kerma) pour acquérir ce légume sain de produits chimiques. La superficie réservée à la pomme de terre de saison au niveau de la circonscription varie entre 40 et 50 ha, réalisant une récolte atteignant jusqu'à 350 qx/ha et celle à la pomme de terre hors saison est estimée entre 15 et 20 ha pour une production allant de 180 à 250 qx/ha, selon le même responsable.

## ALGÉRIE - MAGHREB L'Algérie prend la présidence du Comelec pour trois ans (Sonelgaz)

L'Algérie, représentée par Sonelgaz, prend à compter d'aujourd'hui la présidence du Comité maghrébin de l'électricité (Comelec) pour un mandat de trois ans (2021-2023), a indiqué mardi un communiqué de Sonelgaz.

La décision a été prise lors de la réunion du Comelec, tenue mardi par visioconférence, avec la participation du Président directeur général (P-dg) du groupe Sonelgaz, Chaher Boulakhras, aux côtés des membres du Comité, représentants des compagnies d'électricité de Libye, du Maroc, de Tunisie et de Mauritanie, a précisé la même source.

Lors de la réunion, le secrétaire général du Comité maghrébin de l'électricité a présenté le rapport d'activité 2020 et la feuille de route 2021 avant d'aborder plusieurs questions, dont celle des contributions financières.

Dans son intervention après avoir pris la présidence du Comelec, M.

Boulakhras a soumis des "propositions traduisant la volonté de l'Algérie, à travers Sonelgaz, de renforcer la coopération et les échanges dans le domaine de l'énergie électrique sur le marché maghrébin".

Il a, à cet égard, appelé à hâter la mise en place des mesures nécessaires à la concrétisation du projet de construction d'un marché de l'électricité maghrébin, rappelant que "tel est l'objectif pour lequel a été créé le comité".

Le P-dg du groupe Sonelgaz s'est dit "satisfait de la coopération entre les Etats membres du Comelec dans le domaine de l'électricité", mettant en avant "les grands progrès en matière de coopération entre les pays maghrébains".

"Les réseaux électriques de nos sociétés maghrébines sont interconnectés et disposent d'une infrastructure solide qui permet d'augmenter l'échange d'électricité", a précisé le responsable, soulignant que la question de l'électricité dans le Maghreb arabe s'articule autour de la création d'un marché de l'électricité maghrébine avec des techniques modernes".

Insistant sur l'impératif de "former les blocs économiques régionaux", M.

Boulakhras a précisé que le secteur de l'énergie "offre une grande opportunité pour concrétiser la complémentarité sectorielle à même de constituer un axe principal de complémentarité de l'ensemble de l'économie maghrébine".

Pour le DG de la Sonelgaz, l'intégration maghrébine constitue "le meilleur moyen pour le règlement des problèmes dont souffre la région, particulièrement le chômage et les problèmes sécuritaires".

"Il est temps pour le Grand Maghreb arabe de réfléchir à une politique commune et responsable visant à trouver des solutions régionales à tous les problèmes liés à l'énergie", ce qui permet au Maghreb arabe d'être "le principal acteur dans la région euro-méditerranéenne et de tirer profit de sa position géographique pour approvisionner l'Europe en énergie propre". En qualité de nouveau président du COMELEC, le DG de la Sonelgaz s'est engagé à "ne ménager aucun effort pour réaliser tous les acquis accomplis au niveau de ce comité régional et encourager toutes les initiatives visant à établir une confiance entre les membres du Comité maghrébin de l'électricité".

L'Algérie a proposé d'abriter, en mai prochain, la réunion du comité directeur de la 8e conférence générale du COMELEC et d'organiser le Salon de l'énergie électrique, reporté suite à la pandémie de la Covid-19. Le COMELEC a été créé en 1974 sur décision des sociétés publiques d'électricité des trois pays (Algérie, Tunisie et Maroc) rejoints par la suite par la Mauritanie (1975) et la Libye (1989).

## ANNIVERSAIRE DE LA NATIONALISATION DES HYDROCARBURES Un acquis à préserver

La nationalisation des hydrocarbures, consacrant la souveraineté nationale sur les ressources naturelles, est un acquis à préserver, en faisant de la Sonatrach un puissant acteur énergétique national et international, afin d'assurer l'indépendance énergétique du pays à long terme, a indiqué l'expert pétrolier Mourad Preure.

"L'objectif sera aujourd'hui, dans l'esprit du 24 février, de construire un puissant acteur énergétique national, Sonatrach, qui s'imposera parmi les leaders de la transition énergétique dans le monde. Il assurera ainsi l'indépendance énergétique à long terme de notre pays, accroîtra les ressources financières de l'Etat et entraînera dans son sillage un puissant écosystème dédié à l'énergie qui, en retour, renforcera de manière déterminante et sa position concurrentielle et la puissance de la Nation dans le monde", a-t-il souligné dans un entretien à l'APS. L'Algérie devrait aussi, selon l'expert, profiter de la fenêtre d'opportunités ouverte par la crise qui affecte l'économie mondiale et, par incidence, l'industrie pétrolière, pour donner un élan décisif à son industrie énergétique nationale. Dans ce sens, l'expert recommande notamment d'élargir les perspectives de la Sonatrach qui doit "opérer sa mue" pour devenir la grande compagnie énergétique qui permettra à l'Algérie de s'engager avec succès dans les défis technologiques du nouveau millénaire et de réussir sa transition énergétique. Il s'agira aussi de renforcer aux plans technologique et managérial et la soutenir pour lui permettre de se projeter sur des théâtres d'opération internationale, détenir des réserves pétrolières à l'étranger, s'intégrer dans l'aval gazier et la



génération électrique sur ses marchés stratégiques en Europe et se déployer dans les renouvelables en profitant des avantages comparatifs naturels de l'Algérie. Pour cela, la Compagnie, soutient-il, doit rechercher des alliances avec des entreprises leaders, notamment européennes, mises en difficulté par la concurrence asiatique et dont "la survie est aujourd'hui en question" et ce, via des filiales communes, jusqu'à des liens de capital.

### Le sous-sol algérien réserve de "bonnes surprises" pour l'exploration

M. Preure estime, par ailleurs, que le domaine minier algérien est prospectif incontestablement et que le sous-sol est encore riche en ressources et "réserve de bonnes surprises pour l'exploration", soulignant la nécessité d'encourager le partenariat international pour son développement et sa mise en valeur.

Il évoque, à ce propos, les avantages de la nouvelle loi sur les hydrocarbures, dont le contrat de partage-production, notant que ce dernier est familier des compagnies internationales et présente l'avantage de préserver la souveraineté nationale sur les ressources tout en reportant le risque et l'effort d'investissement sur le partenaire étranger de Sonatrach.

Selon lui, l'investissement étranger y trouvera, dans cette loi, un "encouragement réel, ce qui soulagera Sonatrach qui en tirera un grand bénéfice". Parallèlement, l'expert a mis en avant la nécessité de contenir la demande énergétique nationale, jugeant que son développement exponentiel est "injustifié et fortement dommageable" pour l'économie. Cette demande exerce, par ailleurs, soutient-il, "une forte pression sur Sonatrach qui doit faire face au double défi de satisfaire les besoins nationaux et accroître ses exportations pour financer l'économie nationale", sur fond de désinvestissement dans l'amont algérien quinze ans durant et l'exploitation excessive des gisements. Face à cette situation, l'expert insiste sur la nécessité de reprendre le développement des ressources conventionnelles connues en pétrole et gaz et relancer l'exploration de nouvelles ressources dans laquelle le partenariat jouera un rôle clé. "Il faut s'engager de manière volontariste et visionnaire dans la transition énergétique en développant massivement les énergies renouvelables notamment le solaire", a-t-il recommandé. Cette transition doit être considérée comme une ambition industrielle entraînant, sous la direction d'un champion national Sonatrach, universités et entreprises nationales.

Il faut aussi, poursuit-il, maîtriser toute la chaîne de valeurs allant depuis la production des cellules photovoltaïques en silicium jusqu'à la fabrication de batteries lithium-ion et viser des partenariats stratégiques avec des leaders technologiques internationaux.

## Evolution du cadre juridique régissant les hydrocarbures depuis l'indépendance

Le secteur des hydrocarbures en Algérie, qui jouit d'un statut central dans l'économie nationale, a connu depuis l'indépendance, plusieurs changements structurels en matière d'encadrement juridique dans l'objectif de valoriser ses ressources.

Voici les étapes marquantes de l'évolution du cadre juridique régissant les hydrocarbures en Algérie depuis son indépendance:

**- 5 juillet 1962 :** Suite à son indépendance, l'Algérie devient le propriétaire des ressources du pays en hydrocarbures, mais la France continue de posséder le réel pouvoir de gestion de ces richesses, à travers la Société nationale de recherche et d'exploitation de pétrole en Algérie (SN REPAL).

La législation française (le code pétrolier saharien de 1958) est ainsi maintenue, en application des accords d'Evian.

**- 31 décembre 1963 :** Création de la Société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation, et la commercialisation des hydrocarbures "Sonatrach", qui sera ultérieurement l'outil de la politique nationale des hydrocarbures.

**- 29 juillet 1965 :** Signature de l'Accord d'Alger qui maintient le régime des concessions mais stipule que les sociétés françaises (Total et Elf) doivent reverser à l'Etat algérien une partie de leurs bénéfices.

**- 24 août 1967 :** L'Algérie prend la décision de nationaliser les activités américaines de raffinage-distribution de Mobil et Esso.

**- Août 1968 :** Sonatrach bénéficie d'une série d'opérations qui lui donne le monopole de la commercialisation des produits pétroliers et le contrôle de l'ensemble du secteur pétrochimique.

**- 19 octobre 1968 :** Sonatrach signe un accord le avec le groupe pétrolier américain "Getty Oil" qui restitue à la compagnie nationale 5% de ses intérêts en Algérie.

Cet accord a permis de renforcer la position algérienne face à la partie française.

**- 30 janvier 1969 :** La redevance de l'impôt pour les sociétés françaises doit être revalorisée mais la décision est reportée.

**- 24 février 1971 :** L'Algérie recouvre sa souveraineté totale sur ces ressources en hydrocarbures. A la faveur de cette nationalisation, il est imposé aux entreprises étrangères de s'associer avec Sonatrach pour pouvoir investir dans des activités de recherche et de production.

Ils doivent également créer une société de droit algérien afin de bénéficier de ces avantages. Le 12 avril 1971, la première "loi fondamentale" sur les hydrocarbures a été promulguée (ordonnance 71-22), définissant le cadre dans lequel les compagnies internationales peuvent exercer des activités de recherche et de production des hydrocarbures en Algérie.

**- 27 février 1975 :** Promulgation de l'ordonnance 75-13 qui augmente les redevances et les impôts à 20% sur les hydrocarbures liquides, 5% pour les hydrocarbures gazeux et 85% pour le taux d'impôt direct pétrolier sur les bénéfices de la Sonatrach.

**- 19 août 1986 :** L'Algérie promulgue sa première loi sur les hydrocarbures, marquée par une ouverture dans l'amont pétrolier, dans un contexte du choc pétrolier qui a conduit le pays à une grave crise financière.

Cette loi "libérale" qui vise essentiellement la relance des investissements, a introduit une nouveauté dans les contrats : le partage des découvertes des hydrocarbures liquides.

**- 4 décembre 1991 :** La loi sur les hydrocarbures est révisée pour être élargie à la prospection et aux découvertes de gaz naturel.

L'amendement permet également de porter à l'international le règlement des litiges opposant les investisseurs étrangers à la Sonatrach dans le cadre des contrats d'association.

Cela a permis la relance des activités de prospection et de recherche, entraînant d'importantes découvertes. En 1998, l'Algérie devient le premier découvreur mondial d'hydrocarbures.

**- 28 avril 2005 :** Promulgation d'une nouvelle loi sur les hydrocarbures dans l'objectif de moderniser le système fiscal et attirer les investisseurs étrangers. Ces changements s'inscrivent dans la

poursuite des réformes économiques portant essentiellement sur l'ouverture à la concurrence de différents secteurs d'activités.

Ainsi, le monopole de Sonatrach sur les activités de recherche et de production des hydrocarbures est supprimé.

Certaines prérogatives de la compagnie nationale ont été attribuées à deux nouvelles agences, à savoir l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH) et l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft).

**- 29 juillet 2006 :** La loi de 2005 est révisée afin de modérer la libéralisation du secteur. Sonatrach a repris donc son rôle d'acteur principal garantissant le monopole de l'Etat dans le secteur, avec l'obligation d'avoir une participation minimale de 51% dans chaque projet de recherche et de production d'hydrocarbures rétracté.

Une taxe sur les surprofits est instituée pour tenir compte de l'évolution des prix.

**- 20 février 2013 :** Devant les résultats mitigés de la loi des hydrocarbures, un nouveau amendement est promulgué en introduisant de nouvelles mesures incitatives qui permettent d'améliorer l'attractivité du domaine minier national, y compris l'offshore, et les gisements à géologie complexe, d'intensifier l'effort d'exploration et de mettre en évidence de nouvelles réserves d'hydrocarbures non conventionnelles.

L'amendement introduit également un système d'écrémage des superprofits applicable aux bénéficiaires du taux réduit de l'impôt complémentaire sur le résultat (ICR).

**- 11 décembre 2019 :** Une nouvelle loi sur les hydrocarbures est promulguée pour remédier au ralentissement de l'effort d'exploration, notamment en partenariat, dans un nouveau contexte marqué par une baisse structurelle des prix de pétrole.

Outre la simplification du régime fiscal, trois formes de contrats sont introduites dans la nouvelle loi: le contrat de participation, le contrat de partage de production et le contrat des services à risque.

## PÉTROLE Le Brent se maintient à 65,70 dollars le baril

Les cours du pétrole tournaient autour de l'équilibre mercredi, les investisseurs se montrant attentifs à l'état des stocks de brut aux Etats-Unis après le passage la semaine dernière d'une vague de froid sur les principales zones de production du pays.

Vers midi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril gagnait 0,50% à Londres par rapport à la clôture de mardi, à 65,70 dollars, après avoir traversé la séance asiatique dans le rouge.

Le baril américain de WTI pour le même mois s'appréciait dans le même temps de 0,41% à 61,92 dollars.

A respectivement 66,79 dollars et 63,00 dollars le baril, les deux contrats de référence ont touché la veille des niveaux plus vus depuis le 8 janvier 2020, avant de terminer à l'équilibre.

Les cours du brut ont d'abord reculé à la suite



d'une augmentation sur-prise des stocks américains la semaine dernière, a noté des analystes. L'American Petroleum Institute (API), la fédération

qui regroupe les professionnels du secteur pétrolier aux Etats-Unis, a en effet rendu compte de stocks de brut en hausse de 1,1 million de barils la semaine passée aux Etats-Unis.

Or le marché s'attendait plutôt à l'inverse du fait des répercussions sur la production américaine de la vague de froid arctique qui a frappé la semaine dernière l'Etat du Texas, poumon énergétique américain.

L'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), aux estimations jugées plus fiables, publiera ses chiffres plus tard dans la journée.

## Pas de baisse de la demande en pétrole et gaz avant 2030 (PDG de Total)

Le groupe pétrolier Total n'anticipe pas de baisse de la demande d'hydrocarbures avant 2030, a déclaré mardi son PDG Patrick Pouyanné précisant que l'entreprise envisage d'augmenter sa production quotidienne durant cette période.

S'exprimant lors de la conférence "International Petroleum Week" sur l'industrie du pétrole qui se tient par visioconférence, M. Pouyanné a affirmé que le groupe Total n'anticipe pas de baisse de la demande en pétrole et gaz avant 2030.

En conséquence, Total envisage de passer sa production quotidienne d'équivalent pétrole et gaz de 3 millions de barils actuellement à 4 millions d'ici 2030, grâce au renfort attendu du gaz naturel liquéfié (GNL) et du renouvelable, a-t-il précisé.

Le groupe français reste cependant "très fier de produire du pétrole", a souligné M. Pouyanné, indiquant que l'économie mondiale était encore largement dépendante de l'énergie fossile.

"La transition énergétique doit être

faite, mais elle prendra du temps car les énergies renouvelables sont coûteuses à mettre en œuvre", a précisé le patron du géant énergétique, qui s'est engagé à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.

Mais s'il reste "prudent" pour l'année en cours, M. Pouyanné attend une augmentation des rentrées d'argent de Total puisqu'une augmentation du prix du baril de 10 dollars apporte 3,2 milliards de flux de trésorerie à l'entreprise, a-t-il souligné encore une fois.

Or le baril de Brent, la référence européenne, est passé d'un peu plus de 35 dollars début novembre, juste avant l'annonce des vaccins contre le Covid-19, à 65 dollars ces jours-ci.

Le sujet du "pic pétrolier" ("peak oil" en anglais) est largement discuté au sein de l'industrie, beaucoup d'acteurs se demandant si la demande va vraiment rebondir ces prochaines années au-delà d'un maximum qui aurait été atteint en 2019.

Depuis, la pandémie a fait plonger la demande d'hydrocarbures, et la transi-

tion énergétique mine les perspectives à long terme.

Pendant longtemps, les experts ont cherché à déterminer le moment où les réserves mondiales de pétrole commencent à décliner.

Aujourd'hui, ils s'interrogent surtout sur le moment où c'est la demande qui commencera à basculer.

En attendant, les finances des majors ont souffert l'an dernier.

Total a par exemple annoncé au début du mois une perte nette de 7,2 milliards de dollars en 2020, contre un bénéfice de 11,2 milliards en 2019, en raison de dépréciations et des cours bas du pétrole du fait de la crise sanitaire.

Ses concurrents européens et américains ont partagé des résultats semblables.

Le groupe a par ailleurs comme projet de marquer sa diversification au-delà du pétrole en adoptant un nouveau nom : Total Energies.

Présenté à l'occasion des résultats annuels ce mois-ci, il sera proposé aux actionnaires au printemps.

## BREXIT

### Le Royaume-Uni accorde à l'UE un délai supplémentaire pour ratifier l'accord commercial post-Brexit

Le Royaume-Uni a accepté une requête de l'Union européenne (UE) demandant un délai supplémentaire pour ratifier l'accord commercial post-Brexit, a indiqué mardi le Commissaire européen aux relations interinstitutionnelles et à la prospective, Maros Sefcovic. Le Royaume-Uni a accepté de prolonger la période d'application provisoire de l'accord jusqu'au 30 avril "pour laisser le temps nécessaire pour achever notre procédure de ratification" dans chacune des 24 langues officielles du bloc. Le délai pour permettre au Parlement européen d'examiner formellement les termes juridiques de cet accord commercial, appliqué à titre provisoire depuis le 1er janvier de cette année, était à l'origine fixé au 28 février. L'UE a adopté des procédures accélérées pour la validation de cet accord post-Brexit car il n'a été conclu que peu avant Noël, soit une semaine seulement avant l'expiration de la période de transition du Brexit fin 2020.

## BELGIQUE

### Le groupe de chimie belge Solvay annonce 500 suppressions d'emplois après une chute de 42% du bénéfice net en 2020

Le groupe chimique belge Solvay, touché par l'impact de la crise sanitaire, a annoncé mercredi la suppression de 500 postes supplémentaires dans le monde d'ici fin 2022, après une chute de son bénéfice net de 42,5% l'an dernier à 618 millions d'euros.

L'entreprise a augmenté ses objectifs de réduction de coûts à 500 millions d'euros par an d'ici à fin 2024, contre 350 millions annoncés il y a un an.

"La crise a nécessité une adaptation rapide de nos priorités, et notamment l'accélération des mesures d'économie et de génération de cash", a déclaré la directrice générale, Ilham Kadri, citée dans un communiqué. L'excédent brut d'exploitation (Ebitda) a baissé de 16,2% sur l'année 2020, à 1,95 milliard d'euros. Le groupe explique ce recul par "l'impact de la pandémie de Covid-19 sur les volumes" de ventes. Le chiffre d'affaires a baissé de 12,5%, à 8,97 milliards d'euros. Les volumes de ventes ont notamment souffert dans l'aviation civile, ainsi que le pétrole et le gaz.

Mais la baisse, limitée à -10,1% à taux de change et périmètre constants, a été atténuée par "la résilience de la demande dans les secteurs de la santé, des biens de consommation, des soins à la personne et de l'électronique", a souligné Solvay. "Malgré une année 2020 difficile", Solvay souligne avoir enregistré un flux de trésorerie positif (free cash flow) record de 963 millions d'euros qui lui a permis de renforcer son bilan en réduisant la dette nette de 1,2 milliard d'euros. Pour 2021, le groupe prévoit que le free cash flow "devrait se situer dans une fourchette comprise entre 600 et 650 millions d'euros". L'Ebitda du premier trimestre est attendu entre 520 et 550 millions d'euros.

## VIETNAM

### Plus de 28 milliards de dollars d'IDE en 2020

Le Vietnam a attiré 28,5 milliards de dollars d'investissements directs étrangers (IDE) en 2020, soit une baisse de 25% en glissement annuel, selon des données officielles. Cette contre-performance, selon des économistes s'explique largement par les répercussions de la crise sanitaire de Covid-19. Cependant, la perspective d'attirer les IDE au Vietnam en 2021 est très optimiste. De nombreux experts ont estimé que le flux des investissements directs à destination du pays de l'Asie du sud-est en 2021 serait supérieur à 28,5 milliards d'USD. Les afflux croissants d'IDE au Vietnam sont en partie dus aux politiques visant à perfectionner les actions des institutions et à améliorer les lois et renforcer l'efficacité de la coopération en matière des investissements étrangers d'ici 2030. Le Vietnam devrait également bénéficier des Accords de libre-échange conclus avec des partenaires tels que l'Union européenne (EVFTA), l'Accord de coopération économique régionale globale (RCEP) et l'Accord de libre-échange Vietnam-Royaume-Uni (UKVFTA).

APS

## BRÉSIL

### Net rebond de Petrobras à la Bourse de Sao Paulo

Petrobras a récupéré mardi une partie de ses pertes historiques à la Bourse de Sao Paulo, après avoir plongé de plus de 20% à l'annonce de la désignation par le président Jair Bolsonaro d'un général à la présidence de la compagnie publique brésilienne.

A la clôture, les actions ordinaires de Petrobras étaient en hausse de plus 9% et les préférentielles de près de 12,2%, tandis que l'indice Ibovespa gagnait 2,27%.

Lundi, les actions ordinaires du géant pétrolier avaient perdu 20,48% à la clôture et les préférentielles 21,51%, après l'annonce vendredi soir de la désignation par le président Bolsonaro du général Joaquim Silva e Luna pour prendre la tête de la compagnie.

Vendredi, les actions du groupe avaient déjà chuté de plus de 7% à la suite de déclarations du chef de l'Etat qui avait évoqué des



"changements" à venir chez Petrobras.

Mardi, les marchés ont suivi de près une réunion du conseil d'administration de la compagnie, qui devait étudier la désignation de Joaquim Silva e Luna, ex-ministre de la Défense, en remplacement de Roberto Castello Branco, un proche du ministre de l'Economie ultra-libéral Paulo Guedes.

La Bourse a clôturé avant la fin de la réunion du conseil d'administration, lequel a autorisé la convocation d'une assemblée générale extraordinaire - sans toutefois fixer de date - pour démettre l'actuel président et analyser la nomination du général Silva e Luna.

Le président Bolsonaro reproche à M. Castello Branco quatre augmenta-

tions successives des prix des combustibles en moins de deux mois (+35% depuis le début de l'année).

"Vous allez voir à quel point Petrobras va s'améliorer. Et s'il faut changer autre chose, on le fera", avait déclaré le chef de l'Etat mardi matin face à des partisans, à la sortie de son palais présidentiel de l'Alvorada.

"Ces 26 dernières années, les actions de Petrobras ont plongé huit fois, mais ont toujours rebondi.

Et c'est ce qui va se passer encore une fois.

Il suffit de faire bien comprendre que le changement de président ne signifie pas un changement de la politique de fixation des prix", a-t-il ajouté.

Le Brésil, première économie d'Amérique latine, fait partie des dix plus grands producteurs de pétrole au monde, avec 3,67 millions de barils par jour en 2019.

## DJELFA Chute de neige dans la région ouest de la wilaya

Les communes de Charef et d'El Keddid, à l'ouest du chef lieu de wilaya de Djelfa, ont enregistré dans la nuit de lundi à mardi d'importantes chutes de neige, qui ont couvert les hauteurs de la région d'un manteau blanc, a-t-on constaté.

Ces chutes de neige ont mis du baume au cœur des paysans de la région, d'autant plus qu'elles se sont étendues au reste des communes de la wilaya sous forme d'averses de pluies, après le déficit pluvial de l'automne et de l'hiver, une situation inédite dans la wilaya, qui n'a jamais connu un tel déficit depuis plusieurs années, selon de nombreux éleveurs locaux.

Le blanc immaculé de la neige s'est mêlé au vert des arbres créant des tableaux naturels d'une grande beauté, notamment sur les hauteurs de Charef et Ben Yakoub.

La joie des agriculteurs a été partagée par les enfants de la région, qui ne se sont pas fait prier pour sortir, en dépit du froid glacial sévissant dans les communes de Charef et Keddid, afin de jouer aux boules-de-neige, dans une belle ambiance respirant la joie de vivre.

Pour prévenir d'éventuels désagrément aux citoyens suite à ces intempéries, les autorités de la wilaya ont mobilisé tous les moyens humains et matériels des services de la protection civile et des travaux publics, tout en intensifiant la présence des services de sécurité et de la gendarmerie nationale sur le terrain, en vue d'éviter la fermeture des axes routiers et assurer la sécurité aux usagers de ces routes.

Selon le chargé de communication auprès de la protection civile, le lieutenant Abderrahmane Khadher, "l'unité secondaire de la commune de Charef a effectué une seule intervention sur l'axe de la route communale N 11 reliant Charef et Keddid, suite au dérapage d'un véhicule, qui n'a heureusement pas fait de victime, causant seulement des dégâts matériels", a-t-il signalé.

"Le trafic routier a été ralenti suite à ces chutes de neige.

Un point de contrôle a été mis en place pour assurer les interventions, tandis que des chasse-neiges ont été mobilisés par les services des travaux publics", a ajouté le même responsable.

## ALGER Saisie de 650 comprimés psychotropes et arrestation de plusieurs suspects

Les services de la sûreté de wilaya d'Alger ont saisi récemment 650 comprimés psychotropes et procédé à l'arrestation de plusieurs suspects impliqués dans des affaires de trafic illicite de stupéfiants et de psychotropes, vol et port d'armes blanches prohibées, a indiqué mardi un communiqué de ces services.

Dans ce cadre, les éléments de la brigade de la police judiciaire de la sûreté de la circonscription administrative de Bouzareah ont arrêté deux individus suspects pour possession et trafic de psychotropes, et saisi 645 comprimés psychotropes et un montant de 45.050 DA issus des revenus de cette activité illégale.

La même brigade a également réussi à arrêter un suspect en possession d'un morceau de kif traité et de cinq comprimés d'un anesthésiant.

Par ailleurs, la troisième sûreté urbaine d'El Biar a traité une affaire de vol à la roulotte d'un montant de 96.000 DA.

Deux suspects ont été arrêtés suite à l'élaboration "d'un plan sécuritaire bien ficelé".

Dans le même contexte, les services de la Brigade de Recherche et d'Intervention (BIR) de la sûreté de wilaya d'Alger ont réussi à arrêter un groupe criminel spécialisé dans le trafic illicite de drogues et de psychotropes, avec possession d'une arme de première catégorie avec des balles réelles sans autorisation, ainsi que le port d'armes blanches prohibées sans justification légale, ont rapporté les mêmes services.

## SÉISME À RASFA (SÉTIF) Pas de dégâts matériels ou humains

La secousse tellurique de magnitude 4,8 sur l'échelle ouverte de Richter, enregistrée mercredi dans la commune Rasfa (54 km au Sud de Sétif), a provoqué un état de panique parmi la population locale sans causer toutefois de dégâts humains ou matériels, a rapporté la Protection civile.

La secousse tellurique, enregistrée mercredi à 02H51, "n'a pas causé de dégât humain ou matériel", a affirmé à l'APS, le chargé de communication et de l'information auprès de la direction locale de la Protection civile, le capitaine Ahmed Lamamra.

"Une unité relevant de ce corps constitué était sur place dès l'enregistrement de la secousse pour inspecter et évaluer la situation et prendre en charge les citoyens en cas de nécessité", a-t-on ajouté.

Les unités de la Protection civile dépendant de la région Sud de la wilaya munies de tous les moyens logistiques et humains nécessaires ont été mobilisées pour faire face à tout éventuel incident ou urgence, selon la même source. La secousse tellurique, dont l'épicentre



a été localisé à 9km au Sud-ouest de Rasfa, a été ressenti par les habitants de la région et quelques communes limitrophes comme Ain Azel, Salah Bey (Sétif) et Magra dans la wilaya de M'Sila, a-t-on indiqué, précisant que la majorité des habitants

notamment ceux de la cité Rassissi dans le sud de Rasfa ont quitté leurs maisons. L'unité de la protection civile conduite par le directeur de wilaya de la Protection civile en compagnie des autorités locales et les services de sécurité se sont rendus sur

les lieux pour évaluer la situation en vue de prendre les mesures nécessaires en prévision de tout éventuel urgence, a fait savoir le capitaine Lamamra.

Pour sa part, le vice président de l'Assemblée populaire communale (APC) de Rasfa, Abdelhalim Benhah a affirmé "qu'aucune fissure n'a été signalé dans les maisons ou les constructions", à l'exception, a-t-il ajouté de "quelques chutes de pierre sur la route nationale RN28 reliant Sétif à M'Sila".

Une cellule de crise de wilaya composée de plusieurs secteurs comme les Travaux publics et la protection civile a été mise en place pour évaluer et contrôler la situation, selon les services de la wilaya.

## CONSTANTINE Ouverture d'un Salon du tourisme et de la culture

Un Salon du tourisme et de la culture a été ouvert mardi au Musée public national des arts et des expressions culturelles traditionnelles "Palais Ahmed Bey" de Constantine à l'occasion de la célébration de la Journée du patrimoine culturel arabe et la Journée arabe du tourisme.

Une vingtaine d'exposants (agences de tourisme et associations à caractère culturel et touristique) ont pris part à ce salon "purement constantinois" qui se veut une "opportunité pour faire valoir les potentialités touristiques et culturels dont recèle cette wilaya", a souligné le directeur local de la Culture et des Arts, Arbi Zitouni.

L'Office de gestion et d'exploitation des biens culturels (OGECB) figure également parmi les "animateurs" de cette manifestation qui se

poursuivra jusqu'à jeudi prochain, a souligné le responsable, mettant l'accent sur l'importance du tourisme archéologique, que cet organisme s'attèle à valoriser à travers la programmation de circuits touristiques dans les différents sites archéologiques mis sous sa coupe.

L'accès au palais du Bey sera gratuit tout au long de cette manifestation, a fait savoir M. Zitouni, indiquant que le choix de ce monument historique pour l'organisation de ce salon "n'était pas fortuit", car considéré depuis toujours comme l'une des destinations privilégiées des visiteurs de la wilaya.

Rappelant la conjoncture sanitaire actuelle, qui a "contribué" à la promotion du tourisme local, le responsable a estimé que l'organisation de ce genre de manifestation "favorisera davantage" le tourisme

local car mettant en avant les divers services offerts en la matière. Le coup d'envoi de la manifestation a été donné par le wali Ahmed Abdelhafid Saci, qui a réitéré l'engagement de son administration à accompagner tous les acteurs versés dans le domaine culturel et touristique pour promouvoir la destination Constantine.

L'ouverture de cette manifestation a été ponctuée par des activités poétiques et musicales, animées par des poètes et musiciens venus de différentes wilayas du pays et qui ont été honorés à cette occasion.

L'invité d'honneur du Salon, le représentant de l'ambassade de la Palestine en Algérie, Mansour El Maghribi est revenu dans une allocution prononcée à cette occasion sur "les profondes relations" liant les deux pays.

## ACCIDENTS DE LA CIRCULATION Un mort et 110 blessés en 24 heures

Une personne a trouvé la mort et 110 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus au cours des dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas, indique mercredi un communiqué de la Protection civile.

Concernant les activités de lutte contre la propagation du coronavirus, les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 51 opérations de sensibilisation à travers huit wilayas (36 communes) pour rappeler aux citoyens la nécessité du respect du confinement ainsi que les règles de distanciation sociale.

Dans le même cadre, 49 opérations de désinfection générale ont été effectuées à travers huit wilayas (25



communes) ayant touché l'ensemble des infrastructures et édifices publiques et privés, quartiers et ruelles, précise la même source, ajoutant que les deux opérations ont mobilisé un total de 207 agents

de la Protection civile tout grades confondus, 47 ambulances et 20 engins d'incendie.

Les agents de Protection civile sont également intervenus pour prodiguer des soins de première urgence

à six personnes incommodes par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et de chauffe-bain à l'intérieur de leurs domiciles dans les wilayas de Boumerdes et Médéa. Par ailleurs, les unités de la Protection civile ont procédé à l'extinction de trois incendies urbains dans les wilayas de Chlef, Sétif et Oran, ajoute la même source, précisant que l'incendie de Sétif a causé des gênes respiratoires à 12 personnes.

Les éléments de la Protection civile sont également intervenus suite à une explosion d'une bouteille de gaz butane à l'intérieur d'un domicile à Tahir (Jijel), causant des blessures à 14 personnes.

OIT - EMPLOI

**L'OIT appelle à une réponse politique cohérente à l'économie numérique**

L'Organisation internationale du travail (OIT) a indiqué mardi que la croissance rapide de l'économie numérique dans le monde nécessitait une réponse politique cohérente pour garantir que l'écart technologique et les inégalités ne se creusent pas.

Selon le dernier rapport de l'OIT sur "Emploi et questions sociales dans le monde 2021", les plateformes numériques de travail ont été multipliées par cinq à travers le monde ces dix dernières années.

Une telle croissance "souligne la nécessité d'une concertation politique au niveau international et d'une coopération dans le domaine de la réglementation afin d'offrir des possibilités d'emplois décents et de favoriser le développement d'entreprises durables de manière plus importante", a indiqué l'agence onusienne dans un communiqué.

"Les plateformes numériques de travail ouvrent des possibilités qui n'existaient pas auparavant, notamment pour les femmes, pour les jeunes, pour les personnes en situation de handicap ainsi que pour les populations marginalisées à tra-



vers le monde. Cela doit être accueilli favorablement", a affirmé Guy Ryder, directeur général de l'OIT.

"Les nouveaux défis qu'elles soulèvent peuvent être relevés par le dialogue social au niveau international afin que les travail-

leurs, les employeurs et les gouvernements puissent bénéficier de ces avancées pleinement et de manière égale", a-t-il précisé.

Les défis auxquels doivent faire face les travailleurs de ces plateformes concernent les conditions de travail, l'irrégula-

rité du travail et des revenus, l'absence d'accès à la protection sociale et aux droits à la liberté syndicale, tandis que les entreprises font face à des problèmes liés à une concurrence déloyale, à une absence de transparence sur les données et les prix ainsi qu'à des commissions élevées.

Selon l'OIT, les coûts et les bénéfices des plateformes numériques ne sont pas répartis de manière égale à travers le monde. "En effet, 96% des investissements dans ce genre de plateformes ont lieu en Asie, en Amérique du Nord et en Europe.

70% des revenus se concentrent dans seulement deux pays, les Etats-Unis et la Chine", a expliqué l'OIT. Le rapport s'appuie sur les résultats d'enquêtes et d'entretiens menés auprès de quelque 12.000 travailleurs et représentants de 85 entreprises du monde entier dans de nombreux secteurs.

IRLANDE

**Dublin prolonge son confinement mais va rouvrir partiellement les écoles**

L'Irlande va prolonger jusqu'au 5 avril son troisième confinement pour lutter contre le Covid-19, mais va rouvrir partiellement ses écoles à partir du 1er mars, a annoncé mardi le Premier ministre Micheal Martin.

Le pays de cinq millions d'habitants, qui jusqu'au mois de décembre avait réussi à relativement limiter la propagation du virus, a vu l'épidémie exploser, notamment à cause du variant plus contagieux apparu en Grande-Bretagne.

Celui-ci représente "jusqu'à 90% des nouvelles contaminations" en Irlande, a souligné le chef du gouvernement centriste dans une allocution télévisée.

Ce variant qui s'est répandu "au moins 75 pays", a changé la "dynamique de manière significative" et "nous devons être très prudents", a-t-il insisté.

Depuis la fin du mois de décembre et pour la troisième fois depuis le début de la pandémie, les Irlandais sont appelés à rester chez eux, magasins non essentiels, pubs et restaurants sont fermés depuis fin décembre, et les écoles n'ont pas rouvert leurs portes en janvier. La réouverture partielle des établissements scolaires va permettre dans un premier temps à partir du 1er mars à 320.000 élèves de retourner en classe.

Pour l'heure, 350.000 doses de vaccin ont été administrées en Irlande, mais le Premier ministre a promis que plus de 80% des adultes éligibles auront reçu au moins une dose d'ici au début du mois de juillet.

Le pays, qui déplore selon les derniers chiffres 4.481 morts du Covid-19 avait affronté les deux premières vagues de la pandémie avec un nombre de cas et de décès relativement faibles. Mais après un assouplissement des restrictions à la période de Noël, le pays a connu une explosion du nombre de cas, si bien que la première semaine de janvier, il présentait le taux d'infection le plus élevé au monde, selon les données compilées par l'université d'Oxford.

Environ 45% du nombre total de décès dus au virus sont survenus depuis le début de l'année.

PAYS-BAS

**Saisie d'1,5 tonne d'héroïne d'une valeur de 45 million d'euros à Rotterdam**

La police néerlandaise a saisi dans le port de Rotterdam 1,5 tonne d'héroïne, la plus importante saisie réalisée au Pays-Bas, et interpellé cinq hommes dans le cadre d'une étroite coopération avec la police britannique, ont annoncé mardi les procureurs.

La drogue découverte dans un conteneur rempli de sel de l'Himalaya en provenance du Pakistan, avait une valeur à la revente au détail de 45 millions d'euros (54,6 millions de dollars). Cinq hommes ont été arrêtés au cours de cette opération qui a eu lieu en février, a indiqué le parquet, sans préciser la date.

"Il s'agit de la plus importante saisie d'héroïne jamais réalisée dans le pays", a déclaré le parquet. Trois hommes, âgés de 33, 37 et 38 ans, demeurent en prison tandis que les deux autres, âgés de 60 et 62 ans, ont été relâchés, mais "restent suspects". Les procureurs n'ont pas apporté d'autres précisions, soulignant que l'enquête était en cours. La drogue a été détruite.

Le port de Rotterdam, le plus important d'Europe, est une porte d'entrée de premier plan pour la cocaïne et l'héroïne sur le continent européen.

Lors d'une saisie en 2014, la police avait découvert 3/4 de tonne d'héroïne dissimulée dans un conteneur rempli de raisin en provenance d'Iran.

EQUATEUR

**Au moins 62 détenus tués lors de mutineries dans trois prisons**

Au moins 62 détenus ont trouvé la mort lors de mutineries mardi dans trois des prisons surpeuplées d'Equateur qui, selon les autorités, sont dues à des rivalités entre gangs, notamment de narco-trafiquants, a annoncé le service pénitentiaire. "C'est une donnée confirmée", a déclaré Edmundo Moncayo, directeur du service pénitentiaire (SNAI), en précisant que 33 détenus étaient morts dans l'établissement de Cuenca (sud), 21 à Guayaquil (sud-ouest) et huit à Latacunga (sud).

Un premier bilan des mutineries avait fait état d'au moins 50 détenus tués.

Le président Lenin Moreno a attribué ces mutineries, qui ont éclaté de manière simultanée, à des "organisations criminelles" et ajouté sur Twitter que les forces de l'ordre "agissent pour reprendre le contrôle des pri-

sons". Selon le parquet, les "affrontements entre bandes criminelles" ont également fait plusieurs blessés, dont deux prisonniers de Guayaquil qui sont dans un état grave. Le commandant de la police, Patricio Carrillo, a pour sa part initialement fait état de "mutineries généralisées" et averti que "la situation est critiquée" à la prison de Latacunga.

"Face à l'action concertée d'organisations criminelles pour provoquer des violences dans les centres pénitentiaires du pays (...) nous menons des actions pour reprendre le contrôle" des lieux, a de son côté tweeté le ministre de l'Intérieur, Patricio Pazmiño.

Avant les troubles de ce mardi, trois prisonniers étaient déjà décédés depuis janvier lors de troubles, selon la police.

Le système pénitentiaire équatorien compte actuellement plus de 38.000 prison-

niers pour 27.000 places, avec seulement 1.500 gardiens. En décembre 2020, des mutineries dans différentes prisons, également attribuées à des rivalités entre gangs, notamment de narco-trafiquants, avaient fait onze morts et sept blessés parmi les détenus. Un état d'exception avait pourtant été précédemment décrété dans les prisons du pays par le président Moreno, pour une durée de 90 jours achevée fin décembre. Il s'agissait de contrôler les "mafias" et réduire la violence, qui s'est soldée sur l'année par la mort de 51 détenus. Afin de diminuer la surpopulation carcérale face à la pandémie du Covid-19, qui a sévèrement touché le pays, l'Equateur a également mis en œuvre l'an dernier des mesures de substitution de peines pour les délinquants mineurs, faisant diminuer la surpopulation de 42% à 30%.

GRÈCE

**Incendie dans un camp de réfugiés, un enfant mort**

Un incendie s'est déclaré mardi soir dans un camp de réfugiés au nord d'Athènes, et un enfant a été retrouvé mort, ont annoncé les sapeurs pompiers grecs.

D'après le communiqué des pompiers, l'enfant ne respirait déjà plus lorsqu'ils sont arrivés au camp de Thiva, à 54 km du

nord de la capitale grecque. La police a dû également intervenir, les demandeurs d'asile bloquant l'accès à la structure qui avait pris feu, selon les premières informations.

Les causes de l'incendie n'étaient pas connues en début de soirée. Il y a trois jours, deux incendies apparemment acci-

dentels ont détruit deux tentes sans faire de victime dans deux camps de migrants sur l'île de Lesbos et dans le nord de la Grèce.

L'hiver, alors que les tentes dans les camps ne disposent que rarement de chauffage, de nombreux migrants font des feux de bois pour se réchauffer ou utili-

sent des poêles dans leurs tentes, ce qui provoque régulièrement des accidents.

Des ONG de défense des droits de l'homme ont tiré la sonnette d'alarme ces derniers jours sur la détérioration des conditions avec le froid dans les camps de migrants à graver le pays.

AFRIQUE DU SUD

**Arrestation d'un homme soupçonné d'avoir tué six membres de sa famille**

La police sud-africaine a déclaré, mardi, avoir arrêté un homme qui a tué six membres de sa famille à leur domicile dans la province du KwaZulu-Natal dans l'est de l'Afrique du Sud. "Le suspect, âgé de 36 ans, était armé d'un pistolet qu'il a utilisé pour tuer six membres de la famille, âgés de 8 à 70 ans", a déclaré le porte-parole provincial du Service de police sud-africain (SAPS), Jay Naicker. Le trentenaire avait réussi à fuir les lieux après avoir commis son forfait, a ajouté Naicker, notant qu'une fillette de 9 ans est la seule qui a pu survivre au massacre en se cachant sous un lit. L'insécurité reste l'un des graves problèmes qui ternissent l'image de l'Afrique du Sud. Un récent rapport du groupe de sondage mondial Gallup a classé l'Afrique du Sud cinquième pays le plus dangereux au monde. Vendredi, le ministre de la Police, Bheki Cele, avait annoncé que le nombre de meurtres en Afrique du Sud a enregistré une hausse de 6,6% durant le 4ème trimestre de 2020, avec 389 personnes de plus ayant été tuées par rapport au trimestre précédent. Au total, 2.481 personnes ont été assassinées dans des lieux publics durant le dernier trimestre 2020, y compris les rues, les terrains découverts, les parkings et les bâtiments abandonnés, a-t-il précisé.

CORÉE DU SUD

**Un Nord-Coréen parvient à passer au Sud à la nage**

Un Nord-Coréen est parvenu à passer en Corée du Sud en nageant pendant six heures, a annoncé mercredi un responsable sud-coréen.

L'homme, âgé selon les médias d'une vingtaine d'années, a touché terre au nord de Goseong, une ville de la côte Est. "Il a vraisemblablement nagé pendant environ six heures, vêtu d'une veste matorquée sous sa combinaison de plongée et portant des palmes. Ses habits l'ont aidé à rester au chaud et à le maintenir à flot", a déclaré un responsable de l'état-major interarmes cité par l'agence sud-coréenne Yonhap, qui n'a pas précisé son

nom. Les courants de marée ont joué en sa faveur et il a abandonné tout son équipement avant d'emprunter une canalisation d'évacuation d'eau passant sous les barbelés interdisant théoriquement l'accès de la mer en cette partie du littoral, a-t-il observé. Pendant plus de trois heures, il est apparu huit fois sur les caméras de vidéosurveillance, et des alarmes sonores ont retenti deux fois. Mais les militaires chargés de surveiller la frontière ne l'ont pas remarqué. Les soldats ont mis trois heures pour le découvrir, visiblement endormi, selon des responsables.

## 182 nouveaux cas, 155 guérisons et 3 décès

Cent quatre vingt-deux (182) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 155 guérisons et 3 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé mercredi, à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés de coronavirus s'élève ainsi à 112.461 dont 182 nouveaux cas durant les dernières 24 heures, soit 0,4 cas pour 100.000 habitants, celui des décès à 2970 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 77537, a précisé Dr Fourar lors du point de presse

quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19. Par ailleurs, 21 patients sont actuellement en soins intensifs, a également fait savoir Dr Djamel Fourar. En outre, 19 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 23 wilayas n'ont enregistré aucun cas, alors que 6 au-

tres ont enregistré 10 cas et plus.

Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.



## IMPACT PSYCHOLOGIQUE DU CORONAVIRUS Mise en place d'un "dispositif" de suivi à "distance"

Un dispositif national de suivi de l'impact psychologique du Coronavirus sur la population a été mis en place, dès l'apparition de la pandémie, a assuré Pr Mohamed Chakali, Sous-directeur de la Promotion de la Santé mentale au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

Partout dans le monde, des notes évoquent une psycho-pandémie qui suivra cette crise sanitaire, avec une détérioration de la santé mentale de la population et l'Algérie n'y échappera.

Aussi, nous avons mis en place, dès mars 2020, un dispositif de recensement et de mobilisation des ressources humaines, au niveau des établissements hospitaliers publics, afin d'assurer le suivi à distance des victimes", a déclaré à l'APS, Pr Chakali. Tout en précisant que les 48 Directions de la Santé et de la Population (DSP) ont été saisies à cet effet, il a précisé l'existence de plus de 1000 psychiatres et de quelques 1200 psychologues activant dans le système de secteur public, en sus de ceux exerçant dans le secteur privé et d'autres départements.

"Notre mission est d'organiser tout ce dispositif qui est en construction, l'objectif étant la mise en place d'un système d'informations et d'alertes sur les cas de détresse mentale répertoriés dans chaque wilaya", a-t-il pour suivi, indiquant "ne pas avoir, pour le

moment, le canevas des cas directement impactés par la Covid-19, ce dernier ayant été "grandement chamboulé par l'urgence de la pandémie". Le dispositif en question a ciblé les malades, leurs familles ainsi que les professionnels de santé en priorité, puis le reste de la population "toute concernée par la question", a-t-il encore détaillé, considérant que "nul n'est à l'abri, même si la résilience diffère d'une personne à une autre".

Tout en relevant une "hausse remarquable" de cas psychologiquement affectés par la Covid-19, il a cité des facteurs en cause comme l'isolement, les deuils, les pertes d'emploi, la crainte de la mort, l'addiction aux écrans, les troubles du sommeil et du comportement, les violences, les conflits intra-familiaux, etc. Evoquant l'intervention des spécialistes de la santé mentale pour l'accueil psychologique des victimes de la crise actuelle, il a cité le cas du CHU de Drid Hocine (Alger) dont les pédopsychiatres ont organisé "des plates-formes virtuelles de suivi et d'écoute au profit d'enfants, préalablement pris en charge par cette structure, l'enjeu étant de "ne pas interrompre" les consultations en raison de la Covid-19. "Il fallait également s'occuper rapidement des personnes atteintes de troubles mentaux, car nous avions la crainte que ces patients constituent des clusters de l'épidémie qui seraient diffi-

ciles à éradiquer tant leur prise en charge est très compliquée, comme cela est arrivé dans d'autres pays", a-t-il ajouté.

Et de se féliciter du nombre "limité" de contaminations parmi ces patients, faisant savoir que la tutelle a, néanmoins et à titre préventif, instruit la direction du CHU Frantz-Fanon de Blida de "réduire" ses activités.

### Formation du personnel "qualifié"

"Les conséquences psychologiques de cette crise peuvent être très invalidantes.

Ce sont des maladies qui ont besoin de personnels qualifiés car soumises à des techniques thérapeutiques bien codifiées et standardisées", a, par ailleurs, souligné Pr Chakali, s'agissant de "l'importance" de la formation des spécialistes du domaine.

il a expliqué que "la formation initiale n'a pas prévu une situation sanitaire aussi inédite qu'exceptionnelle", faisant le parallèle avec la période de "la décennie noire", dont les retombées ont été "néfastes" sur la santé mentale des personnes directement touchées.

"L'Algérie avait fait face à cette tragédie en formant le personnel aux techniques et outils de prise en charge psychologique des victimes et c'est une ressource formée qui est devenue elle-même formatrice. Ce pourquoi, nous pouvons considérer que, pour avoir

connu et surpassé plusieurs épreuves et catastrophes naturelles, l'Algérie est mieux dotée que plusieurs pays en matière de stress post-traumatiques", a-t-il avancé.

Abordant le cas des professionnels de la santé, en ligne de front de la lutte anti-Covid et par conséquent les plus exposés aux risques, Dr Chakali a expliqué que la réaction de ces derniers n'a pas été celle de "personnes malades mais de sujets ayant répondu à une situation anormale", soulignant notamment la charge de travail "excessive" ainsi que la peur des contaminations, auxquelles les blouses blanches sont confrontées. "En dépit de la stabilisation de la situation épidémiologique, il y a une représentation de la peur: lorsqu'on a peur d'être infecté par le virus en allant travailler, de contaminer ses proches, la hantise est la même que l'on soit face à un seul malade ou à plusieurs. La peur est subjective, omniprésente et irrationnelle", a-t-il explicité, notant que la peur est "un sentiment invalidant qui peut également conduire à l'évitement du travail".

A l'adresse du corps médical, Dr Chakali a pr éconisé de "les rassurer sur l'existence de solutions à même de les aider", dont la multiplication du personnel pour pouvoir réduire la charge, lorsque cela est faisable, l'apprentissage des techniques de respiration pour atténuer l'effet contraignant du masque, etc.

## La petite enfance non épargnée (spécialiste)

La petite enfance n'est pas épargnée par les incidences psychologiques de la Covid-19, prévient le Pr Madjid Tabti, Chef de service Pédopsychiatrie à l'EHS de Beni-Messous, mettant en avant les risques d'exploitation et d'addictions aux écrans auxquels sont exposés les enfants durant cette crise sanitaire.

"L'impact de cette pandémie chez l'enfant est souvent sous-estimé, car se manifestant d'une manière différente de celle de l'adulte.

En particulier, parce qu'il n'a pas un langage verbal assez élaboré pour exprimer son mal-être.

Et, contrairement à ce que l'on peut croire, même un enfant de moins de 3 ans peut être impacté par sa grande capacité à ressentir la détresse des adultes, notamment ses parents, qui lui transmettent leur angoisse", déclare le Pr Tabti à l'APS.

Tout en précisant que cette transmission du stress se fait "par leur corps et par le changement d'attitudes" des aînés à l'égard des enfants, il ajoute que les plus âgés de ces derniers "expriment indirectement leur angoisse à travers des cauchemars, des terreurs nocturnes, le somnambulisme et, parfois, des phénomènes régressifs tels que le retour d'une énurésie".

"La détresse chez l'adolescent se manifeste par une accentuation de ses tendances à l'irritabilité et de son opposition à l'autorité parentale", explique-t-il encore, faisant observer que "du fait de leur dépendance des adultes, les enfants sont exposés à la maltraitance qui est

accentuée durant cette pandémie".

C'est le cas, détaille-t-il, en particulier à cause "des tensions induites par le confinement, durant lequel les parents ont eu du mal à gérer l'instabilité de leur progéniture", relevant que cette pandémie a également occasionné une "accentuation de la dépendance" infantile aux écrans, plus fréquemment utilisés en l'absence d'autres alternatives d'occupation.

Plus globalement, Pr Tabti souligne que les incidences psychologiques et mentales de la Covid-19 "diffèrent d'un individu à l'autre en fonction de plusieurs facteurs, les personnes prédisposées à développer des troubles mentaux étant plus impactées que les autres, de même que ceux ayant perdu un ou des êtres chers, etc".

Il soutient qu'il y a "une hausse remarquable" de l'incidence des troubles mentaux et du comportement en lien avec la pandémie Covid-19, arguant du nombre croissant des demandes d'interventions d'urgence reçues, au quotidien, par l'EHS de Beni-Messous.

Il précise que ces interventions sont "aussi bien en présentiel, au niveau des urgences de pédopsychiatrie, qu'à distance, via les appels téléphoniques ou par des comptes internet mis à la disposition de la population à cet effet".

Le Chef de service évoque, en outre, les patients "dont les pathologies mentales étaient relativement stabilisées mais ayant rechuté" durant la pandémie, imputant cela à une structure familiale "fragilisée par des relations conflictuelles

et dysfonctionnelles", aux problèmes économiques, à la promiscuité aggravée par le confinement, à l'isolement social avec absence de soutien, etc.

"Cette réalité est confirmée par des études étrangères qui estiment que cette pandémie peut être assimilée à une guerre caractérisée par un stress collectif favorisant l'apparition de troubles psychiatriques liés aux hantises de mort et de blessures graves ainsi qu'à la recrudescence des problèmes socio-économiques", commente le spécialiste, déplorant "l'absence" de données chiffrées sur les consultations psychiatriques en Algérie.

Un fait dû notamment à la difficulté de recenser les téléconsultations qui "se sont développées" durant cette conjonction, observe-t-il, avant d'aborder les limites de l'offre thérapeutique pour y répondre: "La psychiatrie est confrontée en Algérie aux mêmes difficultés que la médecine en générale, sans compter la stigmatisation qui entoure la maladie mentale", soutient-il, citant notamment "la désorganisation de la hiérarchisation des soins".

Celle-ci entraînant "une surcharge des hôpitaux spécialisés en psychiatrie par des activités de soins de base et un déficit de l'offre d'hospitalisation", relève-t-il, déplorant "l'absence" d'une structure d'hospitalisation psychiatrique dédiée aux enfants et adolescents".

Ceci, en plus des "énormes" disparités en termes de rémunération des spécialistes relevant des secteurs public et privé

## CHU D'ORAN La chirurgie endoscopique du nez et de l'oreille entamée

Le Centre hospitalo-universitaire (CHU) d'Oran a lancé, récemment, la chirurgie endoscopique du nez et de l'oreille, une première dans l'Ouest du pays, a-t-on appris mardi de la cheffe de service ORL de cet établissement sanitaire.

"C'est le premier service ORL dans l'Ouest du pays à adopter cette technique, qui permet d'effectuer des interventions chirurgicales du nez et de l'oreille sans aucune ouverture visible. Juste une petite incision à l'intérieur sans laisser de séquelles pour le patient", a souligné, à l'APS, Zoubida Serradji.

Elle est réalisée au moyen d'un endoscope grossissant (mince tube doté d'une extrémité lumineuse) inséré dans les narines et l'appareil auditif, a-t-elle expliqué.

L'avantage de cette technologie est que les textures peuvent être affichées dans les moindres détails. Grâce à cette méthode, les structures qui ne doivent pas être endommagées dans le nez ou l'oreille, sont mieux protégées. Elle préservera également le volet esthétique principalement pour la chirurgie du nez puisque "aucune ouverture extérieure, aussi petite qu'elle soit, ne sera faite", a-t-elle mis en exergue. "L'utilisation de cette technique accélérera inéluctablement le processus de guérison par rapport à d'autres procédures chirurgicales et de ce fait, la durée d'hospitalisation sera largement diminuée", a-t-elle fait savoir.

# PANDEMIE DE CORONAVIRUS

## VACCIN ANTI-COVID-19

### AstraZeneca reconnaît de nouveaux soucis d'approvisionnement dans l'UE

Le géant pharmaceutique AstraZeneca a reconnu de nouvelles difficultés de production en Europe pour les doses promises à l'Union européenne, indiquant qu'il devrait avoir recours à des sites étrangers pour tenir ses promesses de livraison à l'UE au deuxième semestre.

AstraZeneca "travaille à augmenter la productivité dans sa chaîne logistique dans l'UE", et va utiliser "sa capacité mondiale afin d'assurer la livraison de 180 millions de doses à l'UE au second semestre", a déclaré mardi soir un porte-parole du groupe.

"Environ la moitié du volume attendu doit provenir de la chaîne logistique dans l'UE", et le reste proviendra du réseau international de la firme, a précisé le porte-parole.

Cette annonce intervient après une controverse sur les livraisons du vaccin AstraZeneca-Oxford à l'Union européenne au premier trimestre 2021, qui a provoqué des tensions entre l'UE et le groupe pharmaceutique. Un sommet européen extraordinaire se tiendra jeudi en visioconférence, consacré à notamment à la crise sanitaire. A la veille de cette rencontre, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a cherché à faire preuve d'optimisme dans le conflit né avec AstraZeneca sur les retards de livraison de son vaccin. "Les fabricants de vaccins sont nos partenaires dans cette pandémie" et, si de nouvelles questions sont toujours à l'ordre du jour, "nous (les) résolvons généralement



l'amiable", a-t-elle déclaré mercredi dans une interview au quotidien régional allemand Augsburg Allgemeine. Elle pense "préférable de travailler avec les entreprises (...) à l'amélioration de la production mondiale" de vaccins, ajoute-t-elle. Avant l'approbation du vaccin par l'UE à la fin janvier, le groupe anglo-suédois allié à l'université britannique d'Oxford a suscité la colère parmi les dirigeants européens en annonçant qu'il ne serait pas en mesure de tenir son objectif de livrer 400 millions de doses à l'Union en raison de l'insuffisance de ses moyens de production dans l'UE.

L'affaire a aussi causé une tension diplomatique avec la Grande-Bretagne, qui a définitivement quitté le bloc européen, Bruxelles accusant implicitement AstraZeneca de réserver un traitement "préférentiel" à la Grande-Bretagne au détriment de l'UE.

Le gouvernement britannique a immunisé des millions de personnes avec le vaccin AstraZeneca à partir de la fin de 2020.

Mais la compagnie n'a comme n'éc à livrer l'UE qu'au début de février 2021, après que le régulateur européen des médicaments a pris son temps pour recommander son utilisation.

### Le Ghana va recevoir la première livraison mondiale de vaccins gratuits Covax

Le Ghana doit recevoir mercredi la première livraison mondiale de vaccins financés par le dispositif Covax, qui vise notamment à fournir aux pays à faible revenu leurs premières doses de vaccins anti-Covid, ont annoncé l'Unicef et l'OMS.

"Le Ghana doit recevoir 600.000 doses du vaccin AstraZeneca/Oxford du fabricant Serum Institute of India à Pune, en Inde.

Ces vaccins ont été expédiés par l'Unicef de Mumbai à Accra et font partie de la première vague de vaccins Covid à destination de plusieurs pays à revenu faible et intermédiaire", selon un communiqué commun de

l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de l'Unicef. "Cette livraison représente le début de ce qui devrait être la plus grande fourniture et distribution de vaccins de l'histoire", selon ce communiqué. "Le dispositif Covax prévoit de fournir près de deux milliards de doses de vaccins anti-covid cette année. C'est un effort mondial sans précédent pour assurer un accès aux vaccins à tous les citoyens", ajoute le communiqué.

Le Ghana a enregistré 80.759 cas d'infection au coronavirus et 582 décès. Mais ces chiffres sont sous-évalués alors que le nombre de tests réalisés reste faible. Le communi-

qué précise que les travailleurs en première ligne dans la lutte contre le virus seront les premiers vaccinés.

Le système Covax vise à fournir cette année des vaccins anti-Covid à 20% de la population de près de 200 pays et territoires participants, mais il comporte surtout un mécanisme de financement qui permet à 92 économies à faible et moyen revenu d'avoir accès aux doses. Il a été mis en place pour tenter d'éviter que les pays riches n'accaparent l'ensemble des doses de vaccin qui sont encore fabriquées en quantités trop réduites pour répondre à la demande mondiale.

Fondé par l'OMS, l'Alliance du vaccin (Gavi) et la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (Cepi), Covax a conclu des accords avec des fabricants pour deux milliards de doses en 2021 et a la possibilité d'en acheter un autre milliard.

Cela comprend 1,1 milliard de doses du Serum Institute of India (SII), qui produit les vaccins AstraZeneca et Novavax.

Tedros Adhanom Ghebreyesus, le patron de l'OMS, a accusé lundi certains pays riches de "saper" le dispositif Covax en persistant à approcher directement les fabricants pour avoir accès à davantage de doses.

### USA : Pfizer et Moderna prévoient de doubler leurs livraisons de vaccins au printemps

Les laboratoires pharmaceutiques Moderna et Pfizer prévoient d'accroître de manière significative l'approvisionnement en vaccins aux autorités américaines d'ici ce printemps, ont annoncé mardi à Washington les dirigeants des deux entreprises pharmaceutiques.

Pfizer anticipe d'augmenter sa livraison hebdomadaire de vaccins de 4 à 5 millions de doses début février à plus de 13 millions de doses d'ici la mi-mars, a fait savoir le direc-

teur commercial du laboratoire pharmaceutique, John Young, dans une déclaration à l'occasion d'une audience devant un comité de la Chambre des représentants sur la campagne de vaccination. Pfizer étudie également les effets de rappel chez les participants à un essai clinique qui ont été entièrement vaccinés, a ajouté M. Young. De son côté, Moderna vise à fournir plus de 40 millions de doses par mois, doublant ainsi son approvisionnement actuel, a annoncé le

président de l'entreprise, Stephen Hoge, indiquant que la société prévoit d'expédier 100 millions de doses supplémentaires d'ici la fin du mois de mai.

Moderna espère aussi fournir des vaccins aux adolescents d'ici l'automne et teste actuellement l'innocuité de son vaccin pour les enfants âgés de 12 à 18 ans. Par ailleurs, les deux géants pharmaceutiques sont en train d'examiner des injections de rappel potentielles en réponse aux variantes émer-

gentes de coronavirus. Leurs vaccins ont fait preuve d'efficacité contre les souches hautement transmissibles détectées pour la première fois au Royaume-Uni et en Afrique du Sud.

Jusqu'à mardi quelque 44,5 millions d'Américains ont reçu au moins une dose du vaccin contre la Covid-19, dont environ 19,9 millions de personnes ayant reçu les deux doses, selon le Centre de contrôle et de prévention des maladies (CDC).

### UNICEF : "première vague" d'expédition de seringues pour la vaccination anti-COVID-19 commence par l'envoi de 100.000 seringues aux Maldives

La tâche essentielle consistant à s'assurer que tous les pays disposent de suffisamment de matériel médical pour vacciner les populations en toute sécurité contre le COVID-19 s'est accélérée mardi, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) annonçant que 100.000 seringues avaient été envoyées aux Maldives, avant une campagne de vaccination dans ce pays.

Cet envoi fait partie de la "première vague" d'expédition de seringues et de boîtes de sécurité pour la collecte des seringues utilisées organisée par l'UNICEF. Dans le cadre de

cette "première vague", plus de 14,5 millions de seringues à usage unique seront expédiées au cours des prochaines semaines dans plus de 30 pays, dont la Côte d'Ivoire et Sao Tomé-et-Principe.

Il s'agit notamment de seringues de 0,5 millilitre destinées à être utilisées avec le vaccin AstraZeneca, et de la version de 0,3 millilitre destinée au vaccin Pfizer-BioNTech. Au total, l'UNICEF vise à fournir jusqu'à un milliard de seringues et 10 millions de boîtes de sécurité aux divers pays en 2021, avant le déploiement plus large de vaccins contre le nouveau coronavi-

rus dans 82 pays à revenu faible et moyen. "Dans cette lutte mondiale contre la pandémie de COVID-19, les seringues sont aussi essentielles que le vaccin lui-même", a déclaré la directrice générale de l'UNICEF, Henrietta Fore.

"Il est essentiel d'avoir des réserves suffisantes de seringues en place dans chaque pays avant l'arrivée des vaccins afin que ceux-ci puissent être administrés en toute sécurité.

Cela permettrait de commencer la vaccination immédiatement et contribuerait à faire reculer ce terrible virus", a-t-elle dit.

### GUATEMALA

#### Scandale après l'achat de 30.000 faux tests de dépistage

L'acquisition de 30.000 tests de dépistage frauduleux du coronavirus par le ministère guatémalteque de la Santé suscite un tollé dans le pays, où le parquet anticorruption a été saisi de cette fraude dans laquelle le fabricant américain Atila Biosystems nie être impliqué.

Le gouvernement d'Alejandro Giammattei a fait l'acquisition mi-2020 de ces tests pour près d'un million de dollars via une société intermédiaire locale, Kron Científica e Industrial.

Le scandale a éclaté en fin de semaine dernière après que la ministre de la Santé,

Amelia Flores, a saisi le parquet anticorruption, mettant en cause les dirigeants de Kron et l'ancien directeur général administratif financier du ministère de la Santé, Ronaldo Estrada, devenu vice-ministre de la Culture.

La société Kron a acheté les tests à Atila Biosystems INC., basée aux Etats-Unis, mais selon la ministre, le réactif n'est pas utilisable pour pratiquer des tests PCR.

La ministre affirme que les tests achetés "ne correspondent pas à la qualité promise et produisent des résultats invalides", ni positifs, ni négatifs.

Mardi, le vice-président guatémalteque

Guillermo Castillo a demandé au gouvernement de licencier les fonctionnaires impliqués.

"Il est très regrettable que ce type de négociations frauduleuses se déroulent au sein de l'Etat (...), c'est un crime contre la santé et la vie des personnes", a-t-il déclaré.

Dans un communiqué publié lundi, le fabricant américain a affirmé que les numéros d'expédition et les couleurs des tubes de réactifs du lot ne correspondaient pas à la production destinée au Guatemala.

"Atila Biosystems est choquée d'apprendre la fraude commise contre le peuple du

Guatemala par un ancien commercial qui aurait falsifié les tests", indique le communiqué. Le Guatemala a enregistré 172.072 cas de Covid-19 et 6.315 décès depuis le début de la pandémie, selon les données officielles publiées mardi.

Le pays doit recevoir jeudi 5.000 premières doses de vaccins du laboratoire Moderna, a annoncé mardi le ministre guatémalteque des Affaires étrangères Pedro Brolo. Ces premières doses seront administrées au personnel de santé en première ligne, a-t-il précisé.

# STRESS

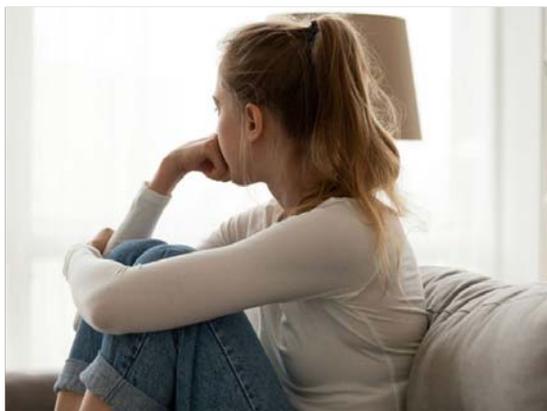
## 9 ALIMENTS À ÉVITER

Saviez-vous que l'alimentation pouvait aggraver le stress ? Zoom sur les aliments qui majorent le stress de façon indirecte.

Le stress prend sa source dans le cerveau et il mobilise le système nerveux et le système endocrinien. Le stress dit aigu est une réaction normale de notre organisme qui se manifeste lorsque nous faisons face à une agression : c'est un signal d'alerte pour notre organisme qui prépare celui-ci à réagir. La conséquence du stress est la sécrétion de cortisol, hormone du stress. Ce cortisol est bénéfique quand il est sécrété de façon ponctuelle car il nous dynamise et optimise nos capacités intellectuelles. Si la solution apportée au stress est satisfaisante, le stress diminue et l'organisme retrouve son état initial.

Le problème survient lorsque la réponse apportée n'est pas satisfaisante. Si le stress se maintient il peut devenir chronique. Le stress chronique et l'anxiété entraînent une sécrétion excessive de cortisol (hormone du stress) par la surrenale qui perturbe l'équilibre des neuromédiateurs et fait baisser le taux de dopamine (avec comme conséquence une sensation d'être toujours fatigué) et de sérotonine (baisse de moral et déprime).

Une mauvaise alimentation (pauvre en nutriments, trop salée, trop riche en viande, graisses saturées, sucres raffinés) contribue à augmenter les effets du stress. Ces erreurs alimentaires représentant des stress mineurs qui vont s'ajouter aux autres facteurs de stress déjà présents. En cas de stress chronique, il est recommandé d'éviter les aliments entraînant une sécrétion de cortisol : il s'agit des aliments et boissons sucrés, des aliments



raffinés (farine blanche, pâtes blanches, pain blanc), des fritures, de l'alcool, du café en excès et des aliments très salés.

### 1/9 - Le sucre

Vous consommez du sucre pour vous détendre ? Erreur ! Consommer du sucre augmente le taux de cortisol : le taux de sucre sanguin augmente et le corps produit plus de cortisol pour équilibrer ce taux. Or en cas de stress le corps produit plus de cortisol. Pour diminuer le stress

mieux vaut consommer moins d'aliments sucrés.

### 2/9 - Le café

La caféine augmente la production de l'hormone du stress, le cortisol. Elle stimule le cortex surrénal, qui libère alors plus de cortisol. Mieux vaut éviter de consommer trop de café en cas de stress chronique.

### 3/9 - L'alcool

Une consommation régulière et

excessive d'alcool augmente l'anxiété et les coups de blues par diminution de sérotonine et hyper-sécrétion de cortisol qui augmente le stress.

### 4/9 - Les fritures

Une alimentation riche en produits alimentaires transformés (fritures, pains blancs, desserts sucrés, viandes transformées, etc.) augmenterait de 50% le risque de stress et de dépression, selon des chercheurs britanniques. Les graisses

ont des nutriments stresseurs.

### 5/9 - Les sodas light

Une étude a montré que les sodas contenant des édulcorants augmentaient le taux de cortisol plus que des boissons contenant du sucre.

### 6/9 - Les aliments très salés

La consommation d'aliments très salés est déconseillée en cas de stress. L'excès de sel favorise la fuite de calcium et la rétention d'eau dans les tissus ce qui renforce les effets secondaires du cortisol. Évitez de saler les aliments avant de goûter et faites attention aux plats préparés, frites, chips, mayonnaise, moutarde, très riches en sel.

### 7/9 - Les pâtes

Les aliments ayant un indice glycémique élevé comprennent des produits riches en sucre et les féculents raffinés tels que céréales et farines blanches (pain blanc, viennoiseries, plats cuisinés, céréale du petit déjeuner), riz blanc, sucre blanc, pommes de terre... Ils font augmenter de manière rapide la glycémie et donc la sécrétion de cortisol et du stress.

### 8/9 - Chips

Ces graisses saturées augmentent le stress.

### 9/9 - Le fromage

Évitez les aliments riches en graisses saturées (œufs, fromage, beurre...) qui sont des nutriments stresseurs et mettent à l'épreuve les mécanismes régulateurs de l'organisme.

## LES SIGNES D'ALERTE QUI DOIVENT VOUS POUSSER À CONSULTER

D'après une enquête OpinionWay publiée au mois d'octobre 2017, 9 Français sur 10 se déclarent "stressés" : le stress atteint tout particulièrement les femmes qui sont 60% à en souffrir, contre 38% des hommes.

Qu'est-ce que le stress ? "Il ne faut pas confondre le stress avec l'anxiété, souligne le psychologue Antoine Spath. Le stress est toujours subi : on stress face à une situation difficile au bureau, lorsque les choses se compliquent dans le couple, lorsqu'on évolue dans un environnement bruyant, désagréable, pas adapté... Le stress a toujours une origine extérieure que l'on peut identifier. On sait "pour quelle(s) raison(s)" on ressent du stress."

A contrario, l'anxiété vient de l'intérieur de soi : c'est une anticipation de l'avenir : lorsqu'elle n'est pas excessive, l'anxiété peut être positive en ce sens qu'elle nous prépare à ce qui va arriver. On ne la subit pas : on en est à l'origine" explique le spécialiste.

### STRESS : À QUEL MOMENT FAUT-IL DIRE "STOP" ?

"Quand le stress commence à avoir des répercussions sur la santé, il est nécessaire de consulter" recommande le psychologue.

En effet : le stress peut déclencher ou aggraver des maladies, psychologiques et/ou physiques : le stress, ce n'est pas seulement "dans la tête" : c'est un état d'esprit qui a des conséquences très concrètes

sur la santé et qui bouleverse notamment le système nerveux sympathique".

À la longue, on peut voir se développer des maladies psycho-somatiques ou apparentées : psoriasis, ulcère, burn-out, dépression... ou même un cancer, bien que les liens exacts entre le stress et la maladie cancéreuse ne soient pas clairement prouvés. "Le stress est vraiment nocif, c'est un facteur pathogène connu et étudié : il ne faut donc pas laisser trainer" souligne Antoine Spath.

Le spécialiste recommande donc de consulter lorsque le stress entraîne :

De l'irritabilité, de la colère ou une susceptibilité anormale : on "prend mal" tout ce qui nous est dit,

on réagit (mal) au quart de tour, on est énervé par tout et tout le monde...

Des troubles du sommeil ou de l'insomnie : on "rumine" le soir et ça nous empêche de trouver le sommeil, on se réveille pendant la nuit, on n'arrive plus à fermer l'œil...

Des maux de ventre, Des maux de tête,

Des manifestations dermatologiques : démangeaisons, boutons, plaques rouges...

De la fatigue ou de l'épuisement : on a du mal à rester concentré durant la journée, on a du mal à accomplir les tâches du quotidien...

De la nervosité : on sursaute au moindre bruit, on s'inquiète facilement...

De la déprime : on ne trouve plus goût à rien, on ne parvient plus à s'amuser...

Stress : qui consulter ? Face à un stress chronique qui ne "passe" pas, on peut prendre rendez-vous chez un psychologue clinicien, un médecin psychiatre ou chez son médecin traitant. "Le stress nécessite une prise en charge sérieuse : privilégiez donc une consultation auprès d'un professionnel" note Antoine Spath.

Toutre la mise en place de techniques de relaxation (hypnose, sophrologie...), le travail sera axé autour de la sensation d'impuissance qui accompagne l'état de stress : il s'agit d'apprendre à ne plus subir la situation stressante, à agir pour son bien-être."

## Le stress et la colère favorisent l'insuffisance cardiaque

D'après une nouvelle étude américaine, le stress et la colère favoriseraient le développement d'une insuffisance cardiaque, une maladie potentiellement mortelle.

Entre 1 % et 2 % de la population mondiale souffrirait d'insuffisance cardiaque, selon la Fondation pour la Recherche Médicale (FRM) : chaque année, en France, cette pathologie est responsable d'environ 70 000 décès.

On parle d'insuffisance cardiaque lorsque le cœur n'est plus capable d'assurer son rôle de pompe, et donc d'alimenter correctement l'organisme en sang ; ce phénomène est lié à une perte de contractibilité du muscle cardiaque, qui peut atteindre le côté droit et/ou le côté gauche du cœur. Les causes de l'insuffisance cardiaque sont multiples : cette "fatigue du cœur" peut notamment survenir en raison d'un infarctus du myocarde, d'une hypertension artérielle, d'une cardiomyopathie ou d'une maladie des valves cardiaques.

Selon une récente étude menée par la Yale University (États-Unis), les personnes stressées, exemptes aux accès de colère et habituées aux émotions négatives auraient également un risque accru de développer une insuffisance cardiaque.

**UNE MEILLEURE GESTION DU STRESS (ET DE LA COLÈRE) POUR PROTÉGER LE CŒUR**  
Pour parvenir à cette conclusion, les chercheurs (qui ont publié leurs travaux dans le *Journal of Cardiac Failure*) ont travaillé avec un groupe de volontaires : pendant une semaine, ceux-ci ont quotidiennement rempli des questionnaires pour évaluer leur stress et leurs émotions (y compris leur colère). En parallèle, des échocardiogrammes étaient régulièrement réalisés pour visualiser les contractions du muscle cardiaque.

Résultat ? Les chercheurs ont découvert que les individus stressés et/ou souvent en colère avaient, en moyenne, une moins bonne fonction diastolique - ce qui signifie que leur cœur avait des difficultés à se relâcher entre deux contractions et à se remplir de sang.

"Le stress et les émotions négatives étaient déjà connus pour augmenter le risque de développer une cardiopathie ischémique ou une arythmie cardiaque : nous savons maintenant que ces facteurs jouent également un rôle dans le développement de l'insuffisance cardiaque", concluent les chercheurs, qui nous encouragent donc à mieux gérer notre stress en cette période difficile. Méditation en pleine conscience, sport, yoga, art-thérapie... Il n'y a que l'embaras du choix !

# COMMENT MIEUX RESPIRER POUR NE PLUS SE FAIRE DÉBORDER PAR LE STRESS

Comment éviter que le stress n'envahisse nos quotidiens ? La sophrologue Sophie Leboucher nous donne sa boîte à outils pour lutter contre les effets néfastes du stress sur le corps.

Le stress peut provoquer de véritables effets physiques sur le corps : pression dans la poitrine, palpitations, impression d'avoir du mal à respirer, douleurs ventrales... Pour éviter que l'anxiété du quotidien ne devienne trop présente, la sophrologie permet de travailler sur ces zones où le stress s'installe. Sophie Leboucher, qui pratique dans le zéone arrondissement de Paris, nous guide dans la lecture de nos corps. "Pour se détendre, on va travailler la respiration, le mouvement du corps et la décontraction musculaire. La spécialité de la sophrologie, c'est que l'on met toujours une intention dans le mouvement. Il est essentiel de comprendre sur quoi on agit et pourquoi. Nos émotions ont tendance à prendre le contrôle de nos corps, parce qu'on les laisse faire... Notre organisme fait avec ce qu'on lui donne. En se reconnectant à nos capacités naturelles, on arrive de subir et on reprend le pouvoir sur la situation", introduit-elle.

## QUEL EST LE MEILLEUR ALLIÉ POUR LUTTER CONTRE LE STRESS ?

"C'est la respiration. Les adultes sont très nombreux à ne pas respirer correctement. À la naissance, notre respiration est abdominale, c'est notre schéma respiratoire. En grandissant, la respiration monte, en réaction aux tensions du quotidien et devient thoracique, voire sous-claviculaire. Elle se loge au niveau des épaules, nous avons alors un souffle très court, sur lequel, nous ne pouvons compter pour nous détendre. Avec les exercices à suivre, on va essayer de débloquer le reste du corps via une respiration qui circule, avec une grande amplitude."



## A QUEL MOMENT PRATIQUER LES EXERCICES DE SOPHROLOGIE ?

"On a tendance à attendre d'aller mal pour essayer d'aller bien. Quand le stress commence à grandir, il faut le désarmer de suite, afin d'éviter d'atteindre l'état où l'on est "submergé", démuné. La sophrologie permet d'avoir une boîte à outils pour permettre aux gens de lâcher prise. L'idéal, c'est de réaliser les exercices de respiration en continu et de pratiquer lorsqu'on se sent bien, pour entretenir, faire perdurer notre état de bien-être. Plutôt que d'attendre le point de non-retour où l'on se dit "je vais trop mal, je dois agir", on devrait se dire "là, je vais bien, comment faire pour que cela dure ?"

## POURQUOI CHOISIR LA RESPIRATION ABDOMINALE ?

"La respiration abdominale va agir sur deux réactions du corps créées par le stress : la difficulté à respirer par le placement du diaphragme

Inspirer profondément par le nez en gonflant le ventre et sentir les mains se soulever. Bloquer un instant la respiration.

Souffler doucement par la bouche en laissant le ventre s'abaisser. Reprendre une respiration naturelle. Accueillir l'ensemble des ressentis. Puis répéter 3 fois.

## EXERCICE SOUFFLET THORACIQUE : CONTRE LA SENSATION D'OPPRESSION DANS LA POITRINE

Position debout ou assise, les yeux fermés

Posez vos mains de part et d'autre de vos côtes. Abaissez vos épaules.

Inspirer profondément par le nez en gonflant la poitrine et sentir les côtes s'ouvrir sous les doigts, les épaules en arrière.

Bloquer un instant la respiration, puis souffler doucement par la bouche en laissant les côtes s'abaisser.

Reprendre une respiration naturelle.

Accueillir l'ensemble des ressentis et répétez trois fois l'exercice.

"Si ces exercices peuvent paraître difficiles, ce que la cage thoracique, le diaphragme ou le ventre peuvent manifester de la tension, un "refus" de se porter au mouvement : pas de panique. Plus on les pratique, plus on gagne en confort et en amplitude. Pensez chaque fois à répéter l'exercice trois fois car on parle de trois étapes clés : Découverte, conquête,

transformation. Réalisez les autant de fois que vous le souhaitez, à tout moment de la journée. Notez toutefois qu'ils sont très utiles au moment du coucher pour se détendre avant de dormir", conclut la sophrologue Sophie Leboucher.

## EXERCICE DE RESPIRATION VENTRALE : DÉTENDRE LE

## VENTRE, RALENTIR LE RYTHME CARDIAQUE

En position debout, assise ou allongée, les yeux fermés. Posez vos mains sur votre ventre, abaissez vos épaules

# LE RONRONNEMENT DES CHATS EST-IL ANTI-STRESS ?

Les animaux de compagnie sont nos alliés depuis toujours, ils nous aident à surmonter les plus épreuves et combient notre solitude. Mais qu'en est-il vraiment, du ronronnement des chats est-il un anti-stress ? Intox Detox vous explique.

L'effet des compagnons domestiques sur la santé humaine intéresse les chercheurs. Avoir un chien ou un chat engendre des bénéfices, notamment sur le contrôle du poids et sur la santé cardiovasculaire. En revanche, ces études évoquent plutôt un effet bénéfique des chiens. Ces derniers exigent qu'on les sorte matin et soir, donc ils permettent de lutter contre la sédentarité.

Une étude publiée en 2009 portant sur 4435 personnes (âge moyen d'âge 47 ans) démontre que le fait de posséder un chat est associé à un risque diminué d'infarctus du myocarde (37% d'infarctus en moins comparé aux personnes sans animal domestique). Les décès par

accident cardiaque sont également amoindris (26 % de moins). Pourtant, une étude de 2012 met en avant que les propriétaires de chats (âgés de plus de 65 ans, donc nettement plus âgés que dans l'étude précédente) avaient davantage tendance à l'embonpoint, à l'hypertension artérielle et à une moins bonne santé humaine en général.

Une nouvelle étude de 2016, portant sur 3964 adultes de plus de 50 ans sans souci de santé démontre que posséder un chat plus qu'un chien, réduit le risque de décès par accident cardiovasculaire de 38%. Plus précisément réduit les risques d'un AVC de 78%.

En revanche, aucune étude ne porte précisément sur le ronronnement des chats. Des informations fantaisistes circulent sur le pouvoir bénéfique de la fréquence des ronronnements. Mais elles ne sont pas prouvées pour autant.



## RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

### Mort de l'ambassadeur italien : Rome exige des "réponses claires" de l'ONU

L'Italie demande à l'ONU l'ouverture d'une enquête et des "réponses claires" après la mort de son ambassadeur en République démocratique du Congo (RDC) dans l'attaque d'un convoi du Programme alimentaire mondial (PAM), a déclaré mercredi le chef de la diplomatie italienne, Luigi Di Maio. "Nous avons formellement demandé au PAM et à l'ONU l'ouverture d'une enquête pour faire la lumière sur ce qui s'est passé, les raisons justifiant le dispositif de sécurité mis en place et à qui incombe la responsabilité de ces décisions", a déclaré Luigi Di Maio devant les députés.

"Nous avons aussi expliqué que nous attendions, le plus rapidement possible, des réponses claires et exhaustives", a-t-il ajouté. L'ambassadeur, Luca Attanasio, 43 ans, est décédé après avoir été blessé par balles lorsque le convoi du PAM dans lequel il circulait a été pris dans une embuscade dans la province du Nord-Kivu (est), près de la frontière avec le Rwanda. Son garde du corps italien, le carabinieri Vittorio Iacovacci et un chauffeur congolais du PAM, Moustapha Milambo, ont aussi été tués.

Le Nord-Kivu est considéré comme une des zones les plus dangereuses de la RDC, à la lisière du parc national des Virunga. Mais selon des responsables humanitaires, la route sur laquelle circulait le convoi ne nécessitait pas d'escorte. "Nous attendons de l'agence un rapport approfondi sur tout élément utile au programme de la visite et aux mesures de sécurité adoptées pour protéger la délégation", a insisté M. Di Maio. Si, selon lui, l'ambassadeur pouvait décider seul des modalités de ses déplacements dans le pays, l'organisation de ce voyage dans l'est de la RDC était de l'entière responsabilité du PAM. "La mission s'est déroulée à l'invitation des Nations Unies. Donc le parcours en voiture s'est également déroulé dans le cadre de l'organisation prévue par le PAM", a assuré le ministre. Il a souligné que le parquet de Rome avait ouvert une enquête et dépêché sur place une équipe d'enquêteurs appartenant à un "corps spécial des carabinieri, le ROS". "A ma connaissance d'autres équipes suivront", a précisé M. Di Maio. Les corps du diplomate et du jeune carabinier sont arrivés mardi soir à Rome à bord d'un avion militaire, un Boeing 767, dans des cercueils enveloppés dans le drapeau italien. Le Premier ministre italien, Mario Draghi et Luigi Di Maio étaient à l'aéroport de Ciampino pour accueillir la veuve de l'ambassadeur et leurs trois filles.

### Les déplacements des diplomates soumis à des nouvelles règles

Les diplomates accrédités à Kinshasa sont désormais obligés de faire connaître au préalable aux autorités leurs déplacements à l'intérieur de la République démocratique du Congo (RDC) après la mort lundi de l'ambassadeur italien dans une attaque contre un convoi du PAM dans l'est du pays, a indiqué la présidence congolaise dans un communiqué mercredi.

A l'issue d'une réunion présidée mardi par le président congolais, Félix Tshisekedi, il a été décidé que "tous les diplomates, présents sur le territoire national sont désormais, obligés de signaler tout déplacement à l'intérieur du pays auprès du gouvernement", a précisé la présidence congolaise.

Les diplomates "doivent absolument informer le ministère des Affaires étrangères" avant tout déplacement et "se signaler" aux responsables locaux à leur arrivée dans une entité, a déclaré la cheffe de la diplomatie congolaise Marie-Thérèse Tumba Nzeza à la télévision d'Etat, RTNC.

L'ambassadeur italien, Luca Attanasio, 43 ans, est mort des suites de ses blessures par balles lorsque le convoi du Programme alimentaire mondial (PAM) dans lequel il circulait a été pris dans une embuscade dans la province du Nord-Kivu (est), près de la frontière avec le Rwanda. Son garde du corps italien, le carabinieri Vittorio Iacovacci et un chauffeur congolais du PAM, Moustapha Milambo, ont aussi été tués.

Les corps des deux diplomates ont été rapatriés mardi à Rome. M. Milambo a été inhumé le même jour à Goma, capitale du Nord-Kivu. L'Italie a demandé mercredi à l'ONU l'ouverture d'une enquête et des "réponses claires" après ce drame. "Nous avons formellement demandé au PAM et à l'ONU l'ouverture d'une enquête pour faire la lumière sur ce qui s'est passé, les raisons justifiant le dispositif de sécurité mis en place et à qui incombe la responsabilité de ces décisions", a déclaré Luigi Di Maio devant les députés italiens. La province touchée du Nord-Kivu est considérée comme une des zones les plus dangereuses de la RDC, à la lisière du parc national des Virunga. Selon des responsables humanitaires, la route sur laquelle circulait le convoi ne nécessitait toutefois pas d'escorte.

## NIGERIA

### L'armée affirme avoir repris le contrôle de Marte aux terroristes

Les soldats nigériens ont repris une ville stratégique dans le nord-est du pays, dont s'étaient emparés la semaine dernière des terroristes, a annoncé mardi l'armée nigérienne dans un communiqué.

Le 15 février, des terroristes du groupe Etat islamique en Afrique de l'Ouest (Is wap) avaient pris le

contrôle de Marte, après avoir submergé les soldats en garnison dans une base qui protégeait la ville, dans l'Etat du Borno. Huit soldats avaient été tués dans l'affrontement, selon des sources militaires.

Les soldats ont repris Marte et les territoires environnants, dans la région du lac Tchad, après des

combats intenses, a affirmé mardi l'armée dans un communiqué. "Appuyés par les forces aériennes, les soldats ont pénétré dans Marte, détruisant plusieurs mines et engins explosifs placés sur leur route", a-t-elle ajouté.

De nombreux terroristes ont été tués lors de l'opération qui a permis

de reprendre "le contrôle total" de la ville, a-t-elle assuré. Dimanche, le chef d'état-major avait donné 48 heures aux forces déployées devant Marte pour reprendre la cité. Des centaines de civils avaient été pris au piège lors de l'invasion des terroristes. En novembre 2020, des milliers d'habitants de la ville, dé-

placés par les violences, étaient rentrés chez eux, à l'appel des autorités locales, en dépit des incertitudes pesant sur leur sécurité. Le Nord-Est du Nigeria est en proie à un conflit meurtrier depuis 2009 et le lancement d'attaques meurtrières par les terroristes de Boko Haram.

APS

## LIBYE

### Le Haut conseil d'Etat demande à Debeibah de rendre public rapidement son exécutif

Le Haut conseil d'Etat libyen a demandé, mercredi, au Premier ministre du gouvernement intérimaire, Abdelhamid Debeibah, de rendre public rapidement la composante de son exécutif, a indiqué un communiqué du Haut conseil d'Etat repris par des médias libyens.

"Le Premier ministre intérimaire est appelé à rendre public rapidement la composante de son exécutif avant l'expiration du délais fixé, et ce, afin de permettre au nouveau gouvernement d'entamer dans les plus brefs délais ses missions", a précisé le communiqué.

Le Haut Conseil d'Etat a demandé aussi "aux représentants du peuple (parlementaires) d'être à la hauteur de la responsabilité et d'approuver le nouveau gouvernement", ajoute le texte.

Abdelhamid Debeibah dispose, selon les termes des accords politiques du Forum de dialogue politique libyen (FDPL) conclus récemment à Genève en Suisse, sous l'égide de l'ONU,

d'un délai jusqu'au 26 février en cours pour rendre public son cabinet.

Le nouveau gouvernement ne peut entamer ses missions, selon les accords de Genève, qu'une fois il aura été approuvé par la Chambre des représentants.

En cas d'échec, Abdelhamid Debeibah, a indiqué, mardi, dans une déclaration aux médias, qu'il soumettra son cabinet aux membres du FDPL, et ce conformément aux accords de Genève.

Le président du Haut Conseil d'Etat libyen, Khaled al-Mechri a reçu, mercredi, le président du Conseil présidentiel, Mohamed Younes El-Menfi. MM. al-Mechri et el-Menfi ont abordé parti-



culièrement les prochaines élections générales prévues le 24 décembre prochain en Libye, selon un communiqué rendu public.

L'autorité exécutive unifiée en Libye, élue le 5 février courant à Genève en Suisse, sous l'égide de l'ONU, a pour

mission de gérer la période de transition d'ici aux prochaines élections, de préparer les prochaines élections, de réunifier les institutions de l'Etat et d'œuvrer à évacuer les mercenaires et forces étrangères présents en Libye.

## NIGER

### Présidentielle : Mohamed Bazoum l'emporte avec 55,75% des voix (CENI)

Le candidat du Parti pour la démocratie et le socialisme (PNDS-Tarayya) a emporté la présidentielle au Niger avec (55,75%) des voix face à son adversaire Mahamane Ousmane (44,25%), a annoncé mardi la Commission électorale nationale indépendante (CENI).

Bazoum, a obtenu 55,75% des voix contre 44,25% à Ousmane, un ancien président dans l'année 1990, selon les résultats provisoires annoncés par la CENI.

Le taux de participation au second tour de dimanche a été de 62,91%.

M. Bazoum a recueilli 2.501.459 voix contre 1.985.736 à Ousmane sur un total de 7,4 millions d'électeurs appelés à voter.

Mohamed Bazoum avait récolté 39,3% des suffrages au premier tour du 27 décembre 2020, contre presque 17% à Mahamane Ousmane. Ces résultats sont provisoires et doivent être soumis à l'analyse de la Cour constitutionnelle", a déclaré Issaka Souma, président de la CENI, devant le corps diplomatique et les autorités nigériennes rassemblés au Palais des

congrès de Niamey. Les résultats publiés mardi par la CENI portent sur 210 des 266 communes que compte le pays.

Plus de 7,4 millions de Nigériens étaient appelés dimanche, 21 février, aux urnes pour choisir le successeur du président sortant Mahamadou Issoufou.

Logiquement, le PNDS se taillera la part du lion dans la future équipe gouvernementale.

Selon des médias, celle-ci sera dirigée par un membre de l'une des deux ethnies majoritaires, les Haoussas et les Djermas.

D'après des médias, le nom du prochain Premier ministre devrait être annoncé le 4 avril prochain, jour de l'investiture du nouveau chef de l'Etat.

La liste complète des ministres devrait quant à elle être connue le lendemain, 5 avril.

Acteur clé de la vie politique au Niger depuis trente ans, Bazoum vient de la tribu arabe "Ouled Sliman". Il a été l'un des fondateurs du PNDS. Aujourd'hui, il préside cette formation affiliée à l'Internationale socialiste.

## BURKINA FASO

### Deux femmes tuées par un engin explosif artisanal

Deux femmes ont été tuées mardi par l'explosion d'un engin explosif artisanal au passage de leur charrette dans le nord du Burkina-Faso confronté à des attaques terroristes, a-t-on indiqué mercredi de sources locales.

"La charrette dans laquelle elles se trouvaient a sauté sur un engin explosif artisanal" dans la

province du Yagha, a expliqué l'un élu local cité par des agences.

Tuées sur le coup, les victimes étaient des personnes déplacées par l'insécurité qui avaient regagné leur localité, a-t-il ajouté.

Une autre personne a également été "légèrement blessée" par la même explosion, a indiqué une

source hospitalière, en confirmant la mort des deux femmes.

"L'incident a eu lieu aux environs de 16h00" (GMT locales), a précisé une source sécuritaire, soulignant qu'un deuxième engin a explosé non loin de là sans faire de victimes.

Le Burkina Faso, particulièrement les régions du nord et de l'est, est

confronté à des attaques terroristes qui ont fait plus de 1.200 morts et plus d'un million de déplacés depuis 2015.

Les attaques avec des engins explosifs improvisés (IED) qui se multiplient depuis 2018 ont tué la vie à près de 200 personnes - civils et militaires -. Ces attaques sont souvent coupées à des embuscades.

## IRAN Téhéran continuera de coopérer avec l'AIEA (Zarif)

L'Iran "continuera de respecter ses engagements au titre des accords de garanties du TNP et de coopérer avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), a indiqué le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, mardi soir.

S'adressant aux journalistes, M. Zarif a confirmé que la mise en œuvre du protocole additionnel avait été interrompue mardi matin.

Il a souligné que l'Iran "continuera de respecter ses engagements au titre des accords de garanties du TNP et de coopérer avec l'AIEA".

Il a expliqué que les images enregistrées par des caméras sur les sites nucléaires iraniens "ne seront désormais plus diffusées et ne seront plus partagées avec l'AIEA sur

une base quotidienne et hebdomadaire, comme cela se faisait par le passé".

Le ministre des Affaires étrangères a également noté que l'Iran "n'aura pas de réunion officielle avec les Etats-Unis, puisque Washington n'est plus partie à l'accord nucléaire".

Plus tard mardi, M. Zarif a publié un tweet sur l'accord technique conclu avec le directeur de l'AIEA, Rafael Grossi.

L'arrêt s'inscrit dans le cadre du Plan d'action stratégique pour contrer les sanctions, une loi adop-

tée en décembre par le Parlement iranien. La législation a été fixée au 23 février la date limite

pour que le gouvernement iranien réduise davantage le respect de l'accord nucléaire de 2015, officiellement connu sous le nom de Plan d'action global conjoint (JCPOA), si les Etats-Unis ne lèvent pas leurs sanctions contre la



Republique islamique. Le retrait du Protocole s'ajoute aux étapes précédentes de l'Iran loin du JCPOA en réponse au retrait unilatéral des Etats-Unis en 2018 et au non-respect par les autres parties de leurs engagements.

## COUP D'ETAT EN BIRMANIE

### Jakarta discute avec les différentes parties

L'Indonésie a annoncé mercredi qu'elle discutait avec les différentes parties impliquées dans la crise politique en Birmanie et précisé que sa ministre des Affaires étrangères pourrait prochainement se rendre dans ce pays d'Asie du Sud-Est pour "aider à trouver une solution" après le coup-d'Etat.

Jakarta a publié un communiqué après la fuite d'un document du gouvernement birman indiquant que la cheffe de la diplomatie indonésienne Retno Marsudi, qui se trouve actuellement en Thaïlande, allait se rendre en Birmanie jeudi,

selon des médias. Ce déplacement n'a pas été confirmé par l'Indonésie, un des principaux acteurs diplomatiques de la région. Jakarta a indiqué mercredi qu'aucune visite n'était prévue.

Mais les autorités indonésiennes ont laissé planer la possibilité d'une visite ultérieure de Mme Marsudi, qui est censée se rendre dans ce pays en proie à un coup d'Etat pour une réunion spéciale au niveau ministériel de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (Asean). La date de cette réunion n'a pas encore été annoncée. "Compte tenu des déve-

loppements actuels et à la suite des observations de plusieurs pays de l'Asean, il apparaît que le moment n'est pas idéal pour une visite en Birmanie", a déclaré aux journalistes à Jakarta le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Teuku Faizasyah.

"Mais l'Indonésie est déterminée à garder ouvertes les communications avec toutes les parties en Birmanie". "Nous sommes ouverts à une visite, mais il faut décider soigneusement du moment" où elle pourra avoir lieu, a précisé M. Faizasyah.

## ONU - ETATS UNIS

### Linda Thomas-Greenfield confirmée comme ambassadrice américaine à l'ONU

Le Sénat américain a confirmé mardi à une très large majorité Linda Thomas-Greenfield au poste d'ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU. Diplomate chevronnée qui fut secrétaire d'Etat adjointe pour l'Afrique sous l'administration de Barack Obama, Linda Thomas-Greenfield, 68 ans, a été confirmée par 78 voix contre 20 à la chambre haute, qui a le pouvoir d'approuver ou de rejeter les nominations présidentielles.

Le Sénat a également confirmé mardi à une écrasante majorité Tom Vilsack, 70 ans, comme

ministre de l'Agriculture, un poste qu'il avait occupé tout au long de la présidence Obama (2009-2017): 92 voix en faveur et sept contre. D'autres membres choisis par Joe Biden pour son cabinet font face à de plus fortes résistances, dont son candidat pour diriger le ministère de la Santé, Xavier Becerra, qui passait mardi sur le gril des sénateurs en commission. "Nous étudions le témoignage d'aujourd'hui de M. Becerra mais j'ai du mal à voir comment un candidat aussi radical et sous-qualifié pourrait occuper un poste aussi cru-

cial à un moment aussi critique" de la pandémie de Covid-19, a déclaré le chef des sénateurs républicains Mitch McConnell.

Les démocrates disposent d'une infime majorité au Sénat: avec 50 sièges contre 50 républicains, ils peuvent compter sur la voix de la vice-présidente Kamala Harris, qui a le pouvoir de départager les votes à égalité.

S'il garde le soutien de tous les démocrates, M. Becerra, 63 ans, pourra donc être confirmé et devenir le premier Hispanique à la tête de ce ministère. Une autre candi-

date de Joe Biden, Neera Tanden, nommée pour diriger le budget à la Maison Blanche, apparaît en plus grandes difficultés après qu'un sénateur démocrate a annoncé vendredi qu'il s'opposerait à sa confirmation. Elle devra donc trouver au moins un soutien républicain pour devenir la première femme d'origine indienne à diriger le Bureau de la gestion et du budget à la Maison Blanche (OMB). Le Sénat a jusqu'ici confirmé moins de la moitié des 23 membres du cabinet de Joe Biden, arrivé au pouvoir le 20 janvier.

## ETATS UNIS - DROITS HOMMES

### Les Etats-Unis vont briguer un siège au Conseil des droits de l'homme de l'ONU

Les Etats-Unis vont briguer un siège au Conseil des droits de l'homme de l'ONU, a annoncé mercredi le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, marquant l'abandon de la politique de la chaise vide des années Trump. "J'ai le plaisir de vous annoncer que les Etats-Unis vont briguer un siège au Conseil des droits de l'homme pour le mandat 2022-2024.

Nous demandons humblement le soutien de tous les pays membres

de l'ONU dans notre souhait de siéger à nouveau dans cette institution", a indiqué M. Blinken, lors d'une intervention par visioconférence devant le CDH. L'ex-administration Trump avait annoncé, en juin 2018, qu'elle quittait l'institution basée à Genève et plus haute instance de l'ONU en charge de la défense des droits de l'homme.

"Les Etats-Unis placent la démocratie et les droits de l'homme au centre de leur politique étrangère,

parce qu'ils sont indispensables à la paix et la stabilité", a souligné M. Blinken. "Cet engagement est enraciné dans notre propre expérience d'une démocratie imparfaite et souvent en deçà de ses propres idéaux, mais essayant toujours de devenir un pays plus uni, plus respectueux et plus libre", a-t-il promis.

M. Blinken a loué l'utilité du Conseil et souligné son importance notamment pour "attirer rapidement l'attention sur des crises".

## NÉPAL

### La Cour suprême annule la décision du Premier ministre de dissoudre le Parlement

La Cour suprême du Népal a annulé mardi la décision du Premier ministre de dissoudre le Parlement, qualifiée d'"inconstitutionnelle".

"La Cour suprême a ordonné la réintégration de la Chambre des représentants dissoute après avoir conclu que la décision du gouvernement était inconstitutionnelle et contraire aux pratiques parlementaires", a déclaré Kishor Poudel, un responsable à la Cour suprême. Selon M. Poudel, la Cour a convoqué une session du Parlement d'ici treize jours.

En décembre, le Premier ministre K.P. Sharma Oli avait brusquement dissous le Parlement après avoir accusé les membres du Parti communiste, sa propre formation, de ne pas coopérer.

M. Oli a appelé à de nouvelles élections législatives en avril. Cette décision a plongé le Népal dans une nouvelle période d'incertitudes politiques, après des années d'instabilité et de gouvernements éphémères, également marquées par une série de séismes qui l'ont dévasté en 2015.

La décision de la Cour suprême a aussitôt été saluée par l'opposition mais aussi par les membres de la faction dissidente du propre parti du Premier ministre. Narayan Kaji Shrestha, porte-parole de cette faction, a estimé que la Cour avait "protégé l'esprit de la démocratie". "Le Premier ministre devrait démissionner pour des raisons éthiques en assumant la responsabilité de son atteinte à la constitution. Sinon, nous prendrons la décision nécessaire depuis le Parlement", a ajouté M. Shrestha.

Plus d'une dizaine d'ordonnances ont été déposées devant la Cour suprême pour contester la dissolution et des manifestations se sont multipliées, marquées par des affrontements avec les forces de l'ordre. La dissolution du parlement était intervenue après des mois de conflit entre M. Oli et Pushpa Kamal Dahal, ancien chef rebelle maoïste, l'ayant porté au pouvoir en 2018 avec la majorité des deux tiers des voix, lorsque leurs partis politiques ont fusionné. Le gouvernement de K.P. Sharma Oli essuie en outre des accusations de corruption et a été critiqué pour sa gestion de la pandémie de Covid-19.

## EQUATEUR - ELECTIONS

### Les indigènes à Quito pour exiger un nouveau décompte

Des centaines d'indigènes, partis il y a une semaine du sud de l'Equateur, sont arrivés mardi à Quito pour exiger un nouveau décompte du scrutin du 7 février, après l'exclusion de leur candidat présidentiel du second tour pour une différence minimale. "Nous avons recensé plus de 16.000 actes électoraux comportant des inconsistencies, sur un total de 39.000", a déclaré à la presse Yaku Perez, premier Amérindien à parvenir aussi loin à une élection présidentielle dans ce pays.

Entouré de ses partisans marchant en cortège sur plusieurs centaines de mètres, cet avocat écologiste de 51 ans est allé à pied au Conseil national électoral (CNE) pour déposer son recours demandant la révision de ces actes établis par les bureaux de vote. Au cri de "Yaku, ami, le peuple est avec toi", les manifestants brandissaient les bannières arc-en-ciel du mouvement indigène, sans se confronter aux forces de l'ordre qui cernaient le siège du CNE.

La marche avait débuté mercredi dernier à Loja, ville frontalière du Pérou, à près de 600 km de la capitale. Le candidat du parti Pachakutik, bras politique du mouvement indigène, "a présenté au Conseil national électoral un droit d'objection", afin que "soit vérifié ce qui a été fait par l'administration électorale", a expliqué à la presse Santiago Vallejo, secrétaire du CNE. Le CNE dispose de trois jours pour décider s'il accepte ou non le recours de Yaku Perez, qui a obtenu 19,39% des suffrages contre 19,74% à l'ex-banquier de droite Guillermo Lasso, 65 ans, selon les résultats définitifs annoncés dans la nuit de samedi à dimanche, deux semaines après le scrutin. Le leader indigène a manqué d'à peine 32.600 voix l'opportunité de disputer le second tour prévu le 11 avril face à l'économiste Andrés Arauz, 36 ans, poulain de l'ex-président socialiste Rafael Correa (2007-2017), arrivé en tête le 7 février avec 32,72% des suffrages.

"Nous demandons seulement que le processus électoral soit transparent", a ajouté Yaku Perez, en déposant les actes électoraux contenus dans 14 cartons.

Le CNE a rejeté mardi une requête de l'entité de contrôle public et du candidat indigène demandant de réviser le système informatique électoral avant le second tour.

## COMMÉMORATION DE LA DISPARITION DE MOULOUD MAMMERI

### Riche programme d'activités à Tizi-Ouzou

Un programme d'activités commémoratives à l'occasion du 32ème anniversaire de la disparition de l'écrivain anthropologue Mouloud Mammeri (1917-1983) est prévu du 25 au 28 février en cours à Tizi-Ouzou, rapporte mercredi un communiqué de la direction locale de la Culture et des Arts.

Expositions autour de la vie et l'œuvre de l'écrivain, vente dédicaces, récital poétique, projections cinématographiques, ateliers de lecture et de dessin ainsi que des conférences sont au programme de cette manifestation placée sous le thème "Mouloud Mammeri et la poésie de Si Mohand Ou Mhand" dans les différentes structures culturelles de la wilaya.

La manifestation verra, également, l'organisation d'une cérémonie au profit des lauréats du concours de poésie en hommage à Si Mohand Ou Mhand en collaboration avec l'association culturelle Mouloud Ferrouan.

Au programme aussi, un recueillement sur la tombe de l'écrivain dans son village natal Taourit-Mimoun, à Beni-Yenni.



## ETATS UNIS - POÉSIE - DÉCÈS

### Le poète américain Lawrence Ferlinghetti est mort à l'âge de 101 ans

Lawrence Ferlinghetti, poète américain majeur du 20e siècle mais aussi libraire et éditeur, est décédé lundi à l'âge de 101 ans dans sa maison de San Francisco, a annoncé sa librairie.

"Il a continué à écrire et à publier de nouveaux ouvrages jusqu'à ce qu'il ait 100 ans, et son œuvre lui assure une place dans le canon américain", a salué mardi dans un communi-

qué la mythique enseigne City Lights Booksellers and Publishers, qu'il avait cofondée à San Francisco en 1953.

Né à New York en 1919, cet homme de lettres a eu un rôle central dans l'établissement de la contre-culture américaine des années 1950, en fondant sa librairie mais aussi en éditant Jack Kerouac, Gregory Corso, William S. Burroughs ou

Allen Ginsberg. Il avait été arrêté en 1957 et jugé pour obscénité lors d'un procès historique (avant d'être finalement acquitté), pour avoir édité un des grands livres de la Beat Generation, "Howl", long poème halluciné de Ginsberg. Lawrence Ferlinghetti avait aussi écrit un recueil de poésie, vendu à plus d'un million d'exemplaires, "A Coney Island of the Mind" (1958, paru plus

tard en France sous le titre d'origine). Dans son communiqué, la librairie salue "son savoir et son amour pour la littérature, son courage dans la défense du droit à la liberté d'expression, et son rôle vital d'ambassadeur de la culture américaine". M. Ferlinghetti est mort des suites d'une pneumopathie interstitielle, selon ses enfants cités par des journaux américains.

## ARTS PLASTIQUES - EXPOSITION

### Rétrospective à Marseille (France) l'histoire des Arts plastiques en Algérie

Une exposition collective de toiles, organisée à Marseille (France), regroupant les travaux de plusieurs artistes algériens de générations différentes, présente une rétrospective sur l'histoire des arts plastiques en Algérie depuis les années 1960, indique le site Internet officiel de l'événement.

Intitulée "En attendant Omar Gatlati" (en référence au film éponyme réalisé en 1977 par Merzak Allouache), l'exposition, visible jusqu'au 16 mai prochain au Musée de l'Art contemporain "Triangle France-Astérides", met en valeur l'histoire des Arts plastiques en Algérie, à travers les toiles de 29 artistes-plasticiens issus d'Algérie et de la diaspora.

Les œuvres exposées, dont la plus ancienne date de 1965, proposent aux visiteurs un panorama sur la genèse de cette discipline artistique en Algérie, où des plasticiciens, de différents courants artistiques, ont donné libre cours à leur créativité prolifique pour raconter leur pays, dans ses dimensions traditionnelle, historique et patrimoniale.

Appartenant entre autre, aux courants abstrait, réaliste, naïf ou contemporain, les toiles traitent en substance de sujets en lien avec la société, la politique, les gens dans la pratique des us et coutumes, ou encore l'histoire.

L'exposition compte des œuvres d'artistes comme Kader Attia, Djamel Tatah, Baya, Fayçal Beghriche, Mohamed Khedda, Fella Tamzali, Mahboub Benbella et Zoubir Hellal. Ouverte uniquement aux artistes et aux professionnels pour des raisons de santé publique, en prévention contre la propagation de la pandémie de la Covid-19, l'exposition collective "En attendant Omar Gatlati" est organisée en collaboration avec le Centre national (français) pour les Arts plastiques.

APS

## PUBLICITÉ

**REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE**  
**WILAYA DE BORDJ BOU ARERIDJ**  
**DAIRA : BORDJ ZEMMOURA**  
**COMMUNE: OULED DAHMANE**  
**ARTICLE FISCAL : 34180171481**  
**NIS : 098434189000620**

### AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

**FOURNITURE DES PRODUITS ALIMENTAIRE AUX ECOLES PRIMAIRES COMMUNE OULED DAHMANE POUR L'ANNEE 2021**

Conformément à la réglementation de l'article 65 du décret présidentiel N° : 15/247 daté le: 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

- selon l'annonce d'avis d'Appel d'Offres Ouvert N° : 04/2020 paru dans le quotidien : "DK NEWS" \* le: 21/12/2020 et \* EL CHAHID \* le: 21/12/2020.

- selon le compte rendu de l'analyse des offres préparé par la commission compétente le: 10/01/2021

Le marché est attribué provisoirement suivant les lots aux soumissionnaires:

Nom soumissionnaire	Matricule Fiscal	Désignation	Prix Proposé		Prix Corrigé		Note	Délais
			Min	Max	Min	Max		
BEN ZAAZA KAMEL	197134190009925	LOT 01 Viandes+ œufs + poisson frais	3.410.000,00 DA	4.600.000,00 DA	3.410.000,00 DA	4.600.000,00 DA	40	L'année 2021
BEN ZAAZA KAMEL	197134190009925	LOT 02 : Produits Alimentaires Stockables + Pâtes + Produits Laitiers et Cés Dérivées	4.172.450,00 DA	8.216.500,00 DA	4.172.450,00 DA	8.216.500,00 DA	40	L'année 2021
MAAOUI SADANE	196534180017532	LOT 03 : Pain	1.275.000,00 DA	1.615.000,00 DA	1.275.000,00 DA	1.615.000,00 DA	40	L'année 2021
BEN ZAAZA KAMEL	197134190009925	LOT 04 Fruits et légumes	3.499.090,00 DA	6.280.600,00 DA	3.499.090,00 DA	6.280.600,00 DA	40	L'année 2021

Note : Conformément à la réglementation de l'article 82 du décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, les soumissionnaires qui contestent peuvent introduire un recours auprès de la commission des Marchés dans un délai de dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis dans les journaux quotidiens ou (BOMOP).

DK NEWS Anep : 2116003604 du 25/02/2021

**الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية**

**وزارة السكن والعمران والمدينة**  
**ولاية الجزائر**  
**ديوان الترقية والتسيير العقاري**  
**للدار البيضاء**

**MINISTRE DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DE LA VILLE**

**WILAYA D'ALGER**  
**OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIERE DE DAR EL BEIDA**

**OPGI**  
**DAR EL BEIDA**

### AVIS DE VENTE DES SERVICES PAR VOIE D'ADJUDICATION N°02/DG/2021

#### 02 EME Avis

L'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de Dar El Beida, met en vente par voie d'adjudication au plus offrant, conformément à l'arrêté du 25 février 1998 notamment l'article 03 sous plus cachetés : le droit au bail de locaux à usage services situés au niveau de la cite :

**Projet: 278 Logements SELLAM MADANI - DOUIRA**

- Les personnes intéressées par cet avis peuvent retirer le cahier des charges au niveau du service commercial de l'OPGI de Dar El Beida, sis à la Cité Rabia Tahar, Bt M5, Bab Ezzouar Alger, contre la somme de 3.000,00 DA non remboursable.

La date limite de dépôt des offres est fixée à (15 quinze) jours à compter de la première parution du présent avis sur les quotidiens nationaux.

**Projet: 278 Logements SELLAM MADANI - DOUIRA SERVICES**

N° d'ordre	N° Batiment	N° du SVC	Surface Local (M²)	Mise à Prix	Loyer (HT)	Observation
1	40	2	67,38	5 188 260,00	5 390,40	

DK NEWS Anep : 2116003631 du 25/02/2021

## CYBERATTAQUE AUX ETATS-UNIS Des pirates "disciplinés et concentrés", selon les experts

Les auteurs d'une cyberattaque ayant visé près de 18.000 sociétés aux Etats-Unis en 2020 étaient "disciplinés et concentrés", ont estimé mardi des experts en sécurité informatique, soulignant la nécessité du partage d'informations sur les menaces existantes.

L'attaque a débuté en mars, les pirates profitant d'une mise à jour d'un logiciel de surveillance développé par une entreprise du Texas, SolarWinds, utilisé par des dizaines de milliers d'entreprises et d'administrations dans le monde.

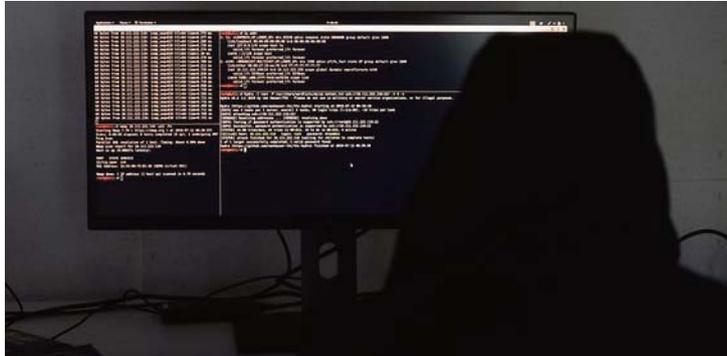
Des systèmes informatiques d'agences de gouvernement américain, parmi lesquelles les départements d'Etat, du Commerce, le Trésor, la Sécurité intérieure et les Instituts nationaux de la Santé ont été aussi visés.

L'attaque a été découverte en décembre par le groupe de sécurité informatique FireEye, lui-même victime de cyberattaques.

Les pirates "étaient disciplinés et concentrés", a affirmé devant la commission du renseignement au Sénat le patron de FireEye, Kevin Mandia.

"Ils visaient des cibles spécifiques, ils avaient un plan et un programme de collecte de données", a-t-il précisé.

"Nous avons des indices substantiels qui pointent vers l'Agence du renseignement extérieur russe, et aucun in-



dice ne nous mène autre part", a pour sa part estimé le président de Microsoft Brad Smith.

Les autorités américaines ont déjà désigné la Russie comme le principal suspect de cette attaque et le Washington Post a indiqué mardi que le gouvernement étudiait la possibilité d'imposer des sanctions à Moscou.

Microsoft avait révélé en décembre que les pirates avaient eu accès à une partie du code informatique de l'entreprise en piratant le compte d'un salarié. Selon Brad

Smith, "au moins 1.000 ingénieurs, très qualifiés et capables" ont participé à l'attaque "la plus sophistiquée que nous ayons jamais vu jusqu'ici" qui a aussi visé des sociétés au Mexique, au Canada, en Grande-Bretagne, en Belgique, en Espagne et aux Emirats arabes unis.

Autre faille utilisée par les pirates, l'absence d'une autorité centralisant les informations sur les cyberattaques alors que les contrats de Microsoft avec les agences gouvernementales interdisent à la société de communiquer

sur des attaques avec d'autres agences, a ajouté Brad Smith.

Parmi les pistes à explorer, le président de Microsoft a émis l'idée d'obliger une société victime de cyberattaque de faire une "notification confidentielle" à une entité gouvernementale qui serait chargée du partage de renseignement.

Le patron de FireEye a lui insisté sur la nécessité de protection juridique pour les entreprises comme SolarWinds face à d'éventuelles poursuites de ses clients victimes de cyberattaque.

## INDUSTRIE DE LA TÉLÉPHONIE Vietnam : les exportations de téléphones mobiles s'élèvent à près de 52 Mds USD

Les exportations de téléphones mobiles et composants électroniques du Vietnam ont atteint 51,8 milliards de dollars (MMUSD) en 2020, selon le Département vietnamien des douanes.

Cette performance a permis à ce segment à forte croissance de s'imposer en tête des produits exportés du Vietnam, ajoute la même source.

La Chine et les Etats-Unis figurent en tête des importateurs de téléphones mobiles produits au Vietnam, suivis de la Corée du Sud, Hong Kong, les Emirats arabes unis, l'Allemagne et les Pays-Bas.

Cependant, 2020 a été considérée comme une année morose pour ce segment, qui a connu pour la première fois une légère baisse de 0,4% après 11 ans de présence dans la liste des marchandises d'exportation affichant une croissance continue.

Le pays d'Asie du sud-est est en train de se frayer une place de plus en plus prépondérante dans un secteur qui cherche à réduire sa dépendance vis-à-vis des usines chinoises.

La rentabilité du "made in China" est affectée par le conflit commercial entre les Etats-Unis et la Chine. Selon le cabinet Counterpoint, basé à Hong Kong, la part de la Chine dans la production mondiale des smartphones est tombée de 75% en 2016 et 68% en 2019.

## CHINE - ESPACE La sonde chinoise Tianwen-1 entre en orbite de stationnement autour de Mars

La sonde chinoise Tianwen-1 est entrée mercredi en orbite de stationnement autour de Mars après avoir effectué une manœuvre orbitale, a annoncé l'Administration nationale de l'espace de Chine (ANEC).

A 6h29 (heure de Pékin), Tianwen-1 est entrée en orbite de stationnement, son point le plus proche de la planète étant à 280 km et son point le plus éloigné à 59.000 km.

Il faudra environ deux jours martiens à Tianwen-1 pour boucler un cercle (un jour martien est environ 40 minutes de plus qu'un jour sur Terre), a indiqué l'ANEC.

Tianwen-1, qui comprend un orbiteur, un atterrisseur et un rover, restera en orbite pendant environ trois mois.

L'ANEC a ajouté que les charges utiles sur l'orbiteur seront toutes mises en marche pour l'exploration scientifique.

La caméra à moyenne résolution, la caméra à haute résolution et le spectromètre effectueront une étude détaillée de la topographie et du climat poussiéreux de la zone d'atterrissage présélectionnée en vue d'un atterrissage.

Le 23 juillet 2020, Tianwen-1 a été lancée depuis le site de lancement des vaisseaux spatiaux de Wenchang, dans la province insulaire de Haïnan, dans le sud de la Chine.

La sonde a voyagé dans l'espace pendant 215 jours et se trouve actuellement à environ 212 millions de km de la Terre.

Elle est entrée en orbite autour de Mars le 10 février et a effectué deux ajustements orbitaux les 15 et 20 février.

APS

## INTERNET

### Le Canada et l'Australie coopèrent pour réglementer les Gafa, selon Ottawa

Le Premier ministre canadien Justin Trudeau et son homologue australien Scott Morrison vont coordonner leurs efforts pour contraindre les géants de la tech à rémunérer les médias pour leurs contenus, a annoncé Ottawa mardi après un entretien entre les deux dirigeants.

"Les premiers ministres ont souligné la coopération grandissante entre le Canada et l'Australie en ce qui concerne la réglementation des plateformes en ligne", indique le communiqué.

"Ils ont convenu de continuer de coordonner leur travail visant à contrer les préjudices en ligne et à s'assurer

que les revenus des géants du Web sont partagés plus équitablement avec les créateurs et les médias", précise-t-il.

Les deux chefs de gouvernement se sont parlé lundi, après que Facebook a bloqué des contenus d'actualité la semaine dernière en Australie, en riposte à un projet de loi sur le sujet examiné au Parlement.

La mesure prise par le géant technologique, qui fait partie des Gafa (Google, Amazon, Facebook et Apple), a suscité l'indignation de l'Australie ainsi que dans de nombreux pays avant que le géant américain des réseaux sociaux n'annonce mardi la levée du blocage.

Le projet de loi, premier du genre au monde, suscite l'opposition des mastodontes du secteur: il est censé gouverner les relations entre des médias en grandes difficultés financières et les géants qui dominent l'Internet. Le Canada, l'Union européenne et d'autres pays entendent réglementer ce secteur, comme l'a fait la France en juillet 2019 en instaurant une taxe sur le chiffre d'affaires des Gafa. En parallèle, des négociations ont été engagées sous l'égide de l'OCDE pour aboutir à un accord sur la mise en place d'une telle taxe au niveau international, et selon des règles acceptables par tous les pays.

## USA - INTERNET

### Victoire pour la neutralité du net en Californie

La Californie a remporté une victoire majeure mardi dans son combat pour la "neutralité du net", un principe qui garantit le même accès à tous au réseau: une cour fédérale a statué que la loi de cet Etat américain adoptée fin 2018 pouvait enfin être appliquée. "Le tribunal a rejeté les efforts des entreprises de télécommunications pour empêcher l'application de la loi sur la neutralité du net que j'ai rédigée, SB822! La cour a décidé que la Californie avait l'autorité pour protéger la neutralité du net", a tweeté le sénateur californien Scott Wiener. Le juge a tranché contre les fournisseurs d'accès à internet (FAI) qui contestaient la loi californienne. Cet Etat, berceau de

la Silicon Valley, a voté en 2018 pour le retour de la neutralité, alors que l'agence fédérale des communications (FCC), régulateur américain du secteur, s'était prononcée en 2017 pour la fin de ce principe voté deux ans auparavant, sous l'administration Obama.

Cette abolition permet aux FAI de moduler la vitesse de débit internet en fonction du contenu qui passe dans leurs "tuyaux". La Californie et la plupart des plateformes s'opposent à cet internet "à deux vitesses" et défendent un accès égalitaire aux contenus en ligne. En octobre 2018, le gouvernement républicain de Donald Trump avait porté plainte contre la Californie, fief démocrate et Etat le plus

peuplé et le plus riche des Etats-Unis, craignant que d'autres Etats ne suivent son exemple. "Quand la FCC, malgré mon objection, était revenue en arrière sur la neutralité du net, des Etats comme la Californie avaient cherché à remplir le vide avec leurs propres lois", a tweeté mardi Jessica Rosenworcel, la présidente par intérim de la FCC, depuis que Joe Biden a pris ses fonctions en janvier.

"Ce soir une cour a décidé que la loi de l'Etat entraine en vigueur. C'est une nouvelle importante pour la politique de +l'internet ouvert+", a-t-elle ajouté. Les partisans de la "neutralité" - qui comptent dans leurs rangs de grandes entreprises technologiques comme Amazon, Facebook

ou Google mais aussi de plus petites - craignaient que les FAI ne fassent payer plus cher pour un débit plus rapide, ou bloquent certains services leur faisant concurrence, comme la vidéo à la demande, la téléphonie par internet ou les moteurs de recherche. Des FAI comme AT&T ou Comcast commercialisent aussi des services de télévision et de vidéo en streaming sur internet, gourmands en bande passante.

"La loi SB822 est la meilleure loi de neutralité du net du pays", s'est félicité Scott Wiener. "Nous avons travaillé très dur pour la faire adopter malgré l'opposition massive de grands groupes. La Californie peut désormais protéger un internet ouvert".





## BOXE/JO-2020

## Les sélections algériennes en stage à Alger

Les sélections algériennes de boxe seniors (messieurs et dames) effectueront à partir de samedi prochain un stage de préparation au Complexe sportif "Sveltesse" de Chéraga (Alger), en prévision des Jeux olympiques 2020 de Tokyo décalés à 2021, a appris mercredi l'APS de l'instance fédérale.

Pour ce stage qui se poursuivra jusqu'au 14 mars, le staff technique national de la sélection masculine, composé des entraîneurs Ahmed Dine et Marchoud Bouhous, a fait appel à dix boxeurs, dont Mohamed Flissi, Abdelhafid Benchebla et Chouaib Bouloudinats, tous qualifiés aux JO-2020 de Tokyo.

De son côté, la sélection féminine, composée de quatre boxeuses, sera au rendez-vous de cette nouvelle étape de préparation, sous la conduite des entraîneurs Abdelghani Kenzi, Khaled Harima et Brahim Makhlouf.

Par ailleurs, la direction technique nationale (DTN) a programmé un stage et tournoi international du 15 au 21 mars à Istanbul (Turquie), mais rien n'a été officialisé jusqu'à ce jour à cause des mesures de restrictions de voyage à l'étranger en raison



de la pandémie de la Covid-19.

Les sélections nationales féminine et masculine préparent les championnats arabes prévus en février prochain au Koweït ainsi que les Jeux olympiques 2020 de Tokyo.

Pour rappel, sept boxeurs algériens dont deux dames ont arraché leur billet pour les JO-2020 de Tokyo. Il s'agit de Mohamed Houmri (81 kg), Chouaib Bouloudinats (+91 kg), Mohamed Flissi (52 kg), Younes Nemouchi (75 kg) et

Abdelhafid Benchebla (91 kg) chez les messieurs.

Les dames algériennes ont arraché deux qualifications historiques aux JO grâce à Româissa Boualem (51 kg) et Imane Khelif (60 kg).

## Les athlètes convoqués :

Messieurs : Mohamed Flissi (52 kg), Ouassama Mordjane (57 kg), Omar Amar (57 kg), Abdelli Yahia (63 kg), Kramou Chemseddine (69 kg), Ait Beka Youghourta (69 kg), Younes Nemouchi (75 kg), Houmri Mohamed (81 kg), Abdelhafid Benchebla (91 kg) et Chouaib Bouloudinats (+91 kg).

Entraîneurs : Ahmed Dine et Marchoud Bouhous

Dames : Boualem Româissa (51 kg), Senoussi Fatima-Zohra (60 kg), Khelif Imane (57 kg) et Ichrak Chaib (75 kg).

Entraîneurs : Abdelghani Kenzi, Khaled Harima et Brahim Makhlouf.

## JEUX OLYMPIQUES-2020

## L'Inde veut vacciner ses athlètes

L'Inde, à l'instar de la Hongrie, la Serbie et le Mexique, a exprimé sa volonté d'accorder une forme de priorité aux athlètes olympiques, qualifiés pour les Jeux olympiques et Paralympiques de Tokyo au Japon, dans le processus de vaccination contre la pandémie du coronavirus (Covid-19), ont rapporté, mercredi les médias locaux, citant le ministre des Sports.

Le ministre indien des

Sports, Kiren Rijiju a révélé, aux médias, avoir demandé à son homologue de la Santé de placer les futurs olympiens en deuxième position, après les médecins et le personnel des hôpitaux.

"La première vague de vaccination lancée en Inde, où le nombre de cas dépasse les 11 millions, concerne les combattants du COVID-19. Lorsqu'elle sera terminée, nous entamerons la seconde

phase. Nous nous concentrons alors sur nos sportifs, pour les placer dans les meilleures conditions possibles avant les Jeux de Tokyo", a expliqué Kiren Rijiju. Jusqu'à présent, 74 Indiens se sont qualifiés pour les Jeux olympiques dans sept sports: boxe, hockey, tir, équitation, tir à l'arc, lutte et athlétisme, et 24 aux Jeux paralympiques, bien que la qualification soit toujours en cours dans le nombre sports.

Tôt admise dans la famille olympique en 1927, l'Inde reste fidèle avec 22 participations et elle fait partie du "noyau dur" des 28 nations olympiques les plus fidèles aux Jeux olympiques.

Durant ses 22 olympiades, l'Inde n'a récolté que 28 médailles depuis son indépendance (1947), avec un bilan qui a suscité l'étonnement de beaucoup d'observateurs étrangers.

## ATHLÉTISME - AG ÉLECTIVE DE LA FAA

## Boukaïs - Louail, acte II mercredi à Alger

L'assemblée générale électorale (AGE) de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA), tenue le 8 février mais finalement invalidée par la Commission nationale de suivi du renouvellement des instances sportives pour des "anomalies" et "irrégularités", sera refaite mercredi à Alger avec toujours les mêmes candidats, Yacine Louail et Farid Boukaïs.

Ce dernier, président de la Ligue d'athlétisme de Tizi-Ouzou, avait été élu la première fois à la tête de la FAA après avoir récolté 39 voix devant son unique concurrent, l'ancien athlète Louail qui, lui, n'avait obtenu que 33 voix. Finalement, les compteurs seront remis à zéro mercredi, après que ladite commission a examiné les recours introduits par trois membres statutaires de l'assemblée générale de la FAA, en l'occurrence Yacine Louail, Kamel Benmissi et Sid-Ali Sakhri, au sujet de "anomalies" et "entraves" pendant les travaux de l'AGE, avant d'annoncer l'invalidation des résultats. Contacté par l'APS, Farid Boukaïs a indiqué mardi qu'il "acceptera en toute sportivité" une éventuelle défaite lors de la nouvelle assemblée électorale de l'instance, "car mettant l'intérêt de la discipline au-dessus" de toute autre considération. "J'étais en mesure de recourir au Tribunal arbitral du sport après la première invalidation, mais je ne l'ai pas fait et je ne compte pas le faire, même en cas de défaite lors de la prochaine AGE, car cette situation risque de pénaliser sérieusement l'athlétisme algérien et ce n'est pas du tout mon intention", a-t-il assuré. "L'Algérie sera le pays hôte des prochains Championnats d'Afrique d'athlétisme, sans parler des Jeux Olympiques de Tokyo, auxquels des athlètes comme Taoufik Makhloufi ne pourront pas participer en cas de suspension", selon le président de la Ligue de Tizi-Ouzou. Outre Boukaïs, l'AG avait élu sept membres, dont une dame, pour faire partie du nouveau Bureau fédéral, à savoir : Hocine Boukendoul (40 voix), Hamid Rahmouni (35 voix), Tahar Bekhouche (32 voix), Mokhtaria Safi (31 voix), Ferhat Azzem (28 voix), Mohamed Toumi (24 voix) et Laïd Bessou 23 (voix). "Lorsque j'ai introduit ce recours, ce n'était pas pour jouer les trouble-fête, mais uniquement

par souci de transparence. J'ai toujours lutté pour ça. Donc, lorsque j'ai remarqué des anomalies dans le déroulement de la première AGE, j'ai immédiatement réagi, avec comme principal souci, le rétablissement des choses dans la légalité. Ce qui est déjà une victoire pour moi", a expliqué l'autre candidat à la présidence de l'instance, Yacine Louail. "A présent que les choses sont revenues dans la légalité, j'espère que tout se déroulera pour le mieux lors de l'assemblée de mercredi", a-t-il ajouté, se disant "optimiste" quant à la possibilité de battre Boukaïs lors de ce deuxième suffrage. En effet, avec l'aboutissement du recours introduit par les membres contestataires, la composante de l'Assemblée de la FAA a subi des changements, y compris dans le nombre de votants, ce qui pourrait faire l'affaire de Louail. Initialement prévue au siège du Comité olympique et sportif algérien (COA), cette AGE aura lieu finalement à la salle de conférences du stade 5-Juillet, car considérée beaucoup plus spacieuse.

## FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE JUDO

## L'AGE fixée au 10 avril

La Fédération algérienne de judo (FAJ), tiendra son assemblée générale électorale pour le cycle olympique 2021-2024, le 10 avril (14h00), au siège du Comité olympique et sportif algérien (COA), a appris l'APS mercredi auprès de l'instance fédérale.

Ce rendez-vous électoral sera précédé par une assemblée générale ordinaire, le 25 mars (09h00) au même lieu, au cours de laquelle seront examinés les bilans moral et financier de la saison 2020, ainsi que le bilan du cycle olympique 2017-2021.

"Les membres de la Fédération ont retenu les dates du 25 mars et 10 avril pour le déroulement respectivement des AGO et AGE au siège du COA", a indiqué à l'APS, le président de la FAJ, Rachid Larass.

Les travaux de l'AG ordinaire permettront en outre l'élection des membres des commissions de candidatures, de recours et de passage de consignes, et ce en prévision de la tenue de l'AG électorale. Interrogé sur une éventuelle candidature pour un second mandat olympique, le président sortant, Rachid Larass a indiqué qu'il restait "indécis" et que "les choses seront plus claires lors des jours à venir".

## JEUX OLYMPIQUES-2020

## "Le temps est venu de trancher en faveur de l'absence de spectateurs" (membre de l'exécutif)

Les voix commencent à se faire entendre au Japon pour appeler au huis clos des Jeux olympiques et Paralympiques de Tokyo, alors que le mouvement olympique est toujours dans l'attente de la décision des organisateurs sur la présence ou non de spectateurs, a rapporté mercredi le quotidien le Mainichi Shim-bun.

La championne du monde de judo en 1984, Kaori Yamaguchi, aujourd'hui membre du conseil exécutif de Tokyo 2020, a confié au journal nippon que "le moment était sans doute venu de trancher la question en faveur d'une absence de spectateurs, au moins étrangers".

"Le public japonais a connu ces derniers mois une succession de hausses et de baisses du nombre des infections. Même lorsque l'état d'urgence sera levé, il ne sera pas facile de dissiper les craintes d'une nouvelle propagation du virus. Pendant les Jeux, les athlètes seront dans le village, où il sera possible de contrôler leurs déplacements et gérer leur éventuel isolement. Mais il sera très difficile d'en faire autant avec les touristes étrangers venus pour les Jeux", a indiqué Yamaguchi. Les organisateurs ont réitéré maintes fois, au cours des derniers mois, que la décision concernant la présence du public serait prise au printemps. Elle pourrait intervenir dans les semaines à venir. Les Jeux olympiques sont prévus du 23 juillet au 8 août, alors que ceux des handicapés, les Paralympiques, ils sont programmés juste après, du 24 août au 5 septembre.

## FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE BODYBUILDING, FITNESS ET POWERLIFTING

## L'AG électorale fixée au 18 mars

L'Assemblée générale électorale (AGE) de la Fédération algérienne de bodybuilding, fitness et powerlifting (FABBFP), se tiendra le 18 mars (9h00) au complexe sportif Sveltesse de Chéraga (Alger), a-t-on appris mardi auprès du secrétaire général de l'instance, Abdelkader Benbachir. Cette AGE sera précédée par une assemblée ordinaire (AGO), prévue le 8 mars (9h00) également au complexe sportif Sveltesse, pour l'examen des bilans moral et financier de l'exercice 2020 et la désignation des membres des trois commissions (candidatures, recours et passage de consignes) afin de préparer les élections. Il y a lieu de rappeler que le président de la FABBFP, Moussa Messaour et son bureau fédéral, ont été suspendus par le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) en octobre 2020. Suite à cette décision, un directeur composé de trois membres a été installé afin de gérer les affaires courantes de l'instance fédérale pour le reste du mandat olympique. Il s'agit de Smlala Abdennour (président), Dali Mokhtar (membre) et Rachidi Kamel (membre). Réélu en 2017 pour un deuxième mandat consécutif à la tête de la FABBFP, Messaour avait déjà eu un passage en tant que président de l'instance fédérale entre 2006 et 2009. Il occupe également le poste de président de la Confédération africaine de powerlifting. Messaour était en conflit avec plusieurs athlètes algériens de la discipline.

## LIGUE DES CHAMPIONS D'AFRIQUE (2E J/ GR.D) MCA-EST (1-1) Les Algérois ratent le coche

Dans un derby maghrébin très disputé, le MC Alger a raté une belle occasion de s'emparer de la tête du classement du groupe D de la phase de poules de la Ligue des champions, en se contentant du match nul face à l'ES Tunis (1-1), mardi soir au stade olympique du 5-juillet d'Alger.

La première action de la partie a été tunisienne (3e).

La nouvelle recrue ivoirienne de l'EST William Togui, seul dans le deuxième poteau, a raté de peu le cadre, suite à un centre retraité du latéral gauche algérien Lyes Chetti.

Le début de la rencontre a été plutôt timide côté algérois, puisque aucune occasion franche n'a été enregistrée durant le premier quart d'heure de jeu, face à une équipe tunisienne bien en place.

Alors que le club tunisien maîtrisait les débats, le Mouloudia est parvenu à ouvrir le score, contre le cours de jeu, par l'entremise de Billel Bensaha (27e), sur un retraité du côté droit de Belkhir.

Le joueur, prêté durant l'intersaison par l'EST au MCA, a réussi à tromper la vigilance du portier tunisien Ben Mustapha, d'un tir du pied gauche dans la surface.

Une réalisation qui a permis aux Algérois de se libérer, et de monter d'un cran dans l'objectif de corser l'addition.

Le capitaine Abderrahmane Hachoud a failli faire le break sur un coup franc direct peu avant la mi-temps (42e), repoussé difficilement par le gardien de but tunisien.

Après la pause, les visiteurs sont revenus avec des intentions plus offensives pour refaire leur retard, ce qui



leur a permis de remettre les pendules à l'heure par l'Algérien Abderaouf Benguit (60e), bien servi par le capitaine Fousseyni Coulibaly.

Une égalisation qui a fait sortir le club algérois de son périmètre, pour aller inquiéter la défense de l'Espérance, cette dernière a bien résisté face aux assauts du MCA.

Les changements apportés dans le dernier quart d'heure par l'entraîneur Abdelkader Amrani se sont avérés infructueux.

Il s'agit du deuxième match nul de suite pour le "Doyen", après le point décroché lors de la journée inaugurale au Caire devant le Zamalek (0-0).

Dans l'autre match de cette poule, la formation égyptienne du Zamalek, vice-champion d'Afrique, est allée tenir en échec à Thiès les Sénégalais de Teungueth FC (0-0).

Lors de la 3e journée, prévue les 5 et 6 mars prochain, le MCA se rendra au Sénégal pour défier Teungueth FC, alors que l'EST recevra le Zamalek dans une belle affiche qui promet.

### Les équipes entrantes :

**MCA :** Salhi, Hachoud, Lamara (Brahimi, 64e), Haddad, Saâdou (Merouani, 81e), Harrag (Bourdîm, 81e), Rebiaï, Isla, Bensaha (Addadi 75e), Belkhir, Frioui

**EST :** Ben Mustapha, Naguez, Chetti, Bedrane, Yaâkoubi, Coulibaly, Benguit, Ben Romdhane, Badri (El Houini, 73e), Togui (Ben Khalifa, 86e), Khalid (Khenissi, 73e).

### Le point à l'issue de la 2e journée

Point du groupe D de la Ligue des champions d'Afrique de football, après les matchs de la 2e journée, disputés mardi :

Teungueth FC (Sénégal) - Zamalek (Egypte) 0-0  
MC Alger (Algérie) - ES Tunis (Tunisie) 1-1

Classement :	Pts	J
1. ES Tunis	4	2
2. MC Alger	2	2
--. Zamalek	2	2
4. Teungueth	1	2

### Déjà joué :

ES Tunis - Teungueth FC 2-1  
Zamalek - MC Alger 0-0

### Reste à jouer :

**3e journée (5-6 mars) :**

Teungueth FC - MC Alger

ES Tunis - Zamalek

**4e journée (16 mars) :**

MC Alger - Teungueth FC

Zamalek - ES Tunis

**5e journée (2-3 avril) :**

Teungueth FC - ES Tunis

MC Alger - Zamalek

**6e journée (9-10 avril) :**

ES Tunis - MC Alger

Zamalek - Teungueth FC

**NB :** les deux premiers de chaque groupe se qualifient pour les quarts de finale.

## LIGUE DES CHAMPIONS Le coach de l'ES Tunis satisfait du nul à l'extérieur face au MC Alger

L'entraîneur de l'ES Tunis, Mouine Chaabani, s'est déclaré satisfait du nul (1-1) obtenu mardi soir hors de ses bases face au MC Alger, en match comptant pour la 2e journée du groupe D de la Ligue des champions d'Afrique de football, soulignant que l'adversaire a posé "beaucoup de problèmes" à son équipe.

"Nous nous sommes rendus à Alger avec la ferme ambition de l'emporter (...) Nous avons bien débuté la partie, en nous créant deux occasions de buts franches, mais l'adversaire nous a posé beaucoup de problèmes avec son jeu direct, les duels et les ballés arrêtées", a affirmé le technicien des "Sang et Or".

Le but marqué en première

mi-temps par le Mouloudia "a influé sur le moral des joueurs, mais les changements opérés en deuxième période ont permis d'améliorer le rendement et aidé l'équipe à arracher l'égalisation.

C'est vrai que nous avons laissé beaucoup d'espaces à l'adversaire, il y avait aussi trop de précipitation et les joueurs ont manqué de réalisme devant les buts, à cause de leur détermination à revenir au score", a-t-il ajouté.

L'EST domine, certes, son groupe avec une victoire et un nul, mais le chemin est encore long, a-t-il prévenu.

"Notre objectif est de remporter les prochains matches à domicile et de réaliser des résultats positifs hors de nos bases

dans ce groupe qui est l'un des plus difficiles de la phase de poules", a conclu Chaabani.

Le MCA a ouvert le score à la 27e minute grâce à Billel Bensaha, avant que l'EST n'égalise en seconde période (60e) par le joueur algérien Abderaouf Benguit.

Dans l'autre match de cette poule, la formation égyptienne du Zamalek, vice-champion d'Afrique, est allée tenir en échec à Thiès, les Sénégalais de Teungueth FC (0-0).

A l'issue de cette journée, l'EST conforte sa position de leader avec 4 points, soit deux longueurs d'avance sur le MCA et le Zamalek, qui comptent deux points chacun. Teungueth ferme la marche avec un point.

## LIGUE 1 (15E J) Duel à distance entre les co-leaders, MCA-JSK à l'affiche

Le "clasico" entre le MC Alger et la JS Kabylie constituera l'affiche de la 15e journée du championnat de Ligue 1 de football, prévue vendredi et samedi et marquée également par le duel à distance entre les co-leaders, l'ES Sétif et l'Olympique Médéa, qui accueilleront respectivement le CS Constantine et l'ASO Chlef.

La 102e confrontation dans l'histoire entre le MCA (9e, 19 pts) et la JSK (6e, 21 pts) en championnat sera certainement très disputée de part et d'autre.

Auréolée de sa qualification pour la phase de poules de la Coupe de la Confédération, la JSK constituera un sérieux client pour le "Doyen", qui n'a plus gagné face aux "Canaris" depuis la saison 2017-2018 (2-0 au stade Omar-Hamadi, ndlr).

Lors des deux dernières sorties à Alger, la JSK n'avait pas fait dans la dentelle en s'imposant largement face au Mouloudia (5-0) en 2018 et (3-0) en 2019.

De son côté, le MCA, tenu en échec mardi soir à domicile par l'ES Tunis (1-1) en Ligue des champions, doit se remettre en question et chercher à renouer avec la victoire, d'autant qu'il reste sans le moindre succès lors des six derniers matchs, toutes compétitions confondues.

La dernière victoire du Mouloudia remonte au 16 janvier dernier, en déplacement face à l'ES Sétif (1-0).

Cette même ESS (1re, 27 pts), qualifiée à l'instar de la JSK pour la phase de poule de la Coupe de la Confédération, recevra l'ASO Chlef (12e, 16 pts), humiliée lors de la précédente journée à domicile par la JS Saoura (0-6).

Les Sétifiens partiront largement favoris face à l'ASO Chlef, qui espère relever rapidement la tête après la déconvenue de samedi dernier.

Pour sa part, le co-leader médéen aura à cœur de se racher à la maison face au CS Constantine (15e, 13 pts), quelques jours après sa défaite à Alger devant le Paradou AC (2-1), qui est venue mettre fin à dix matchs d'invincibilité.

Le CSC, sèchement battu à domicile par le MC Oran (1-3), devra impérativement réagir dès cette sortie et le nouvel entraîneur Miloud Hamdi est appelé à trouver des solutions avant que la situation ne se complique davantage.

A Béchar, la JS Saoura (3e, 26 pts), dont le compartiment offensif a fait parler la poudre à Chlef, aura une belle occasion d'enchaîner une autre victoire, à l'occasion de la réception de l'US Biskra (15e, 13 pts), dans un derby du Sud qui s'annonce a priori déséquilibré.

La JSS pourrait même tendre à s'emparer provisoirement de la tête du classement, en cas de victoire, cu-

mulée à de faux-pas de l'ESS et de l'OM.

### Match à "six points" à Sidi Bel-Abbès

Toujours dans le haut du tableau, le MC Oran (4e, 24 pts), qui reste sur deux victoires de suite, tentera de faire la passe de trois, lors de la réception du PAC (7e, 20 pts), vaincu depuis quatre rencontres.

Les Oranais, qui espèrent rester au contact du peloton de tête, devront également confirmer leur statut de meilleure équipe à domicile depuis le début de l'exercice, en compagnie de la JS Saoura, avec un bilan de 16 points pris sur 18 possibles.

L'AS Ain M'lila (5e, 23 pts), l'autre révélation de la saison en compagnie de l'OM, espère préserver sa série d'invincibilité (5 matchs de suite, ndlr), en accueillant le WA Tlemcen (13e, 14 pts).

Dirigé sur le banc par l'entraîneur Abdelkader Iaiche, l'ASAM bénéficiera des faveurs des pronostics, les statistiques à la maison plaident en sa faveur (14 points pris sur 21 possibles) pour décrocher sa 7e victoire de la saison.

Dans le ventre mou du classement, l'USM Alger (10e, 18 pts) aura une belle occasion de sortir la tête de l'eau et mettre fin à une mauvaise série de trois matchs sans victoire, à l'occasion de la réception de l'un des mal-classés, le NC Magra (18e, 10 pts).

Ayant concédé d'eux défaits de suite, l'USMA n'a plus droit à l'erreur si elle veut renouer avec la gagne et rassurer ses supporters.

Le NCM, lui, doit puiser dans ses ressources pour éviter la défaite, d'autant que son bilan en dehors de ses bases lui est largement défavorable (2 points décrochés sur 18 possibles).

De son côté, le RC Relizane (11e, 17 pts) abordera son match en déplacement face au NA Hussein-Dey (13e, 14 pts) avec l'intention d'enchaîner une troisième victoire de suite et enfoncer davantage les "Sang et Or", en proie au doute. Le Nasria, qui peine à amorcer son envol en dépit de l'arrivée à la barre technique de l'entraîneur Dziri Billel, devra impérativement réagir, alors qu'il n'a pris qu'un point seulement lors des trois derniers matchs.

Enfin, les deux relégués USM Bel-Abbès (17e, 11 pts) et JSM Skikda (19e, 8 pts) s'affronteront avec l'intention de s'imposer et enclencher leur mission de sauvetage dans un match à "six points".

Le match CA Bordj Bou Arréridj - CR Belouizdad a été reporté à une date ultérieure, en raison de l'engagement du Chabab en phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique.

## LIGUE 1 (JS KABYLIE)

## Blessé à l'adducteur, Benchaïra indisponible une semaine

Le milieu défensif de la JS Kabylie Mohamed Benchaïra, blessé à l'adducteur, sera indisponible pour une semaine et ratera le "clásico" en déplacement face au MC Alger samedi (16h00), dans le cadre de la 15<sup>e</sup> journée du championnat de Ligue 1 de football, a annoncé son club mercredi.

"Benchaïra a subi avant hier des examens médicaux pour se situer sur la nature de sa blessure.

L'IRM (imagerie à résonance magnétique, ndlr) a révélé une tendinite au niveau de l'adducteur.

Selon le staff médical du club, le joueur sera soumis au repos et aux soins pendant une semaine avant de retrouver le chemin des entraînements", a indiqué la JSK dans un communiqué publié sur sa page officielle Facebook.

Le joueur a ressenti des douleurs dimanche, lors de la réception du Stade malien (1-0) au stade du 1<sup>er</sup>-novembre de Tizi-Ouzou, dans le cadre des 16<sup>es</sup> de finale "bis" (retour) de la Coupe de la Confédération.

Qualifiée à la phase de poules de la Coupe de la Confédération, la JSK pointe à la 7<sup>e</sup> place au classement de Ligue 1 avec 20 points, en compagnie du CR Belouizdad.

## LIGUE 1 - OGC NICE

### Youcef Atal de retour à l'entraînement

Le défenseur international algérien de l'OGC Nice Youcef Atal, éloigné des terrains depuis trois semaines en raison d'une blessure à la cuisse, a repris l'entraînement collectif ce mardi, a indiqué le club de Ligue 1 française sur son site officiel.

Le latéral algérien a pris part à la séance collective à l'instar des autres joueurs nigéris blessés: Jordan Lotomba, Kasper Dolberg et Danilo, à trois jours de leur déplacement à Rennes, précise la même source.

Les joueurs de l'entraîneur Adrian Ursea s'entraîneront à deux reprises mercredi, puis une dernière fois jeudi, avant leur duel face aux Bretons vendredi à 21h00 en ouverture de la 27<sup>e</sup> journée du championnat de France de Ligue 1, selon le club azuréen.

Pour rappel, l'ancien joueur de Paradou avait contracté une blessure à la cuisse lors de la rencontre contre Lens.

Il avait ressenti une douleur à la cuisse, quelques secondes après avoir signé le but de la victoire du pied gauche.

Les examens avaient révélé une petite déchirure alors que Atal était en passe de retrouver son meilleur niveau depuis quelques matchs et qui venait tout juste d'ouvrir son compte cette saison.

Il avait manqué les dernières rencontres de son équipe contre Monaco le 3 février puis face à Angers quatre jours plus tard et le 10 février, en 32<sup>e</sup> de coupe de France, à Nîmes.

Il a également raté les matchs des Aiglons à Paris puis à Marseille les 14 et 17 février.

Le retour de l'international algérien constitue une bonne nouvelle pour Nice, actuellement 16<sup>e</sup> au classement, et qui lutte pour quitter la zone rouge.

APS

## LIGUE 2 ALGÉRIENNE

## Trois chocs à l'affiche de la 3<sup>e</sup> journée

Les chocs USM El Harrach - JSM Béjaïa et USM Blida - RC Kouba, entre anciens pensionnaires de l'élite, seront à l'affiche de la troisième journée de Ligue 2, prévue ce week-end et qui sera marquée par d'autres duels intéressants, y compris dans les groupes Est et Ouest, notamment, US Chaouïa - MO Constantine et ASM Oran - US Remchi.

Ce sont cependant les chocs entre ténors qui devraient le plus captiver l'attention, car outre le standing des différents antagonistes, l'enjeu sera de taille, particulièrement dans le duel USM-HJSMB, entre actuels co-leaders du groupe Centre, avec quatre points pour chaque club. L'enjeu devrait être également de taille dans le duel USMB-RCK, entre le club hôte qui a raté son entrée en matière, en concédant deux défaites en autant de matchs, et le club visiteur, actuel co-leader, avec l'USMH, le RCK et l'ES Ben Aknoun. Une obligation de résultats qui devrait donc donner lieu à de

chaudes empoignades, tout comme cela devrait être le cas dans les autres duels, particulièrement USC-MOC et ASMO-USR. A suivre également la prestation du nouveau promu, ES Ben Aknoun, qui a admirablement bien démarré sa saison, en étant co-leader à l'issue des deux premières journées, et qui aura peut-être l'occasion d'améliorer son ratio, en rendant visite au WRM'sila, actuelle lanterne rouge, avec zéro point au compteur. Outre les matchs suscités, d'autres duels intéressants devraient tout autant valoir le détour,



notamment, dans le groupe Est, avec ces chaudes empoignades entre l'AS Khroub et le DRB Tadjanet, ainsi que CA Batna - MC El Eulma.

En effet, outre l'USMB et le WRM'sila, le MCEE est le seul des 34 clubs restants à n'avoir récolté aucun point au cours des deux premières journées. Il est donc tenu de réagir, et dès cette troisième journée, au risque d'accuser un retard insurmontable.

## QUALIF. CAN-2021 / ZAMBIE-ALGÉRIE

## Le Comorien Ali Mohamed Adelaïd au sifflet

La Confédération africaine de football (CAF) a désigné un trio arbitral comorien, conduit par Ali Mohamed Adelaïd, pour diriger le match Zambie-Algérie, prévu le 25 mars à Lusaka (20h00 algériennes), dans le cadre de la 5<sup>e</sup> journée (Gr.

H) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021, reportée à 2022. Ali Mohamed Adelaïd sera assisté de ses compatriotes Soulaïmane Amaldine et Saïd Omar Chebli, alors que le quatrième arbitre est Mohamed Athoumani, selon la CAF. L'équipe nationale s'est

qualifiée à la CAN-2021 au Cameroun suite au match nul décroché à Harare face au Zimbabwe (2-2), le 16 novembre dernier à l'occasion de la 4<sup>e</sup> journée des qualifications.

Au classement, l'Algérie caracole en tête avec 10 points, devant le Zimbabwe (5 points) et le Botswana (4 points), alors que la Zambie ferme la marche (3 points).

Les coéquipiers du capitaine Riyad Mahrez boucleront les qualifications le 29 mars, à l'occasion de la réception du Botswana au stade Mustapha-Tchaker de Blida.

## LIGUE 1 - USMBA

## Le nouvel entraîneur Bouakkaz appelle à la "mobilisation générale" pour sauver le club

Le nouvel entraîneur de l'USM Bel-Abbes, Mouaz Bouakkaz, a appelé mardi à la "mobilisation générale" pour remettre le club pensionnaire de la Ligue 1 de football sur rails et dépasser par là-même la conjoncture difficile qu'il traverse.

"Nous sommes appelés à relever un véritable défi, car il nous appartient de récolter le maximum de points lors de nos prochains matchs pour s'extirper de la zone rouge.

Et pour ce faire, la mobilisation de toutes les composantes du club est plus que nécessaire", a déclaré le technicien tunisien à l'APS.

Cet entraîneur, dont il s'agit de son deuxième passage à la barre technique de

pas énorme", a estimé Bouakkaz qui a débuté cette saison sur le banc de l'US Biskra, un autre pensionnaire de l'élite algérienne.

Les "Vert et Rouge" de la formation de l'Ouest du pays occupent actuellement la 17<sup>e</sup> place avec 11 points récoltés de deux victoires, cinq nuls et sept défaites, rappelle-t-on.

Les protégés de Bouakkaz, qui sera épaulé par Moulay Haddou, Baghdad Hamag et Karim Saoula, en qualité respectivement de coach adjoint, préparateur physique et entraîneur des gardiens de but, accueillent ce week-end la JSM Skikda, pour le compte de la 15<sup>e</sup> journée. Une aubaine pour renouer avec le succès qui fuit l'équipe depuis la 8<sup>e</sup> journée.

Programmes de la 3<sup>e</sup> journée

## Groupe Ouest :

## Programme de la troisième journée de la Ligue 2

## Vendredi à 15h00 :

**A Chlef (Stade Mamar Sahli) :** MCB Oued Sly - IRB El Kerma

**A Témouchent (Stade Embarek Boussif) :** CR Témouchent - SKAK El Khemis

**A Boussaâda (Stade Mokhtar Abdelatif) :** ARB Aïn Ouassara - RCB R'hiou

A déterminer SC Aïn Defla - JSM Tiaret

**A Oran (Stade Habib Bouakeur) :** ASM Oran - US Remchi

**A Saïda (Stade Saïd Amara) :** MC Saïda - OM Arzew

Classement :	Pts	J
1). CR Témouchent	6	2
2). MCB Oued Sly	4	2
--). ASM Oran	4	2
--). SKAF Khemis	4	2
--). SC Aïn Defla	4	2
6). OM Arzew	3	2
7). IRB El Kerma	1	2
--). CRB Aïn Oussera	1	2
--). JSM Tiaret	1	2
--). US Remchi	1	2
--). RCB Oued R'hiou	1	2
--). MC Saïda	1	2

## Groupe Est

## Samedi 14h30 :

**A Chelghoum Laïd (Stade du 11-Décembre) :** UB Chelghoum Laïd - MSP Batna

**A Oum El Bouaghi (Stade Zerdani Hassouma) :** US Chaouïa - MO Constantine

**A Annaba (Stade Abdelkader Chabou) :** USM Annaba - USM Khenchela

**A El Khroub (Stade Abed Hamdani) :** AS Khroub - DRB Tadjanet

**A Batna (Stade Seffouhi) :** CA Batna - MC El Eulma

**A Ouled Djellal (Stade Benkouider) :** CRB Ouled Djellal - NRB Telaghma

Classement	Pts	J
1). US Chaouïa	6	2
2). DRB Tadjanet	4	2
3). HB Chelghoum Laïd	3	2
--). NRB Telaghma	3	2
--). CRB Ouled Djellal	3	2
6). USM Annaba	2	2
--). CA Batna	2	2
--). USM Khenchela	2	2
--). AS Khroub	2	2
--). MO Constantine	2	2
11). MSP Batna	1	2
--). MC El Eulma	0	2

## Groupe Centre

## Samedi à 14h30 :

**A Lakharia (Stade Mansour Khodja) :** IB Lakharia - Amel Boussaâda

**A Mohammadia (Stade du 1<sup>er</sup>-Novembre) :** USM El Harrach - JSM Béjaïa

**A Blida (Stade des frères Brakni) :** USM Blida - RC Kouba

**A déterminer :** MO Béjaïa - WA Boufarik

**A M'sila (Stade Ahmed Khalfa) :** WR M'sila - ES Ben Aknoun

**A Larbaâ (Stade Smaïl Makhlof) :** RC Arbaâ - CR Béni Thour

Classement :	Pts	J
1). RC Kouba	4	2
--). ES Ben Aknoun	4	2
--). USM El Harrach	4	2
--). JSM Béjaïa	4	2
5). Amel Boussaâda	3	2
--). WA Boufarik	3	2
7). RC Arbaâ	2	2
--). MO Béjaïa	2	2
--). IB Lakharia	2	2
--). CR Béni Thour	2	2
11). USM Blida	0	2
--). WR M'sila	0	2

**Bielsa veut prendre son temps pour prolonger**

Actuellement 12<sup>ème</sup> de Premier League, Leeds United devrait logiquement se maintenir en fin de saison. De quoi donner l'envie à Marcelo Bielsa de prolonger son contrat. Interrogé sur le sujet d'une prolongation de son contrat qui se termine en juin prochain, Marcelo Bielsa joue la montre : « La première chose que je tiens à souligner, car il semble que le président me propose une prolongation et je la retarde. Cela pourrait être interprété comme le fait que le club a plus envie que moi de rester et ce n'est pas le cas » précise le technicien argentin sur Sky Sports.



**LEWANDOWSKI DÉTRÔNE RAUL**

Le Polonais a inscrit 72 buts en Champions et se glisse sur le podium des meilleurs buteurs de la compétition, au détriment de Raúl. Cristiano Ronaldo et Messi sont inatteignables.

L'attaquant polonais a inscrit hier soir contre la Lazio son 72<sup>e</sup> but dans la compétition européenne, ce qui lui permet de monter sur le podium des meilleurs buteurs. Lewandowski détrône Raúl en tant que troisième meilleur buteur, mais reste encore bien loin des deux 'monstres' de la Ligue des champions. Cristiano Ronaldo compte 134 buts et Messi en compte 119. Un duo de tête totalement inaccessible.

L'attaquant du Bayern Munich a marqué 55 buts avec le maillot du club bavarois et 17 avec son ancienne équipe, le Borussia Dortmund. Son premier but était arrivé le 19 octobre 2011, contre l'Olympiakos.

- Top 10 des meilleurs buteurs
1. Cristiano Ronaldo : 134 buts
  2. Messi : 119 buts
  3. Lewandowski : 72 buts
  4. Raúl : 71 objectifs
  5. Benzema : 69 buts
  6. Van Nistelrooy : 56 buts
  7. Henry : 50 buts
  8. Di Stéfano : 49 buts
  9. Ibrahimovic : 48 buts
  9. Shevchenko : 48 buts

**GIROUD COUVERT DE LOUANGES PAR TUCHEL**

Auteur de l'unique but de la rencontre entre Chelsea et l'Atlético de Madrid, Olivier Giroud a été encensé par son entraîneur, Thomas Tuchel.

Dithyrambe sur N'Golo Kanté depuis son arrivée sur le banc des Blues, Thomas Tuchel a encensé un autre joueur français ce mardi. Après l'inépuisable milieu de terrain, c'est en effet Olivier Giroud qui a été couvert de louanges par son entraîneur après la victoire face à l'Atlético de Madrid. Et pour cause, l'ancien gunner a été le principal artisan du succès des Londoniens en inscrivant le but décisif d'un retour enverner qui a laissé bouche bée la défense des Colchoneros (0-1). Ayant préféré titulariser Olivier Giroud à la pointe de l'attaque de Chelsea à la place de Tammy Abraham, Thomas Tuchel n'a pas tari d'éloges à l'égard du héros de la soirée devant la presse. "Si vous le voyez tous les jours, vous ne pouvez pas être surpris. Son corps est en forme, son physique est de haut niveau. Il apprécie chaque jour d'être un joueur de football professionnel. Il s'entraîne comme un jeune de 24 ans. C'est un garçon qui est un bon mélange de sérieux et de plaisir à l'entraînement". Encore une fois, l'international français a justifié la confiance placée en lui. Imperturbable Olivier Giroud.



**LEEDS CONVOITE SOUMARÉ**

A son tour, Leeds United s'est mis en quête de recruter le milieu de terrain de Lille, Boubakary Soumaré. La concurrence est rude dans ce dossier. L'intérêt des clubs de Premier League s'intensifie pour le milieu de terrain du LOSC, Boubakary Soumaré. Après Chelsea ou encore Arsenal, c'est au tour de Leeds United mais aussi de Leicester City de se pencher sur la situation du joueur nordiste selon des informations du Gardian. L'été dernier déjà, Boubakary Soumaré avait l'objet de spéculation autour d'une arrivée en Premier League mais les dirigeants lillois avaient mis leur veto. Cette fois, la donne devrait être à une vente du côté d'un club en proie à des difficultés financières. Selon le journal anglais, Lille réclameraient au moins 35 millions d'euros pour son joueur.

**SERGIO AGUERO EST TRÈS SOLLICITÉ**

Malgré une saison tronquée par les blessures, le buteur de Manchester City dispose de plusieurs sollicitations pour la suite de sa carrière.

L'aventure de Sergio Aguero à Manchester City est susceptible de prendre fin l'été prochain. L'expérimenté attaquant argentin n'a encore reçu aucune proposition pour un nouveau bail et son coach ne compte plus spécialement sur lui. Une situation délicate, mais des options de rebond ne manquent pas à « El Kun ». D'après The Mirror, quatre grands clubs européens auraient déjà contacté ses représentants en vue d'un transfert durant la prochaine intersaison. Les clubs en question seraient le FC Barcelone, la Juventus, l'Inter et le PSG. Malgré ses 32 ans, l'international albiceleste garde donc une bonne cote auprès des principales écuries continentales. Reste à savoir quelle est sa préférence en terme de destination. Rallier la capitale française peut être tentant vu qu'il y retrouvera ses compatriotes Angel Di Maria, Mauro Icardi, Leandro Paredes, Mauricio Pochettino et peut-être même un certain Lionel Messi. Affaire à suivre.



**Le point sur la prolongation de Lautaro**

Les dirigeants de l'Inter Milan ont accéléré la prolongation du contrat de l'attaquant argentin Lautaro Martinez. D'après les informations du site Calciomercato, les discussions se poursuivent entre le club lombard et les agents du canonnier de 23 ans, sous contrat jusqu'en juin 2023. L'avant-centre des Nerazzurri a donné son feu vert pour s'inscrire dans la durée du côté de Giuseppe Meazza. Nos confrères précisent que le leader de la Serie A se montre confiant quant à une issue favorable au dossier. En cas de prolongation, Lautaro Martinez percevra un salaire de plus de 4 millions d'euros par saison, hors bonus. Enfin, les pourparlers demeurent quant à la suppression ou non d'une clause libératoire de 111 millions d'euros. Recruté au cours de l'été 2018 pour 25 millions d'euros, en provenance du Racing Club, le numéro 10 interiste a marqué 15 buts en 33 matches toutes compétitions confondues depuis le lancement de la saison 2020-2021, pour 13 réalisations en 23 rencontres de Serie A.

## ANNIVERSAIRE DE LA NATIONALISATION DES HYDROCARBURES

### Le Président Tebboune appelle l'UGTA à "adhérer" aux efforts de renforcement du front social

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a appelé, mercredi, l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) à "adhérer" aux efforts visant le renforcement et l'immunisation du front social contre les tentatives d'exploitation insidieuse de la situation économique difficile.

"L'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), cette organisation prestigieuse, connue pour sa longue tradition de lutte et de militantisme, est appelée en cette conjoncture marquée par une situation économique difficile et la propagation de la pandémie de Covid-19 et leurs retombées sur la situation sociale sur de larges catégories de travailleurs, à adhérer, comme à son accoutumée, aux efforts visant le renforcement et l'immunisation du front social contre les tentatives d'exploitation insidieuse de cette situation, en semant le doute et la confusion", a indiqué le Pré-

sident Tebboune dans un message, lu en son nom par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, à l'occasion de la célébration du 65<sup>ème</sup> anniversaire de la création de l'UGTA et du 50<sup>ème</sup> anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures. "Nous sommes déterminés à accélérer la cadence de traitement des incidences sociales et à prendre en charge graduellement nos sœurs et frères travailleurs impactés, en veillant constamment au suivi de la mise en œuvre des programmes tracés et des décisions prises à cet effet par les autorités publiques", a affirmé le président Tebboune.



### GOUVERNEMENT/VISITE L'Algérie a fait de la politique énergétique "une priorité majeure" (Djerad)

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a affirmé, mercredi à Hassi R'mel (Laghouat), que l'Algérie a fait de la politique énergétique "une priorité majeure", d'où l'importance de la transition énergétique en tant que facteur clé sous-tendant l'ensemble de ses politiques de développement.

Dans son allocution, lors de sa visite à Hassi R'mel, à l'occasion du double anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures et de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), M. Djerad a souligné que "l'Algérie, à l'instar de plusieurs pays du monde, a fait de la politique énergétique une priorité majeure d'où l'importance de la transition énergétique en tant que facteur clé sous-tendant l'ensemble de ses politiques de développement, conformément à la triptyque du renouveau économique, basée sur la sécurité alimentaire et sanitaire, la transition énergétique et l'économie numérique".

Il a ajouté, en outre, que la politique énergétique de l'Algérie s'inscrit dans le cadre "des réformes économiques structurelles initiées, conformément au programme du président de la République, du plan d'action du Gouvernement et du programme de renouveau économique élaboré en concertation avec les opérateurs économiques et les partenaires sociaux, lors de la conférence nationale sur le Plan de relance économique organisée en aout 2020".

Par ailleurs, le Premier ministre a précisé "que cinquante ans après la nationalisation des hydrocarbures, l'Algérie a choisi de s'orienter définitivement vers le développement des énergies renouvelables, à travers l'adoption d'une base industrielle adéquate, d'autant qu'elle dispose de toutes les ressources naturelles et des moyens matériels et humains l'habilitant à devenir un leader en matière des énergies, solaire et éolienne durant les prochaines années".

## ARMÉE-SÉMINAIRE

### M. Chanegriha appelle à la consolidation de l'unité nationale pour faire face à toutes les menaces

Le Général de Corps d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), a appelé, mercredi à Alger, à la consolidation des liens de l'unité nationale et le renforcement du front interne pour faire face à toutes les menaces induites par la détérioration de la situation sécuritaire régionale et les "tentatives répétées" de "porter atteinte à la cohésion de la société".

"Les éventuelles répercussions sur la sécurité et la stabilité de notre pays, induites par la détérioration de la situation sécuritaire dans notre environnement régional, en sus des viles et non moins répétées tentatives de porter atteinte à la cohésion de la société, nous imposent aujourd'hui, plus que jamais, d'œuvrer à consolider les liens de notre unité nationale et de renforcer notre cohésion et notre front interne, afin de faire face à toutes les menaces", a-t-il souligné dans une allocution prononcée à l'ouverture du séminaire national sur "Les guerres de la nouvelle génération: défis et méthodes de confrontation".

Selon le chef d'Etat-Major de l'ANP, cité dans un communiqué du ministère de la Défense nationale, la consolidation de l'unité nationale est également "nécessaire" pour "relever les défis du développement socio-économique, amorcé par l'Etat, sous la conduite de Monsieur le président de la République, chef Suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, visant la prospérité, le développement et l'amélioration des conditions de vie de nos concitoyens".

Le Général de Corps d'Armée a soutenu, à ce titre, que "la maturité et la conscience politique dont a fait preuve le peuple algérien ont permis, dans un passé récent, de faire face, voire de déjouer ces desseins surnois". Cependant, a-t-il poursuivi, "il ne faut, en aucun cas, que cela soit

un objectif en lui-même, mais un moyen de renforcer davantage la vigilance et le sens patriotique, de prendre conscience de ce qui se trace contre notre pays et de se tenir prêt à faire face à toutes les éventualités et à tous les scénarios".

Il a tenu également à rappeler que "la défense nationale est un devoir sacré et une responsabilité collective, qu'il nous appartient, en tant qu'individus, collectivités et institutions, d'assurer en plaçant les intérêts supérieurs de la nation comme objectif majeur, et en renforçant les exigences de la riposte à toutes les campagnes sournoises, qui tentent vainement de cibler notre unité nationale, notre souveraineté et notre stabilité".

Chanegriha a estimé, à ce propos, qu'"il nous appartient ainsi à tous de travailler avec abnégation et dévouement envers la patrie et envers le serment prêtés aux vaillants Chouhada, pour que l'Algérie vive dans la paix et la stabilité pérennes et demeure forte et puissante".

Le chef d'Etat-Major de l'ANP a tenu, en outre, à mettre en garde contre les dangers des guerres de nouvelle génération qui ont un mode propre, qui cible les sociétés en se basant sur la propagande, la contre-propagande et l'adoption d'une stratégie d'influence sur la perception collective.

"Les guerres de nouvelle génération, ou les guerres hybrides tel que certains les nomment, sont des guerres qui ont leur propre mode, en ce sens qu'elles ciblent les sociétés et se basent sur la propagande et la contre-propagande, et ce à travers une stratégie d'influence sur la perception collective", a-t-il expliqué.

"Manipulant l'opinion publique, soit la population de l'Etat ciblé, et orientant ses comportements et ses visions. Ces guerres qui ne disent pas leur nom ont pour objectif d'accabler le régime en place et de disloquer le pays de l'intérieur, en

suivant des étapes à long terme et en usant de différents moyens, y compris informationnels, économiques, sociaux et militaires", a-t-il encore souligné.

Par ailleurs, a-t-il poursuivi, "les conséquences de la mondialisation ont contribué à la multiplication des formes et moyens de concrétisation de ces guerres, visant à induire en erreur les différentes catégories de la société, à dénaturer les faits et à faire pression sur les gouvernements".

Ce séminaire de deux jours, organisé à l'école supérieure de Guerre en 1<sup>ère</sup> Région militaire a pour, entre autres, objectifs de "mettre en exergue l'importance croissante de la fédération des efforts de tous les acteurs, à savoir, les institutions de l'Etat, la société civile et le citoyen, et son rôle dans le renforcement des fondements de la défense nationale, de la capacité de faire face aux multiples dangers dont l'ampleur s'étend, pour englober tous les domaines d'activité de l'Etat et de la société", a souligné le communiqué du MDN.

La cérémonie d'ouverture des travaux du séminaire s'est déroulée en présence des ministres des Affaires étrangères, de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, de la Justice et de la Communication, outre les Commandants de Forces et de la Gendarmerie nationale, le Commandant de la 1<sup>ère</sup> Région militaire, des Chefs de Départements ainsi que de 3 Directeurs et Chefs des Services Centraux du ministère de la Défense nationale, a précisé la même source.

"Animé par des enseignants universitaires et des experts algériens civils et militaires, le séminaire a pour objectif de mettre en exergue les principaux aspects de ce thème important", a-t-on ajouté.

## ARMÉE

### Plusieurs opérations menées en une semaine dans le cadre de la lutte antiterroriste, la criminalité organisée et l'émigration clandestine (MDN)

Des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) ont mené plusieurs opérations en une semaine (17-23 février 2021) dans le cadre de la lutte antiterroriste, la criminalité organisée et l'émigration clandestine et ce, pour préserver et prémunir le pays contre toute forme de menaces sécuritaires et fileaux connexes, indique, mercredi, un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans la dynamique des efforts visant à asseoir la sécurité et la sérénité sur l'ensemble du territoire national, des unités et des détachements de l'ANP ont mené, durant la période du 17 au 23 février 2021, plusieurs opérations dont les résultats dénotent du haut professionnalisme et de l'engagement indéfectible de nos Forces armées à préserver et prémunir notre pays contre toute forme de menaces sécuritaires et fileaux connexes", pré-

cise la même source. Dans le cadre de la lutte antiterroriste, "des détachements de l'ANP ont découvert et détruit à Bouira, M'sila, Skikda et Batna, une (1) casemate pour des groupes terroristes et 5 bombes de confection artisanale", ajoute le communiqué du MDN.

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et "en continuité des efforts intenses visant à venir à bout du fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité dans diverses opérations exécutées à travers les différentes Régions militaires, 50 narcotrafiquants et saisi de grandes quantités de kif traité s'élevant à 9 quintaux et 60,5 kilogrammes que les bandes criminelles ont tenté d'introduire à travers les frontières avec le Maroc".

A ce titre, "des détachements de l'ANP et les services de la Gendarmerie nationale et des

Garde-frontières ont intercepté, lors d'opérations distinctes au niveau des territoires des 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> Régions militaires, 16 narcotrafiquants et saisi 759,5 kilogrammes de kif traité, alors que 34 narcotrafiquants ont été arrêtés et 201 kilogrammes de kif traité ainsi que 46,492 comprimés psychotropes ont été saisis dans diverses opérations menées dans d'autres Régions militaires", selon le communiqué du MDN. Par ailleurs, des détachements de l'ANP ont intercepté, à Tamanrasset, In Guezam et Bordj Badji Mokhtar, 85 individus et saisi 14 véhicules, 63 groupes électrogènes, 64 marteaux-piqueurs, 14 détecteurs de métaux, 12 tonnes de mélange de pierres et d'or brut, des outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, ainsi que 8,780 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande, tandis que 10 autres individus ont été arrêtés, a-t-

on ajouté. Dans le cadre de la lutte antiterroriste, 85276 unités de tabac, 3059 unités d'articles pyrotechniques et 450 Smartphones ont été saisis lors d'opérations distinctes menées à Ouargla, Biskra, El-Oued, Illizi, Sétif, Tiaret, Tipaza et Tindouf. De même, "des tentatives de contrebande de grandes quantités de carburant s'élevant à 15 857 litres ont été déjouées à Tébessa, El-Tarf, Souk Ahras et Bordj Badji Mokhtar", selon la même source. Dans un autre contexte, les Gardes-côtes "ont mis en échec des tentatives d'émigration clandestine de 212 individus dont 22 Marocains, à bord d'embarcations de construction artisanale à Oran, Mostaganem, Aïn Témouchent, Tlemcen, Chlef, Annaba, El-Tarf et Skikda, alors que 56 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Tlemcen, Saïda, Adrar et Ouargla", conclut le communiqué du MDN.